

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Map of the project area



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 05-06-2019

Currency Equivalents

Équivalents en devises

Currency Unit	=	FCFA
US\$1.0	=	612

Poids et mesures

1 kilogram	=	1000 g
1 000 kg	=	2.204 lb.
1 kilometre (km)	=	0.62 mile
1 metre	=	1.09 yards
1 square metre	=	10.76 square feet
1 acre	=	0.405 hectare
1 hectare	=	2.47 acres

Weights and measures

1 Kilogram	=	1000 g
1 000 kg	=	2.204 lb.
1 kilometre (km)	=	0.62 mile
1 metre	=	1.09 yards
1 square metre	=	10.76 square feet
1 acre	=	0.405 hectare
1 hectare	=	2.47 acres

Abbreviations and Acronyms

Abréviations et acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenu
ANO	Avis de Non Objection
CA	Centre d’Affaire
CCP	Centres communautaires de pêche
CDPS	Comité Départementaux de Planification et Suivi
CEQ	Caisse d’Epargne et d’Equité
CERAG	Centre de Recherches sur l’Amélioration Génétique des Plantes
CNP	Comité National de Pilotage
COSOP	country strategic opportunities programme
CSA	Chef de Secteur Agricole
CVER	Comité Villageois d’Entretien Routier
CRAL	Centre de Recherches Agronomiques de Loudima
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DDA	Directeur Départemental de l’Agriculture
DDE	Directeur Départemental de l’Elevage
DDETP	Direction Départementale de l’Equipement et des Travaux Publics
DDPA	Directeur Départemental Pêche et Aquaculture
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
GIEC	Groupement d’Intérêt Economique et Communautaire
ha	Hectare
HIMO	Haute Intensité de Main d’œuvre
IITA	Institut International de l’Agriculture Tropicale
MAE	Ministère de l’Agriculture et de l’Elevage
MUCODEC	Mutuelles Congolaises d’Epargne et de Crédit
MUSCO	Mutuelle de Solidarité Congolaise
OCER	Office Congolais d’Entretien Routier
ONG	Organisation Non-Gouvernemental

Project at a glance

Region West and Central Africa Division	Project at Risk Status Actual problem
Country Congo	Environmental and Social Category B
Project Name Agricultural Value Chains Support Development Programme	Climate Risk Classification not available yet
Project ID 1100001583	
Project Sector Rural Development	
CPM Abdelhaq Hanafi	
Project Area NIARI, LEKOUMOU, LIKOUALA, KOUILOU, POOL, PLATEAUX, CUVETTE, CUVETTE OUEST, SANGHA, BOUENZA	

Key Dates

IFAD Approval	Signing	Entry into Force	Mid-Term Review	Original Completion	Actual Completion
08/12/2011	21/02/2012	03/07/2013	09/11/2015	30/09/2018	30/09/2018
		Original Financial Closure	Actual Financial Closure		
		31/03/2019	31/03/2019		
Date of Last SIS Mission	Number of SIS Missions	Number of extensions	Effectiveness lag		
25/11/2018	11	0	19 months		

IFAD Financing

Loan	USD Million	9.81 Million	% disbursed	74.3
-------------	--------------------	--------------	--------------------	------

Actual Costs and Financing (USD '000) as at the time of PCR submission

Component	IFAD	Cofinancing	Beneficiaries	GOVT	Total
	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual
Capacity Building	954	0	0	121	1 075
Conservation, processing & marketing support	535	0	0	19	554
Programme Coordination and M&E	3 801	0	0	3 977	7 778
Sustainable agriculture for smallholders	3 707	0	0	460	4 168
Total	8 998	0	0	4 578	13 576
Remaks					

Outreach

Direct Beneficiaries	
Number of HH members	Number of persons receiving services

Estimated total: 47 478	Total: 47 478
	Males: 22 749
	Females: 24 729
Indirect Beneficiaries	
Total: 55 000	

Project Objectives

Access to natural resources

The overall goal of the programme is to sustainably improve food security, raise the incomes of small producers (crop and livestock farmers and fishers), and create jobs for the rural population, particularly for young people and women, by supporting development of sectors of potential growth. The specific objectives are to increase: (i) Access by small producers to appropriate farming and fisheries technologies for production, processing, storage and preservation. (ii) Access by small producers to transparent markets for inputs and agricultural and fisheries commodities in the target sectors. (iii) The capacity of producers' organizations to provide services for their members and participate more fully in local development processes.

Country Partners

Executing Institution	not available yet
Implementing Institutions	not available yet

Project Completion Ratings Matrix

COUNTRY: Congo	
PROJECT NAME: Agricultural Value Chains Support Development Programme	
PROJECT ID: 1100001583	
BOARD APPROVAL DATE: 08/12/2011	
ENTRY INTO FORCE: 03/07/2013	
PROJECT COMPLETION DATE: 30/09/2018	
LOAN CLOSING DATE: 31/03/2019	
IFAD LOAN AND GRANT (USD MILLION): \$9,805,283	
TOTAL PROJECT FINANCING: \$17,349,830	
IMPLEMENTING AGENCY: not available yet	
Criterion	PCR Rating
Project Performance	
- Relevance	6
- Effectiveness	4
- Efficiency	2
- Sustainability	3
Rural poverty impact	4
- Households' incomes and assets	4
- Human and social capital	3
- Food security	4
- Agricultural productivity	5
- Institutions and policies	4
Additional evaluation criteria	
- Gender equality and women's empowerment	5
- Innovation	4
- Scaling up	4
- Environment and natural resource management	4
- Adaptation to climate change	3
- Targeting and outreach	5
- Access to markets	1
Partners Performance	
- IFAD's performance	4
- Government performance	4
Overall project achievement	4

Executive Summary

Le 21 février 2012, le Gouvernement de la République du Congo et le Fonds International du Développement Agricole (FIDA) ont signé un Accord de prêt n°851-CG pour un montant de 9,8 millions USD afin de mettre en œuvre, sur une durée de 5 ans(2013-2018), un nouveau projet intitulé, Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) dont le cout total est de 17,35 millions de \$EU. Le gouvernement de la République du Congo s'était engagé pour un montant de 7,01 millions USD (40,4%) et un gap de 500 000 \$US (3,1%) devait être apporté par les autres bailleurs non identifiés. Le reste du financement était assuré par les ressources provenant des autres projets qui étaient en cours d'exécution (Proder-Sud et Proder3).

Sensé démarré ces activités le 23 juillet 2013, pour les achever 30 septembre 2018 et se clôturer 30 mars 2019, selon les termes de l'accord de prêt, les activités du PADEF n'ont véritablement démarré qu'en 2015. De 2013 à 2015, le PADEF a surtout exécuté les activités des Proder 2 et 3. Le retard enregistré dans la réalisation de certaines activités est en partie imputable au montage institutionnel, certes innovateur, mais qui n'avait pas suffisamment appréhendé la surcharge de travail qui résulterait de la gestion concomitante de trois projets.

Le But assigné au PADEF était d'améliorer durablement les conditions de vie et les revenus de 15000 petits producteurs agricoles au Congo. L'objectif de développement poursuivi par Programme était d'améliorer les capacités de production, de transformation et de commercialisation des petits producteurs dans les filières porteuses au niveau de 10 départements à travers 9 produits repartis sur 3 composantes.

A son achèvement, la performance globale du programme est jugée modérément satisfaisante. Les activités développées par le PADEF sont restées, à son achèvement, très pertinentes à la fois pour les bénéficiaires et pour le pays. Bien que la mission de revue d'achèvement ait jugé la pertinence du projet très satisfaisante, l'efficacité du programme a été jugée modérément satisfaisante. Le taux de réalisation des cibles des produits est estimé à 52%. On note également que 22% des activités ont été partiellement réalisées. Le PADEF a atteint des résultats très encourageant dans le domaine de production végétale. Le taux de réalisation physiques des cibles de composante 1, relative à l'appui à la production est estimé à 73% face un taux de décaissement de 49%. Le projet a permis à plus de 21 000 ménages d'accroître leur rendement de manioc et de diversifier leurs productions sur l'igname, la banane, le maïs et le soja. Le programme a en outre connu un succès dans le domaine de désenclavement, en apportant une innovation pour les voies navigables. En dépit du fait que le programme ait eu un succès sur la production et protection végétale, principalement le manioc et l'igname, les activités d'appui à la transformation et commercialisation des produits agricoles prévues dans le document de conception du projet n'ont pas été réalisées.

Le PADEF a laissé quelques bases de développement de la filière avicole et piscicole. Mais les performances globales sur les filières animales et halieutiques ont été jugées faibles. La filière « petit ruminant » a été supprimé du programme, lors de la revue à mi-parcours, suite aux difficultés de sa mise en œuvre et les appuis, pour ce produit, se sont limités simplement à une seule campagne de vaccination. Des taux élevés d'abondant (jusqu'à 65%) d'élevage avicole ont été observé dans plusieurs Départements. Les cibles par rapport à la pêches et à la pisciculture n'ont pas été atteintes. Le taux de réalisations physiques de cette composante est de 30% pour une consommation de 18% des ressources prévues.

Les produits liés au renforcement des capacités ont eu également des performances modérées. Les cibles par rapport aux renforcements des GIEC ont été atteintes à 87%. L'objectif de structuration des GIEC en Unions des Producteurs, par contre, n'a pas été atteint. Les cibles relatives aux CMEC montrent également des faibles performances. En effet, l'ensemble de Caisses n'ont pas encore reçu leur agrément de fonctionnement. Seulement 10 de 30 CMEC ont atteint le niveau de ce qu'on appelle Caisses fortes et, grâce à l'accompagnement du Projet, ont déposé leurs dossiers de demande d'agrément auprès du Ministère des Finances. En outre, les capacités de gestion de ces caisses restent encore globalement faibles, en plus du fait que la mise en place de la structure faitière n'a pas été faite. A l'achèvement du PADEF, seulement 10% du portefeuille de crédit des CMEC sont destinés à l'agriculture et 90% sont destinés aux petits commerces, principalement non agricole. Ce qui s'écarte de la motivation première de ces caisses, qui est de financer l'agriculture. Les services publics et d'autres acteurs des filières ont reçu des formations techniques, de planification et de suivi des programmes agricoles ainsi que des formations organisationnelles. L'IRA a été un des grands bénéficiaires du programme de Renforcement des capacités dans le domaine d'assainissement phytosanitaires des clones et la multiplication rapides du matériel végétal (micro-set). Les services déconcentrés de l'état, les GIEC et les CMEC ont bénéficié également du programme de renforcement des capacités organisationnelles, de planification et de suivi des projets, en plus des formations techniques pour la conduite des cultures et élevages des filières ciblées par le PADEF.

L'efficacité du projet est jugée insatisfaisante principalement à cause du faible taux de décaissement global et du déséquilibre de décaissement au niveau des composantes et des sources de financement. Le taux de décaissement global incluant les engagements est de 61%. Le PADEF a pu décaisser 99,9% des ressources du FIDA, mais le taux de décaissement global effectif (excluant les engagements) est seulement de 38,15 % suite à la faible mobilisation des ressources du Gouvernement et de l'OFID. Mais sur les ressources du FIDA, on note aussi un déséquilibre entre les composantes: les composantes 1 et 2, le cœur même du développement des filières, n'ont décaissé que moins de 50% (respectivement 49 et 18%) alors que les composantes 3 et 4 ont largement dépassé les allocations prévues à la conception du programme et des réallocations du RMP. Le taux décaissement de la composante 3 est estimé à

160% face à taux de réalisation physique des activités, estimé à 46%. La composante 4 (coordination et gestion), a consommé 215% des ressources prévues. Le taux de rentabilité interne du Programme est, par contre, très satisfaisant (16%) comparativement au taux de 17% visé lors de la conception du programme en se référant au taux de 6,5% du cout opportunité du capital dans la zone CEMAC.

A l'achèvement du PADEF, plusieurs impacts du programme sont visibles dont les plus importants sont (i) l'accroissement des rendements du manioc, de l'igname, de maïs et soja, (ii) l'amélioration de la résilience des bénéficiaires du programme, face à la baisse générale de revenu de ménages et détérioration générale de leur situation de sécurité alimentaire, conséquence directe des effets de chute des cours mondiaux du pétrole, l'épine dorsale de l'économie congolaises, (iii) évolution positive du capital social et humain des bénéficiaires du programme, notamment les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

Le niveau de performance globale du PADEF, modérément satisfaisante, est directement lié aux difficultés rencontrées par le programme, lors de sa mise en œuvre, qui sont à la fois consécutives aux problèmes directement liés à la conception initiale du Programme et ceux liés directement à la mise en œuvre du Programme. Sur le plan conceptuel du programme, on note un déficit d'analyse approfondie de la faisabilité des certaines activités prévues ainsi qu'une grande complexité des interventions du Programme. On note en outre, l'optimisme exagéré sur les capacités financières du Gouvernement pour cofinancer les activités avec le fonds de contrepartie nationale. La conception n'avait pas anticipé des problèmes éventuels sur les finances publiques afin de d'anticiper des alternatives de financement des activités en cas de problèmes sur les finances publiques. Ce qui a impacté très négativement les performances du programme. En plus de l'instabilité initiale de l'Equipe de l'UNGP, les changements des approches d'appui du volet transformation et commercialisation des produits agricoles et le faible décaissement des fonds de contrepartie ainsi que l'insécurité dans le département de pool ont été les principales difficultés qui ont impacté négativement la mise en œuvre opérationnelle du programme.

En dépit de ces difficultés, la durabilité des acquis du Programme est jugé satisfaisante. On note, à travers le nouveau PND, une forte volonté politique et institutionnelle, des autorités du pays d'accroître les investissements publics dans la diversification de l'économie à travers l'agriculture et le tourisme. Les filières appuyées par le PADEF, le manioc et banane ainsi que l'aviculture, sont retenues comme des filières prioritaires du PNUD, qui devront bénéficier d'une intensification des investissements publics. La durabilité des bénéfices et acquis du projet est également favorisée par la décision de mise à l'échelle des acquis du PADEF, à travers d'autres programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers, notamment le Programme de Développement de l'Agriculture Commerciale, financé par la Banque Mondiale (PDAC), Programme de développement de la Pêche continentale (PDPAC) financé par le FIDA. En outre, le dispositif des GIEC et CMEC constitue un arrangement institutionnel important de durabilité, étant que donné la rentabilité financière des filières appuyées reste un incitant important pour le secteur privé. Afin de soutenir les activités post-clôture du PADEF, le gouvernement a provisionné la somme de 1,505 milliards FCFA (2017-2018 en attente de décaissement) et, budgétisé 300 millions en 2019, pour financer le budget d'investissement et de fonctionnement de l'Unité de Coordination restreinte (UCRT).

La mise en œuvre du PADEF a permis de tirer plusieurs leçons sur la complexité des projets et le besoin de se concentrer, l'analyse de faisabilité des activités et des stratégies à retenir pour le projet, les politiques durables de gestion du personnel du projet, pour sa stabilité et renforcement des capacités, les crédits agricoles et les arrangements institutionnel de mis en œuvre.

A. Introduction

1. Du 28 mars au 12 avril 2019, une mission¹¹ de revue d'achèvement du Programme d'Appui au développement des Filières Agricoles (PADEF) a été conduite par le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA). L'objectif poursuivi par ce rapport d'achèvement est d'évaluer la performance globale de la mise en œuvre et les résultats atteints par le Programme afin de rendre compte et de tirer les principaux enseignements pour l'amélioration des programmes en cours et futurs. De façon spécifique, le rapport d'achèvement analyse (i) la pertinence du Programme c'est-à-dire l'alignement de ses objectifs et de ses interventions par rapport aux priorités des bénéficiaires, du Pays et du FIDA, (ii) l'efficacité ou l'atteinte des objectifs assignés au Programme (iii) l'efficience de ces interventions et activités pour l'atteinte des objectifs (iv) l'impact du PADEF sur les différents groupes cibles (v) les mécanismes mis en place pour assurer la durabilité des bénéfices et acquis économiques, environnementaux et sociaux apportés par le PADEF.
2. La mission a été précédée par une mission d'enquête socio-économique d'impact et par la mission d'achèvement conduit par la partie nationale et confiées à des consultants. La mission de revue a consisté à s'appuyer en partie sur les deux rapports de ces missions, et de formuler sa propre opinion sur base des visites de terrain et de l'exploitation des documents existants.
3. Le processus de la revue d'achèvement du PADEF a démarré avec la dernière mission conjointe de supervision du PADEF. Cette mission a eu lieu du 29 mai au 16 juin 2017. La dernière mission de supervision avait également

recommandé une stratégie de désengagement qui réoriente les interventions en 2018 pour constituer le centre de gravité du dernier PTBA afin d'assurer la durabilité des résultats du programme. Ce qui n'a pas été implémenté à cause de la suspension, de janvier 2018 à Janvier 2019, du portefeuille FIDA dans le pays. Une étude d'impact socioéconomique et nutritionnel a été conduite dans le but de capter les principaux effets des interventions du PADEF sur les principaux bénéficiaires, les GIEC et les ménages notamment. Un pré-rapport d'achèvement et des rapports bilans des composantes du Programme ont été préparés par la partie nationale, qui a permis à l'équipe de la revue d'achèvement d'apprécier les résultats opérationnels et développementaux du PADEF.

4. Durant son séjour à Brazzaville, la mission de revue d'achèvement a travaillé avec l'équipe du projet et a rencontré les autorités nationales suivantes les membres du cabinet de SEM le Ministre d'Etat et Ministre de l'Agriculture, notamment le Conseiller Economique et le Conseiller Agricole, le Directeurs des Etudes et Planification du Ministère de l'Agriculture.
5. Du 03 au 06 juin la mission s'est rendue sur le terrain, dans les Départements de pool et de plateaux, avant de boucler les visites, du 08 au 09 avril 2017, par les départements de Bouenza et de la Niari. Sur les terrains, la mission a discuté avec les services techniques déconcentrés du MAEP (DDA, DDE, DDPA, CSA), les facilitateurs du PADEF, les agriculteurs, les éleveurs, les Pisciculteurs, les responsables et membres des GIEC ainsi que les responsables des CMEC.
6. Le PADEF avait été formulé dans un contexte de retour à la paix civile dans le pays, qui avait été déchiré par des guerres civiles entre 1994 et 1998. Le contexte économique était favorable à cause des cours mondiaux favorables du pétrole et du bois, qui ont permis au pays d'enregistrer un taux de croissance économique annuelle très encourageant, situé dans une fourchette de 4% à 8%. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) du secteur non pétrolier était cependant restée faible et n'avait permis aucun effet de redistribution des fruits de cette croissance. La pauvreté, surtout rurale, avait continué à s'aggraver. L'économie du Congo, pays à vocation agricole par excellence, était restée dominée par le secteur pétrolier qui représentait 52% du PIB, 86% des recettes publiques et 90% de la valeur des exportations.
7. Dans ce contexte de pauvreté rurale, la théorie du changement formulée pour le PADEF était qu'il était possible de sortir des dizaines de milliers de petits producteurs agricoles de la pauvreté. Il était donc possible d'améliorer leurs conditions matérielles, leurs revenus et leur situation nutritionnelle. Ceci en investissant de manière ciblée dans la levée de principales contraintes surmontables et dans la valorisation des atouts exploitables dont ces petits producteurs disposent.
8. Le montant total du financement du PADEF est de 17 350 000 US\$, dont une contribution du FIDA de 9 805 000 US\$ (soit 6 200 000 DTS), une contrepartie de 7 012 000 US\$ attendue du Gouvernement et une contribution de 533 000 US\$ d'autres sources domestiques. Le projet a aussi assuré la mise en œuvre du reliquat du prêt 7 000 000USD de l'OFID au projet PRODER 3. Les ressources escomptées totalisent ainsi la somme de 24 350 000 US\$.
9. Les changements dans les contextes sécuritaire et macroéconomique du pays ont impacté significativement la mise en œuvre du programme PADEF. Le retour de la guerre civile dans la région du Pool a empêché les interventions du projet dans une partie de cette zone et a retardé les opérations dans d'autres parties du pays. Il a également rendu difficile le suivi des interventions du Projet dans l'ensemble de la zone du Sud du pays. La crise consécutive à l'effondrement des cours du pétrole, depuis la mi-2014, s'est accentuée en 2017. Ce qui a conduit à la contraction du PIB de 3,1% en 2018 et 2,8% en 2017. La hausse de la production pétrolière du pays enregistrée en 2017 et la remontée des cours en 2018, n'ont pas permis de compenser les activités non pétrolières. Elles ont, par conséquent, enregistrées une baisse de 7,9% en 2017, suite à l'accumulation des arriérées de l'état, ayant poussée des nombreuses entreprises à réduire leurs activités et leur personnel. Les secteurs de communication, des transports et de la construction ont été les plus touchés. Cette situation a affecté négativement les recettes de l'état et l'a rendu non capable de payer les fonds de contrepartie du projet.
10. Prévu pour une durée de 5 ans, le PADEF a été approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA le 8 décembre 2011. La signature de l'accord a intervenue le 21 février 2012 et il est entré en vigueur le 03 juillet 2013. Le projet a connu 5 missions de supervision sur les 8 prévues. La dernière mission de supervision qui a eu lieu du 29 mai au 16 juin 2017 a permis, entre autre de lancer le processus de préparation de la revue d'achèvement du projet.
11. Suite à l'accumulation de retards de paiement des fonds de contrepartie, par le gouvernement, des dépenses sensées être financées par le fonds de contrepartie ont été financées par les fonds FIDA. Ces dépenses non éligibles ont conduit, en janvier 2018 à la suspension du portefeuille FIDA dans le pays. Cette suspension n'a finalement été levée en Janvier 2019, faisant perdre au PADEF un an de mis en œuvre.

B. Project Description

B.1. Project context

12. Le contexte politique de la République du Congo, ce pays en développement de 342 000 km², situé en Afrique Centrale, à cheval sur l'équateur, était caractérisé par le retour à la paix civile et à la normalité, après des périodes successive de conflits armés. Une série de guerres civiles qui avaient démarré après les élections de 1992^[1], et qui ont principalement touché Brazzaville et les départements du Sud^[2]. Ces guerres avaient détruit et démantelé l'essentiel du système de production et de commercialisation ainsi que les infrastructures de base. La cessation des guerres, suite aux accords de paix de fin 1999, a permis au gouvernement d'entreprendre, avec l'appui des bailleurs de fonds, la réhabilitation des infrastructures de base. Elle a également permis la réintégration des personnes déplacées et la restauration des capacités de production des populations rurales.
13. Des élections présidentielles avaient eu lieu successivement en 2002 et 2009 et des législatives de 2002 puis en 2007. Une nouvelle constitution a été votée, et toutes les institutions nationales et locales étaient progressivement mises en place pour soutenir les stratégies économiques et sociales. Une priorité était aussi en train d'être accordée à l'amélioration du cadre de dialogue et au développement du secteur privé. Des programmes de décentralisation économique et politique avaient établis au niveau national et local.
14. Le contexte économique était également dominé par un taux de croissance économique annuel très encourageant, oscillant dans la fourchette de 4% à 8%, entre les années 2000 et 2010. A l'origine de cette croissance économique il y avait les cours mondiaux favorables du pétrole et du bois, qui avec l'agriculture constituent les trois principales ressources économiques du pays. L'économie du Congo, pays à vocation agricole par excellence, reste dominée par le secteur pétrolier qui représente 52% du PIB, 86% des recettes publiques et 90% de la valeur des exportations (2006). La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) du secteur non pétrolier était cependant restée faible et n'avait permis aucun effet de redistribution.
15. Malgré ce cadre macroéconomique favorable, 51% de la population, dont plus de la moitié vivait dans les deux principales villes du pays, Brazzaville et Pointe noire, vivait en dessous du seuil de pauvreté estimé à 544 FCFA par adulte et par jour. Le taux d'alphabétisation (83%) était supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, mais on notait cependant des disparités entre les hommes et les femmes, et entre le milieu urbain et rural. Les ménages qui tiraient leurs revenus des activités agricoles étaient les plus vulnérables, et 70% étaient pauvres. Ces ménages pratiquaient un système agricole mixte sur la base du manioc et de la banane en association avec l'arachide sur de petites superficies allant de 0.5 à 2 ha. Les travaux agricoles étaient effectués manuellement avec un outillage rudimentaire.
16. Bien qu'occupant près de 40% de la population active, le secteur agricole ne contribuait qu'à hauteur de 6% au PIB, et de 1 à 2% aux exportations du pays. Seulement 2% des 10 millions de terres arables et de pâturages étaient exploités et la part relative du secteur avait graduellement diminué au cours des années. Depuis l'arrêt des sociétés étatiques agricoles, le secteur agricole reposait essentiellement sur l'agriculture traditionnelle pratiquée par environ 145 000 petits exploitants (moyenne de 1,4 ha/ménage). Ces exploitants pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis avec le recours à de longues jachères pour régénérer les sols. Ces petites exploitations couvraient environ 80% de la superficie cultivée et elles assuraient plus de 90% de la production agricole du pays. Les cultures vivrières occupaient 75% des superficies cultivées et 25% étaient consacrées aux cultures d'exportation telles que la canne à sucre, l'huile de palme, le cacao et le café. Les travaux agricoles sont faits manuellement avec un outillage rudimentaire, ce qui accroît la pénibilité du travail et limite la productivité. A l'exception du manioc, dont la production était en croissance, la tendance générale était à la baisse pour les cultures vivrières. L'élevage, qui n'avait jamais été très développé, avait subi une forte régression durant la guerre. Les principales contraintes étaient le manque d'opportunités de vente, la vétusté ou l'absence d'infrastructures de stockage et de transformation, l'absence de semences, de boutures et de petits équipements agricoles de qualité, et le faible appui institutionnel.
17. La production agricole nationale ne couvrait pas les besoins nationaux. Le pays était donc le premier importateur de denrées alimentaires par habitant de l'Afrique subsaharienne. Selon la FAO, le niveau de ces importations qui était de 163 milliards FCFA en 2010, avoisine en 2011 le montant de 200 milliards de F CFA pour une population estimée à 4,1 millions d'habitants. Ce déficit était très élevé pour le lait, le riz, l'arachide, la viande bovine, la pomme de terre, le poulet, le manioc, le poisson congelé et l'oignon.
18. Dans les départements des Plateaux et des deux Cuvettes, la pêche artisanale était une activité qui générait des revenus substantiels, les techniques de pêche étaient traditionnelles. Le fumage était l'opération la plus pratiquée pour assurer la conservation du produit plus que pour sa valorisation. Le poisson était également commercialisé sous forme vivante, en frais sous glace ou en «congelé frais» ou sous forme salée.
19. Les conflits armés des années 1990 et le désengagement de l'Etat avaient entraîné la baisse des activités des stations piscicoles et des actions de conseil. Des nombreux pisciculteurs avaient abandonné cette activité. Les stations piscicoles de l'Etat étaient totalement inopérantes. La pisciculture était pratiquée avec des souches peu performantes et des pratiques erronées.

20. Durant le processus de libéralisation, très peu d'opérateurs privés avaient occupé les créneaux laissés libres par le retrait des opérateurs publics. Ce qui avait entraîné une chute brutale de la commercialisation de produits agricoles, en particulier les cultures de rente, le maïs, le haricot blanc, le paddy, la pomme de terre et l'huile de palme. En plus, la collecte et l'écoulement de la production vivrière rencontraient d'énormes difficultés, telles que l'état des routes, le manque de crédits de campagne et de moyens de transport, les taxes élevées, racket des services de police, etc.
21. Néanmoins, il existait une forte demande nationale de produits alimentaires avec un niveau de prix intéressant aux marchés de Brazzaville et de Pointe Noire. Les zones péri-urbaines et le sud des Plateaux avaient montré une capacité de réponse au marché, prouvant la flexibilité des systèmes de commercialisation informelle qui dominaient les échanges.
22. Le réseau routier avait connu, depuis plusieurs années, une dégradation progressive et alarmante, occasionnée par un manque d'entretien régulier. Les interventions d'entretien avaient connu une forte réduction suite au désengagement de l'Etat, à la dissolution de l'Office Congolais d'Entretien Routier (OCER) et aux conflits armés. Bien qu'il y avait une certaine reprise des actions de réhabilitation, mais elles étaient surtout limitées au réseau dit prioritaire, composé des routes nationales bitumées et des routes préfectorales, au détriment des routes de desserte agricole.
23. Les Finances rurales étaient déficitaires. Le secteur bancaire comptait quatre banques commerciales dont les activités se concentraient dans les grands centres urbains et qui ne touchaient que très marginalement les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Le secteur de la microfinance était composé de 86 établissements, principalement en milieu urbain; il était dominé par le réseau des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC) qui traitait plus de 90 % du volume du secteur et qui disposait de 33 caisses. En milieu rural, deux autres institutions étaient présentes dans les chefs-lieux des départements (MUSCO et caisses féminines). Toutefois, les ménages ruraux n'accédaient pas ou peu aux services offerts par ces institutions, en raison de leur éloignement, de l'inadaptation des produits offerts et des garanties exigées.

B.2. Project objectives

24. **Le But** poursuivi par le PADEF était d'améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des petits producteurs agricoles au Congo. Deux indicateurs ont été retenus pour mesurer cet objectif, notamment l'augmentation de l'indice d'accumulation de biens pour la moitié des petits producteurs ciblés et la réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans chez les filles et chez les garçons.
25. **L'objectif de développement** de ce Programme était d'améliorer les capacités de production, transformation et de commercialisation des petits producteurs dans les filières porteuses au niveau de 10 départements. La cible pour cet objectif était que 5850 ^[1] bénéficiaires aient augmenté la productivité du manioc, et de l'igname de 25% et celle du maïs et de la banane de 10%.
26. La conception initiale du programme avait prévue de livrer 9 produits regroupés dans 3 composantes techniques qui correspondaient aux 3 effets escomptés par le projet. A cela s'ajoutait une composante pour la coordination et la gestion du projet. La conception de la logique d'intervention du PADEF était donc articulée autour de quatre composantes alignées sur les objectifs spécifiques du COSOP: i) appui à la production; ii) appui à la conservation, transformation, commercialisation; iii) renforcement des capacités; iv) coordination et gestion.
27. A travers **la composante 1**, appui à la production, dont l'effet escompté était « l'accès des petits producteurs à des technologies de production agricoles et halieutiques appropriées est renforcé », le programme s'était engagé à livrer 3 produits.
28. Le premier Produit (1.1), *la productivité et la production de manioc, d'igname, de banane, de maïs, sont améliorées* s'était engagé d'installer, à travers 445 groupements paysans, 445 ha de parc à bois de manioc et une distribution de 4 450 000 mètres linéaires de boutures de manioc à haut rendement et résistant à la mosaïque. Ce produit s'était également engagé d'amener la diversification de la production végétale à travers le développement de la culture d'igname, de banane, de maïs et de soja.
29. Pendant la revue à mi-parcours, ce premier produit a été reformulé à « *l'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production agricoles est renforcé* ».
30. L'effet direct attendu de ce produit était l'accroissement du rendement du manioc passant de 9,1 à 11,4 tonnes à l'hectare, de bananier de 7,7 à 8,5 tonnes/ha, d'igname 4,9 à 6,1 tonnes/ha et du maïs de 0,8 à 0,88 tonnes/ha. Aucun indicateur n'a concerné la productivité du soja.
31. Le deuxième produit (1.2) que le projet s'était engagé à livrer était « *la productivité et la production de petits ruminants et de volaille sont améliorées* ». A travers ce produit, le projet visait l'installation de 480 élevages, la distribution de 4032 géniteurs ovins et l'amélioration et installation de 1600 élevages avicoles traditionnels. Compte

tenu des difficultés rencontrées pour la mise en œuvre de ce produit, la revue à mi-parcours a reformulé le produit « *l'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production de petits ruminants et de volaille est renforcé* ». La RMP a réorienté les cibles du projet, en supprimant l'élevage des petits ruminants et en réduisant de 1600 à 1040 la cible des aviculteurs à installer.

32. Le troisième produit (1.3) de cette composante, « *la productivité et la production halieutique sont améliorées* » avait ciblé de réhabiliter et rendre opérationnel 1 centre de production sécurisée d'alevins de qualité et à développer un système de gestion durable sur 4 zones de pêche du pays. La revue à mi-parcours du projet a reformulé ce produit comme « *l'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production halieutique est renforcé* », en redéfinissant également ses cibles. Le projet s'est alors engagé à mettre en place 4 pilotes piscicoles avec 52 pisciculteurs ainsi que l'accompagnement des groupements de pêcheurs et des transformateurs des poissons.
33. **La deuxième composante avait pour ambition d'appuyer**, à travers la livraison de 3 produits, la transformation et la commercialisation. L'effet escompté était le « *renforcement de l'accès des petits producteurs à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques* » pour les filières ciblées.
34. Le premier produit (2.1), intitulé « *le stockage et la transformation et commercialisation de la production végétale sont améliorés* », prévoyait initialement de mettre en place 2 centres d'affaires pilotes dont l'un à Mouyondzi dans la Bouenza et l'autre à Gamboma dans les Plateaux. Ces dispositifs devaient servir d'une part de nœud commercial pour la commercialisation du maïs, de l'igname, de la banane, et d'autre part, de centre de transformation et commercialisation du manioc. En outre, à travers ce produit, le PADEF devait permettre la mise en place et le fonctionnement d'un système de collecte et diffusion des prix. La revue à mi-parcours du PADEF a réorienté la stratégie et les cibles de ce produit. Le projet s'est alors engagé à faire bénéficier sous forme de micro-projets des kits et équipements nécessaires, à 200 opérateurs dans les maillons de transformations et métiers connexes, pour améliorer la qualité et réduire la pénibilité du travail. Le projet s'est aussi engagé à organiser 6 foires agricoles pour appuyer le marketing des produits agricoles.
35. *Le cadre logique a été revu pendant la RMP. Un produit supplémentaire, notamment « la commercialisation de la volaille est améliorée » a été inséré et est devenu produit 2.2, avec objectif d'amener les éleveurs à s'approprier le système d'information du marché avicole. Les activités de mise en œuvre de ce produit n'ont malheureusement pas été exécutées et le produit n'a pas été livré.*
36. *Le troisième produit (2.3) de la composante, « le stockage, la conservation et la transformation de la production halieutique sont améliorés », qui initialement devait livrer trois (3) centres communautaires de pêche (CCP) à Makoua, Mossaka et Makotipoko pour servir de cadre de concertation aux groupements des pêcheurs et aux acteurs du traitement et de la distribution des produits de pêche. Ceci pour une meilleure organisation de leur filière. Ces CCP devaient également servir d'abris des boutiques d'approvisionnement en intrants de pêche de qualité compatibles avec l'exploitation durable des ressources halieutiques. Etant donné que la transformation artisanale du poisson était une activité à fort potentiel de main d'œuvre féminine, offrant des possibilités réelles aux groupes vulnérables de s'insérer dans la vie active, il était préconisé de les appuyer, à travers ces centres, avec la technologie et les équipements de transformation. Ces centres devaient devenir un lieu par excellence d'animation, de formation et de conseils en pêche et d'interface entre les opérateurs privés et les organisations des pêcheurs et des transformateurs.*
37. *Le quatrième Produit (2.4), était « L'accès aux bassins de production agro pastoraux et halieutiques est établi et pérennisé ». A travers ce produit le projet s'était engagé à livrer 162 km de points critiques des routes des dessertes agricoles réhabilité ainsi que 79 ouvrages de franchissement construits.*
38. **La troisièmement composante, renforcement des capacités**, avait comme effet escompté que la capacité des organisations paysannes et autorités locales à fournir des services à leurs membres et aux communautés pour accroître leur participation aux processus de développement local soit accrue. A terme, le PADEF s'engageait à assurer que 50% des structures faitières ciblées soient capable de planifier, d'exécuter et de réaliser effectivement des opérations commerciales. Cette composante regroupait 3 produits.
39. *Le premier produit (3.1) de cette composante, « les capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche sont améliorées », s'est engagé à former et recycler annuellement 60 techniciens des services de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Le projet s'était donc engagé à assurer des formations et recyclages périodiques, ainsi que la mise à disposition des équipements de bureau et du matériel informatique. Un diagnostic initial devait être posé afin de déterminer exactement les besoins en moyens logistiques, en tenant compte des appuis déjà fournis par les PRODER et le PDARP de la Banque Mondiale. Ceci devait conduire à confectionner un plan de formation touchant les aspects programmatiques (cadre logique, préparation des plans de travail, budgets annuel) transversaux (genre, changements climatiques, environnement) et techniques (techniques de productions).*
40. *Le deuxième produit (3.2), « Les capacités organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs sont relevées » ; ce produit s'est engagé à accompagner la mutation des GIEC en véritables organisations de producteurs à la base. Ce produit devait rendre les GIECs capables d'offrir des services à leurs membres pour une*

production quantitativement et qualitativement supérieure. Le cadre logique initiale avait ciblé l'accompagnement et l'encadrement de 445 GIEC, 70 Unions de bassins et 100 groupements de pêcheurs ainsi que l'organisation de 6 fora d'échange d'expérience et de savoir au profit des OP. Le PADEF devrait prendre en charge l'appui à l'implantation de 195 GIEC pour compléter les 405 déjà implantés dans la zone du PRODER 2 pour atteindre la cible de 600 GIEC prévus dans le Rapport de Pré-évaluation du Proder 2. La revue à mi-parcours à revue à la baisse les cibles de Unions de producteur 20 et celle de groupement de pêcheurs à 50.

41. *Le dernier produit (3.3) de la composante, « Renforcement des capacités des institutions de microfinances, était en outre un axe important de la composante 3 du PADEF. Deux projets cofinancés par le FIDA (Proder 1 et 2) avait déjà promus des Caisses (8 Caisses d'équité/CEQ dans le nord, et 20 caisses mutuelles d'épargne et de crédit/CMEC dans le sud) qui collectent l'épargne pour ensuite faire des crédits à très court terme aux paysans membres. A la clôture des projets géniteurs, les caisses n'étaient pas autonomes et dépendaient toujours des projets, et leur pérennisation n'était pas garantie avec l'achèvement imminent desdits projets. Le PADEF avait donc prévu de consolider et d'accompagner l'institutionnalisation progressive de ces caisses, et ensuite appuyer l'émergence progressive d'un réseau, pour les rendre viables, professionnels et capables de fournir des services financiers adaptés aux activités des producteurs et entrepreneurs agricoles.*
42. *La dernière composante du PADEF (Composante 4), «Coordination, Gestion des connaissances, et suivi-évaluation», avait pour objectifs de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources, de promouvoir l'amélioration continue des approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer les processus participatifs de suivi et d'évaluation. La composante avait également comme objectif de contribuer au dialogue sur les politiques de développement agricole, de lutte contre la pauvreté rurale, notamment dans les départements sur la base des expériences des programmes FIDA. Dans le cadre de mise en œuvre de cette composante, il était prévu la mise en place d'Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP) à Brazzaville, disposant de l'autonomie de gestion administrative et financière.*

B.3. Implementation modalités

43. A la conception du PADEF, ses coûts totaux, y compris les imprévus, s'élevaient à 17,350 millions USD soit 7,981 milliards FCFA, sur une période de 5 ans. Les coûts de base étaient de 16,122 millions USD soit 7,416 milliards FCFA, auxquels s'ajoutaient 2% d'imprévus physiques, soit 312 000 USD (143 millions FCFA) et 6% d'imprévus financiers, soit 916,000 USD (421 millions FCAF). Les taxes y étaient incluses, pour un montant total de 2,158 millions USD, soit 12% du coût total. Les investissements représentaient 79,6% des coûts totaux soit 13,808 millions USD et les coûts récurrents 20,4%, soit 3,542 millions USD. Le FIDA s'est engagé pour un montant total de 9 millions de \$. Le PADEF a repris aussi le prêt OPEP 1295-P de 7.000.000 \$ accordé au PRODER 3, mais qui est resté non exécuté.
44. Le Programme a été placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE) qui en était le maître d'ouvrage. Le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture détaché pendant un temps de celui de l'agriculture, avait la tutelle des activités de pêche et pisciculture avant de fusionner avec le premier. Le Ministère de l'Economie et des Finances, l'Emprunteur, gérât l'ensemble des fonds ainsi que le remboursement du prêt. Le Ministère du Plan, animait les interactions avec les autres ministères sectoriels et donateurs, et coordonnait les activités de suivi évaluation en lien avec le dispositif du DSRP.
45. Lors de la conception du PADEF il était prévu de travailler en partenariat privilégié avec le Programme Alimentaire Mondial et la FAO pour la création d'un partenariat stratégique autour des aspects touchant à la sécurité alimentaire, développement agricole, et lutte contre la pauvreté rurale dans le Congo. Ce partenariat devrait se reposer sur la concertation et la coordination permanentes des actions afin de donner corps à une vision partagée, voire commune, sur les questions en lien avec la lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de ce partenariat, ces institutions présenteraient des positions communes au sein des instances départementales et nationales de concertation entre bailleurs de fonds et Gouvernement. A terme, ce partenariat entre les institutions du Système des Nations Unies basées à Rome visait à être le noyau auquel d'autres bailleurs pourraient progressivement adhérer en fonction des opportunités de synergies.
46. Le montage Institutionnel pour la mise en œuvre du PADEF avait prévu (i) la concertation au niveau National et Départementaux soit assurée respectivement par un Comité National de Pilotage (CNP) et des Comités Départementaux de Planification et de Suivi (CDPS)^[1] (ii) la coordination et la gestion devrait être assurée par une Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP), basée à Brazzaville et disposant de l'autonomie administrative et financière ; et (iii) les 10 directions départementales de l'agriculture renforcées par une assistance technique nationale, devrait elles assurer le rôle d'Antennes chargées du déroulement technique du programme et représenter donc les entités opérationnelles du programme et servir d'Unités Départementales de Gestion (UDGP).
47. Ce montage avait tenu compte des faiblesses observées par des missions de supervisions des précédents programmes de FIDA, notamment : i) une insuffisance de vision dans le travail collégial et dans la conduite des opérations de façon holistique ; ii) un faible dispositif organisationnel et de répartition des tâches ; iii) une

consommation forte des frais de fonctionnement.

48. Ces missions de supervision avaient également souligné que sur le terrain, l'inexistence de comités départementaux ne permet pas un suivi local et la coordination et l'harmonisation des activités des projets avec celles des autres Projets du secteur et qu'une trop grande autonomie de gestion administrative et financière des projets, tendait à réduire la dépendance hiérarchique et le devoir de compte rendu vis-à-vis du ministère de l'agriculture avec comme conséquences des frustrations, et une faible appropriation nationale et locale des interventions. Le montage retenu visait donc à accroître l'efficacité des interventions, la synergie, l'efficacité et l'appropriation par les Ministères et leurs structures décentralisées.

B.4. Target groups

49. Au moment de la conception du PADEF les bénéficiaires ciblés prioritairement étaient évalués à 55 000 ménages dont 15 000 ménages bénéficiaires directs vivant dans 820 villages de 70 districts du Pays. Ces bénéficiaires sont constitués des petits producteurs de vivriers, des commerçants, des entrepreneurs ruraux hommes et femmes ainsi que d'autres acteurs impliqués dans les métiers artisanaux liés à l'agroalimentaire dans les filières retenues. Dans le maillon de la production, le Programme avait ciblé de travailler, de préférence, avec les GIEC et leurs Unions de première échelle au niveau des bassins de production, qui pour l'essentiel, correspondent aux districts.
50. Au sein des GIEC, le PADEF avait ciblé 1600 avicultrices /aviculteurs) et 480 éleveurs d'ovins/caprins, 240 acteurs / actrices de la pisciculture et 3014 acteurs et actrices de la pêche artisanale. Le PADEF avait ciblé également d'accompagner 100 organisations de pêcheurs et de transformateurs qui seront implantées au cours des deux premières années à raison de 50 par an (20 dans l'axe Makotipoko-Mpouya, 50 dans l'axe Mossaka – Loukoléla - Liranga et 30 dans l'axe Makoua-Ntokou).
51. Une place privilégiée devrait être donnée aux femmes, actrices incontournables des filières autant dans la production que dans la transformation ainsi qu'aux jeunes (déscolarisés et ex-combattants) en tant que forces vives et catégories à risque en situation de sous-emploi ou de chômage. Le PADEF devrait s'attacher aux questions spécifiques suivantes (i) l'amélioration substantielle des rendements sur les champs des femmes ; (ii) au renforcement des capacités des GIEC et des unions de bassins de production dans la prise en charge de leurs fonctions organisationnelles ; et (iii) à leur positionnement en tant qu'entrepreneures rurales particulièrement impliquées dans la transformation des produits agricoles pour le marché.
52. L'une des cibles importantes du projet était les peuples autochtones. La question des bénéficiaires du PADEF issus des peuples autochtones en l'occurrence les pygmées devrait s'appuyer sur une stratégie volontariste permettant de résorber le gap les séparant des autres bénéficiaires. Les attitudes volontaristes devaient s'appuyer sur : i) une meilleure maîtrise de leurs situations au-delà des généralités ; ii) l'identification avec eux des appuis et des activités pouvant permettre de lever les contraintes les séparant des autres groupes de bénéficiaires ; iii) l'établissement de catégories prenant en compte leurs situations actuelles, leurs aspirations et contraintes à lever pour passer d'une catégorie à une autre.
53. Le programme avait également prévu de travailler avec toute autre forme d'organisation paysanne, désireuse de s'engager volontairement dans un partenariat basé sur la performance, dans une dynamique de professionnalisation.
54. Les structures publiques, organisations faîtières et entités privées, qui délivrent les services nécessaires pour le développement des filières retenues, avaient également été ciblées. Pour cela, le PADEF avait ciblé de dynamiser les 50 Unions déjà implantés et de contribuer à un maillage plus serré des bassins en groupements de base pour arriver à au moins 10 groupements par Bassin de production, en vue d'atteindre les 250 groupements initialement ciblés par le RPE du Proder 1.
55. Après concertation avec le Gouvernement et en conformité avec le COSOP, il a été convenu de donner une envergure nationale au programme, c'est-à-dire de l'exécuter dans 10 départements. Ces départements correspondent à la zone traditionnelle d'intervention des 3 projets Proder en cours avec 86 districts, 3069 villages et 1 588 634 habitants dont plus de 50% de femmes. Il s'agit de Plateaux, Cuvette, Cuvette Ouest, Niari, Bouenza, Lekoumou, et Sangha et Likouala.

C. Assessment of project relevance

56. Les interventions retenues dans la conception du programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF) sont jugées " très pertinentes". Elle s'inscrit dans la volonté de Gouvernement de la République du Congo

de s'appuyer sur le développement de l'agriculture en vue de diversifier son économie, actuellement centrée sur le pétrole et l'exploitation forestière. Sa conception initiale a été basée sur une approche intégrée qui cible plusieurs filières agricoles (manioc, igname, banane, maïs, soja, aviculture, petits ruminants, pisciculture et pêche). Le programme avait l'ambition d'investir dans tous les maillons pour construire des chaînes de valeurs complètes (production-transformation-commercialisation), de renforcer les capacités des acteurs impliqués, de faciliter l'accès à la microfinance, et de contribuer à désenclaver les principaux bassins de production.

57. Cependant cette approche intégrée et multi-filières, combinée au fait que le PADEF devait intégrer la poursuite de deux projets antérieurs (PRODER SUD et PRODER 3) a induit une complexité ayant conduit à une mise en œuvre incomplète ou presque dérisoire de certaines composantes. Les maillons de la mécanisation, de la transformation et de la commercialisation n'ont reçu aucun investissement direct du projet, réduisant ainsi la pertinence des investissements consentis dans les maillons de la production, qui ont pourtant généré des taux d'adoption et des gains de rendements très intéressants.

C.1. Relevance vis-à-vis the external context

58. Les interventions du PADEF s'alignent sur les priorités contenues dans le Plan National de Développement (PND) 2012-2016, et le PND 2018-2022. Ces deux PND visent la diversification de l'économie basée sur les secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture au sens large (agriculture, élevage, pêche, pisciculture, agroforesterie). Ceci en vue de renforcer la sécurité alimentaire et l'inclusion des pauvres et des femmes, notamment en zone rurale. Les deux PND encouragent aussi le tourisme et l'industrie qui pourraient profiter au secteur agricole et rural.
59. Ces deux plans nationaux préconisent des axes prioritaires pour le développement de l'agriculture qui sont entre autres, (a) le développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture ; (b) le renforcement de la recherche agricole et la diffusion des innovations ainsi que (c) l'amélioration de l'état alimentaire et nutritionnel.
60. Le PADEF est aussi en cohérence avec le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), auquel le Congo a adhéré le 10 décembre 2013. Ce programme panafricain oblige les Etats adhérents à consacrer au moins 10% de leur budget au secteur agricole, et se fonde sur cinq piliers essentiels : (a) la gestion durable de la terre et la maîtrise de l'eau ; (b) les infrastructures rurales et l'accès aux marchés ; (c) la sécurité et l'urgence alimentaires ; (d) la recherche agricole, (e) la diffusion et l'adoption des technologies.
61. La formulation du projet a identifié les défis majeurs qui constituent aussi des opportunités d'investissement pour améliorer les conditions de vie, de travail et de production des petits agriculteurs congolais. Ces défis sont : (i) la faible productivité liée aux difficultés d'accès aux intrants de production, à l'information et aux technologies, et à la quasi absence de services d'appui; ii) l'enclavement et l'inorganisation de la commercialisation; (iii) la carence des infrastructures et services de base; (iv) le manque d'emplois rémunérateurs pour les jeunes et les femmes; (v) le manque d'accès à des services financiers de proximité adaptés; vii) la faiblesse générale des capacités du secteur privé, des services techniques, des organisations paysannes et de l'administration locale en charge du développement.
62. Découlant de ces défis, les principaux besoins prioritaires des groupes ciblés par le projet à la conception sont: a) la consolidation des capacités de production des petits producteurs, en se focalisant sur les cultures ayant un fort potentiel commercial, et à travers des actions de recapitalisation pour relancer l'élevage, la pêche et la pisciculture; b) la mise en relation durable des producteurs avec le marché et l'amélioration des conditions de collecte, de stockage et de transformation des productions, selon une approche filière, en appuyant la mise en place d'entreprises de commercialisation des produits agricoles, animaux, halieutiques ; c) le désenclavement des bassins de production et l'amélioration de l'accès aux marchés; d) le renforcement des capacités des acteurs locaux, et notamment celles des organisations de producteurs (OP), des acteurs des filières de commercialisation et des services d'appui.
63. La crise financière, qui a fait suite à la baisse drastique des cours du pétrole en 2014, a renforcé la pertinence des investissements agricoles en général et du PADEF en particulier. Le PADEF est l'un des 3 projets agricoles^[1] à financement extérieur en cours d'exécution dans le pays. Cette crise a révélé la profondeur de la vulnérabilité de l'économie congolaise fondée uniquement sur les recettes pétrolières.
64. En effet, la chute brutale des prix du pétrole en 2014, a plongé le Congo dans une crise économique sérieuse qui s'est traduite par le ralentissement de la croissance du PIB hors pétrole de 7,9% en 2014 à 5,3% en 2015, puis à sa contraction sévère à partir de 2016 (- 3,1%) (- 7,4% en 2017 et -5,4% en 2018)^[2]. En dépit de l'augmentation des cours du baril de pétrole conjuguée avec une hausse de la production pétrolière, les finances publiques du Congo peinent à résorber les déséquilibres survenus à la suite de la récession économique et du surendettement de l'Etat. Ce qui prive le pays de moyens de stimuler l'économie. La crise s'est traduite au plan financier par la détérioration accentuée des finances publiques et au plan monétaire par la contraction sévère des réserves de change, et ce malgré les efforts du Gouvernement.
65. Le PADEF qui faisait suite à 4 projets antérieurs financés par le FIDA (PRODER1, PRODER 2, PRODER 3,

PRODER SUD) a contribué à préserver et à relancer la filière du manioc – qui constitue la principale spéculation et principale source d'alimentation et de revenus agricoles- contre la menace de sa disparition suite à la mosaïque, sauvant ainsi le pays d'une crise alimentaire qui, se doublant de la crise économique et du contexte social et politique tendu de l'époque, aurait pu déclencher d'autres types de crises. Ce qui valorise davantage sa pertinence dans le contexte social, politique et économique du Congo.

C.2. Internal Logic

66. Les activités retenues par le PADEF sont basées sur une analyse complète des principales contraintes en matière de production, de transformation, de conservation, d'enclavement, de commercialisation et de limites de capacités qu'il faudrait lever pour débloquent le potentiel des petits producteurs de se sortir de la pauvreté, d'améliorer leurs conditions matérielles, leurs revenus et leur situation nutritionnelle. La théorie de changement du projet est donc construite sur la conviction qu'un investissement ciblé dans la levée de ces contraintes permettra d'améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des petits producteurs.
67. Le PADEF veut se distinguer de la génération des PRODER, en investissant dans des chaînes de valeurs complètes et notamment en appuyant les maillons de conservation, de transformation et de commercialisation des produits, qui n'étaient pas pris en compte précédemment. La logique verticale du cadre logique est bien cohérente avec l'identité "chaînes de valeur" du projet. Les trois effets majeurs du projet à savoir (a) capacités des organisations paysannes et des CMEC, (b) accès à des marchés transparents et (c) accès à des technologies de production agricoles et halieutiques, permettent d'atteindre l'objectif de développement du projet. Cet objectif consiste à améliorer les capacités de production, de transformation et de commercialisation par les petits producteurs ciblés.
68. Cependant, l'analyse a posteriori de la logique horizontale du cadre logique révèle que le seul indicateur permettant de vérifier l'atteinte de l'objectif de développement est réduit au nombre de bénéficiaires qui accroissent la productivité du manioc, de l'igname et de la banane. De même, les seuls indicateurs de l'effet 2 lié à l'accès aux marchés se limitent à l'accroissement des volumes des produits vendus et à la réduction des pertes post-captures pour le poisson. Aucun indicateur ne concerne la qualité ni les quantités de la transformation, ni la nécessité d'appuyer les microentreprises dans ces maillons. Cette incohérence vis-à-vis des maillons intermédiaires de la conservation, transformation et commercialisation des produits infirme le fait que l'appui au maillon de la production demeure le fil conducteur intrinsèque du projet. Et dans la mise en œuvre effective, le projet s'est consacré à ce maillon de production au détriment des maillons en aval des filières. Aussi, pour vérifier le produit 1.1 lié à l'amélioration de la productivité et la production de manioc, d'igname, de banane, de maïs, sont améliorées, seuls sont mentionnés des indicateurs liés à l'installation de 445 parcs à bois installés et 4 450 000 boutures de manioc distribuées ainsi que 445 groupements (de production de boutures de manioc) appuyés avec un kit de matériel de production végétale. Finalement, le projet semble être consacré essentiellement à la production des boutures de manioc.
69. Les activités et les ressources budgétaires prévues (24,35 millions \$) sont suffisantes et adéquates pour atteindre les objectifs et les résultats assignés au projet. Cependant, la forte dispersion géographique (10 départements) et thématique (3 composantes opérationnelles et 13 filières) ainsi que le temps alloué (5 ans) n'ont pas tenu compte des délais nécessaires pour assurer une transition adéquate entre les deux PRODER et le PADEF, et pour recruter et former une équipe capable de gérer une opération aussi complexe. Ces deux opérations ont consommé environ 2 années du programme. Une suspension de 12 mois a paralysé la dernière année de mise en œuvre du projet, au moment où le PADEF était prêt enfin pour engager les activités de transformation et de commercialisation.

"Tous nos membres ont été très contents au démarrage du PADEF, surtout parce qu'on nous avait dit que le PADEF contrairement aux PRODER, avait prévu de nous aider à résoudre les problèmes que nous rencontrons pour la récolte, le rouissage et le séchage du manioc. Mais nous avons été déçus que le PADEF ne nous ait finalement pas appuyés dans ce sens de la mécanisation de la récolte et de la transformation du manioc.. Le projet a juste fait comme les autres projets passés. Toujours à distribuer les boutures de manioc saines. Regardez vous-même les conditions dans lesquelles nous travaillons. L'approvisionnement en eau propre pour le rouissage du manioc est très difficile. Nous creusons juste un canal au sol et nous le recouvrons avec des sachets en plastique pour stocker l'eau qui nous sert pour tremper le manioc. Nous utilisons la même eau 4 à 5 fois avant de changer. Ce n'est pas vraiment hygiénique mais nous n'avons pas d'autre solution! Pour fabriquer les étalages de séchage nous utilisons les boutures de manioc par manque de bois ou de meilleure technologie. Voyez juste derrière vous ! Déterrer les tubercules à la main c'est vraiment très très difficile. De fois nous abandonnons une partie de nos récoltes dans le sol par manque de machines."

Marceline, Présidente du Groupement « Femmes Actives ».

70. La non-libération de fonds dus au titre de la contrepartie par l'Etat Congolais (5,085 millions d'USD non libérés) et la faible mobilisation des ressources restantes sur le prêt OFID au PRODER (solde d'environ 3 millions d'USD) a privé

le projet de moyens de finaliser certaines activités d'investissement très attendu par les bénéficiaires.

C.3. Adequacy of design changes

71. Les principaux changements pertinents dans la conception du projet sont: (a) le transfert au PD-PAC du sous-volet de la production halieutique qui permet au projet de se focaliser sur les filières végétales et animales et d'alléger ainsi la complexité de la mise en œuvre; (b) la réorientation et remplacement de l'approche des centres d'affaires communautaires par des micro-projets collectifs et privés pour assurer la transformation, conservation et commercialisation des produits agricoles. Cette approche devrait permettre de financer des micro et petites entreprises, en lieu et place de grands centres communautaires de transformation dont l'appropriation et la durabilité ne sont guère garanties; (c) appui à la relance de la ferme avicole d'Imvouba dans le Département du Pool où sont installés 45 jeunes entrepreneurs-fermiers : le projet a appuyé ainsi un modèle coopératif associant investissement public et privé, reproductible dans d'autres localités et qui encourage des jeunes ruraux et urbains à investir dans la production agricole.
72. Cependant, la réactivité de l'équipe du projet face aux changements dans l'environnement même immédiat de l'intervention est restée faible. Très peu d'articulations documentées ont été construites entre les autres projets mis en œuvre dans le secteur agricole au Congo, notamment le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes (PDARP) financé par la Banque Mondiale pendant 10 ans et le Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentales (PD-PAC) financé par le FIDA et issu du PADEF. Le PDARP s'est achevé en 2018 et remplacé par le Programme de développement de l'agriculture commerciale (PDAC) qui propose notamment un appui aux micro-projets et qui pourrait donc financer les initiatives de transformation et de commercialisation laissées en friche par le PADEF. De même, un transfert des stratégies et de ressources auraient pu se faire avec le PD-PAC pour que ce dernier finalise le désenclavement de certains bassins de production et poursuive l'appui aux pilotes piscicoles lancés par le PADEF dans le sud du pays.
73. Toutefois, les projets PDARP, le Projet Manioc et d'autres initiatives des ONG ou privées se sont ressourcées en dizaine de millions de boutures de manioc saines auprès du PADEF, sans que cela ne soit mentionné dans des documents.

D. Assessment of project effectiveness

74. Etant donné la révision du cadre logique lors de la revue à mi-parcours, la section suivante présente les principaux produits livrés par le PADEF, en tenant également compte des différentes modifications de conception lors de l'implémentation du Programme. Dans le présent rapport de revue d'achèvement, l'examen des produits est fait par composante afin de faire un état des réalisations du programme PADEF. La constatation à l'achèvement est que l'efficacité globale du PADEF a été jugée « modérément satisfaisante ».

D.1. Physical targets and output delivery

75. **Composante 1 : Appui à la production**
76. Dans le cadre de cette composante, le PADEF a travaillé pour livrer 3 produits principaux dont nous passons en revue les principales réalisations. A l'achèvement du programme, on estime globalement à 73% le taux de réalisation physique des activités de la composante. On note également que 13% des activités ont été partiellement réalisées et pourront se terminer pendant la consolidation. Ce qui portera un taux de réalisation globale de 86%. Seuls les volets multiplication et diffusion des boutures saines de manioc et la production de semences d'igname bété-bété sont jugés satisfaisants. La production avicole est jugée modérément insatisfaisante.
77. *Le PADEF devait livrer le Produit 1, relatif « la productivité et la production de manioc, d'igname, de banane, de maïs ».* La conception du PADEF avait prévu l'installation de 445 ha de parc à bois de manioc à travers 445 groupements paysans, par une fourniture de 4 450 000 mètres linéaires de bouture de manioc. En outre, le produit 1 a prévu également d'appuyer la diversification de la production végétale à travers le développement de la culture d'igname, de banane, de maïs et de soja. Dans le cadre de ce produit, les principales réalisations, par culture sont décrites dans les sections suivantes.
78. **Le manioc.** Le PADEF s'est inscrit dans la droite ligne de la poursuite de la lutte contre la Mosaïque africaine du manioc, en poursuivant la mise en place des parcs à bois de proximité, pour la production des clones de manioc résistante à cette maladie, dans les zones déficitaires, en synergie avec les actions engagées dans le cadre des Projets précédents (Proder 1, 2 et 3) et la poursuite de la diffusion des boutures saines de manioc.
79. **Le Parc à Bois pour la production des clones.** Sur les 445 ha prévus, dans les 10 départements, le programme a installé 527 ha de parc à bois, soit un taux de réalisation de 118%. Pour réaliser ces parcs à bois, le programme a

accompagné 385 GIEC sur une prévision initiale de 445, soit un taux de réalisation de 87%. Il s'agit notamment de 176 GIEC (90%) dans la zone du Proder 2[1] ; 171 (68%) dans la zone du Proder 1[2] et 38 dans la zone du Proder 3. Pour mettre en place ces parcs à bois, le PADEF a fourni 5 173 350 boutures de manioc (1 293 388 mètres linéaires)[3] aux GIEC qui regroupent 6122 membres dont 3597 femmes et 2225 hommes. Comparativement à la cible initiale de 4 450 000 boutures (1 112 500 mètres linéaire), le taux de réalisation est de 116%.

80. *Tableau 1 : Réalisations physiques du PADEF sur la régénération du manioc.*

Paramètres	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
Parc à bois			
Superficies emblavées	445	527	118%
Boutures saines utilisées	4 450 000	5 173 550	116%
Groupelements touchés	445	385	87%

81.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

82. **La diffusion des boutures saines dans les zones déficitaires:** Afin de remédier au déficit, en boutures saines, constaté dans certaines zones d'intervention du Projet, une stratégie a été mise en place. Une identification préalable de ces zones a été conjointement effectuée par une équipe du Projet associée aux Directeurs Départementaux de l'Agriculture (DDA) et aux Facilitateur du terrain. Les zones déficitaires identifiés étaient : (i) dans la Cuvette : Districts de Ntokou, Okoyo, Ewo, M'bomo, Mbama, Kellé et Etoumbi ; (ii) dans les Plateaux : Districts de Mpouya, Ongoni, Abala, Ollombo; et (iii) dans le Niari : Districts de Nianga ; Mayoko, Divénié, Moungoundou Sud.

83. L'ensemble des Parc à Bois ont produit 45 380 674 boutures (11 345 169 mètres linéaires) ce qui a permis à 21 251 ménages (contre 15 000 initialement ciblés, soit un taux de réalisation de 142%) d'emblaver 4538 ha[4] de manioc.

84.

Tableau 2 : Distribution des boutures saines de manioc auprès des ménages.

Paramètres	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
Superficies emblavées	4 450	4 538	102%
Boutures saines utilisées	44 500 000	45 380 674	102%
Ménages touchés	15 000	21 251	142%

85.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

86. En outre le PADEF a continué à consolider les acquis des PRODER à travers un suivi de travail des GIEC, appuyés par ces derniers Programmes, et qui travaillent sur la diffusion des boutures saines dans les zones des PRODER. Ces GIEC, nommés, « GIEC hors-contrats », ont poursuivi l'activité sur le manioc à travers les champs communautaires financés et gérés par eux-mêmes. La quasi-totalité des membres des groupements utilisent les boutures saines de manioc et possèdent un champ individuel géré à l'échelle des ménages. Ce qui a permis, par le jeu de solidarité endogène d'amplifier la distribution des boutures saines de proche en proche sans l'apport du

PADEF sur les Parcs à bois. L'appui du PADEF aux membres des groupements s'est limité à des formations de recyclage pour renforcer les capacités techniques par la formation-action sur la production et la protection du manioc. Les données collectées, par le PADEF, sur le travail de les GIEC hors contrat indiquent que ces GIEC ont installée entre 2014 et 2018, 1253 ha de parc à bois et près de 13 124 236 boutures (3 281 059 ML) ont été utilisés pour installer ces parcs à bois.

87. Le succès réalisé par les interventions du PADEF et des PRODER dans la lutte contre la mosaïque du manioc est menacé par des risques phytosanitaires endémiques, en l'absence d'une cellule opérationnelle de surveillance phytosanitaire dans l'ensemble du Pays. Ce rôle qui est actuellement partagé entre le Centre National de Lutte contre les Maladies des Cultures (CNLMC) relevant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et l'IRA (Laboratoire de Phytatrie) n'est pas opérationnel. Le PADEF a signé une convention avec l'IRA afin d'opérationnaliser ses équipes au vu de la gestion de la recrudescence de la mosaïque, dont les effets les plus sévères ont été enregistrés dans le District de Ntokou dans la Cuvette.
88. En outre, d'autres conventions de partenariat entre le PADEF et l'Institut de Recherches Agronomiques (IRA) ont été établies. Il s'agit (i) de la convention pour l'assainissement de 4 écotypes locaux et 3 clones de l'IITA et livraison de 50 000 boutures assainies (Convention 003/2014/PADEF/UNGP-SAP); (ii) de la convention de production et sevrage de 7500 vitro-plants de manioc pour les départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette Ouest (Convention 004/2014/PADEF/UNGP-SAP); (iii) de la convention la mise en place et entretien d'une collection de conservation des clones élités de manioc à des fins de caractérisation (Convention SC 04/2016/PADEF/UNGP/RPM).
89. **35 000 boutures assainies ont été livrées sur les 50 000 prévue. Le constat fait sur le terrain révèle que le clone V92/277 présente un état phytosanitaire acceptable, tandis que l'écotype local Moudouma a fait une rechute drastique dû certainement à sa sensibilité initiale à la mosaïque. Cela est aussi étayé par l'assainissement effectué par le CERAG au profit du Proder 3 : les écotypes locaux Mandoussou dans le Pool et Ehouroyeba dans la partie septentrionale du Pays ont donnés les mêmes résultats. La leçon tirée est qu'il n'est pas probant d'assainir des variétés réputées très sensibles. Ainsi, l'assainissement ne devrait concerner que les variétés tolérantes à la mosaïque.**
90. Ces conventions ont permis d'apporter un appui à l'IRA afin de travailler sur les germoplasmes de 171 accessions dont 15 clones du manioc en conservation à l'IRA. Ces clones de manioc étaient déjà dans le circuit de production. Il est constaté que certains de ces clones de manioc diffusés et réputés résistants au départ, manifestent une certaine fébrilité face à la mosaïque. il s'agit notamment des clones V 92/277 et I 93/0029. Mais ces clones demeurent parmi les plus prisés par les producteurs.
91. **Igname:** Outre le manioc, le PADEF a travaillé dans la diffusion de la variété Bété Bété de l'Igname. Cette variété a été introduite, de l'Afrique de l'Ouest, par le PRODER 1 pour résoudre le problème de dégénérescence continue des semences de l'igname au niveau des producteurs avec comme conséquence, la baisse graduelle des rendements. Le PADEF a travaillé dans la diffusion de cette nouvelle variété d'igname (Bété- Bété) dans le Département des Plateaux, avec une extension, sur demande des communautés, dans les Départements de la Bouenza, de la Cuvette et de la Cuvette Ouest. Dans la Likouala, la variété locale dite de Gamboma ('Nkoo') y a été récemment introduite.
92. Le tableau 4, présente les réalisations physiques du PADEF sur cette spéculation. Les différents cadres logiques, de la conception à la revue à mi-parcours n'ont pas fixé de cibles à atteindre par le PADEF concernant l'igname. Ce qui a rendu difficile d'évaluer les taux de réalisation du projet sur cette spéculation.

Tableau 3 : Réalisations physiques obtenus sur l'igname

Département	Ménage touchés	GIEC manioc-igname	GIEC spécifique igname	semence distribuées (kg)	superficies emblavées (ha)	Récolte obtenue (kg)	Quantité rétrocédée aux producteurs (kg)	Quantité PADEF pour la diffusion (kg)
Plateaux	506	4	9	64 900	68	149 833	88 791	61 042
Bouenza	160	6	2	2347	3	2 219	668	1551
Likouala	103	6	0	6616	2,5	5 400	1 620	3 780

Cuvette Ouest	647	13	18	19 389	23,45	21 580	6 483	15 106
Cuvette	120	2	3	3 110	4,5	0	0	0
Total	1536	31	32	96 362	100	179 032	97 562	81 479

93.

|

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

94. 96 362 kg de semences de l'igname ont été multiplié sur 100 ha. Ce qui a permis de produire 179 032 kg dont 81 479 ont été rétrocédé au PADEF et redistribués aux nouveaux petits producteurs pour plantation. Si on considère les résultats de test de rendement (moyenne de 4 t/ha), ce chiffre est sous-estimé probablement par le fait que les producteur minore les chiffres pour baisser les quantités à restituer au projet, étant donné cela se calcul par pourcentage sur la production (40%). Le Programme a touché 276 ménages de petits producteurs de l'igname ainsi que 63 GIEC, parmi lesquels 31 GIEC manioc ayant optés à la diversification de leurs revenus en adoptant l'igname et 32 GIEC spécifiques « igname ».
95. Le dilemme suscité entre les besoins *encash* couplé au besoin de l'alimentation quotidienne des ménages et les défis de conservation des meilleures spécimens d'igname destinés au planting est la difficulté à laquelle se confronte de tout temps les petits producteurs d'igname. Il n'est pas rare en effet, que les lots destinés à la plantation finissent au marché. Pour pallier à cela, la PADEF a orienté sa stratégie sur la formation en technique de multiplication rapide de l'igname sous forme de mini-sets. Au total, 33 paysans multiplicateurs d'igname, 9 chefs de secteurs agricoles et 2 Facilitateurs ont été formés sur cette technique dans le but de devenir des formateurs d'autres producteurs.
96. En outre, la stratégie de pérennisation du processus à l'achèvement du PADEF repose sur la mise en place des réseaux locaux de distribution des semences dans les villages abritant les champs et dans les villages voisins. Ces réseaux pourront fonctionner sous l'arbitrage des Chefs des secteurs agricoles et des autorités traditionnelles afin de minimiser le risque de refus de rétrocéder aux nouveaux demandeurs.
97. Les difficultés financières n'ont pas permis de mettre en application cette stratégie de capitalisation du fonds semencier ainsi constitué afin de garantir la pérennisation. Le fonds semencier du PADEF au terme de la dernière année agricole (2017-2018) a été évalué à 51 tonnes, lequel devraient être distribué aux demandeurs de plus en plus nombreux. Cette affluence des cultivateurs à cette nouvelle variété s'explique par sa productivité qui avoisine 4 t/ha, en bas-intrants, dans les régions qui se sont montrées plus performantes. Mais elle s'explique également par sa plasticité agro-écologique et surtout ses caractéristiques organoleptiques : goût, fermeté de la chair, sa précocité (7 mois contre 12 mois pour la plupart des écotypes locaux). Ce qui justifie sa percée dans le marché, bien que le projet n'ait pas développé de stratégie de commercialisation et de vulgarisation de cette variété aux près des consommateurs.
98. **La Banane.** La banane vient après le manioc dans l'alimentation de base au Congo et constitue une importante source de revenus pour les petits producteurs. La problématique sur le bananier, à l'enseigne de l'igname est l'accès au matériel de plantation sain au moment de l'implantation couplé au désenclavement des bassins de production respectifs (produit très périssable). De façon générale, en matière de matériel végétal, les producteurs ont recours au tout-venant issu de vieilles plantations comportant une gamme variétale hétérogène et un état phytosanitaire non-maîtrisé.
99. Dans le cadre de son programme de diffusion des plants sains du bananier, le matériel de plantation a été produit sur les deux sites retenus par le PADEF, notamment Oyo dans la Cuvette et Loudima dans la Bouenza. La formation, des producteurs et de leurs encadreurs, sur les techniques de production et de multiplication rapide du bananier (PIF) envisagée dans le cadre des appuis du PADEF n'a pu être réalisée en raison des difficultés financières du PADEF. Les résultats obtenus par le PADEF est repris dans le Tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4: Réalisation physique du PADEF pour le bananier

Département	Ménage touchés	GIEC touchés	Nombre de plants reçus	Superficies emblavées
-------------	----------------	--------------	------------------------	-----------------------

		<u>manioc- bananier</u>	<u>bananier</u>	<u>Total</u>	<u>Bananier</u>	<u>Plantin</u>	<u>Total</u>	
Bouenza	180	8	1	9	1 306	3 277	4 583	4
Lékoumou	220	6	5	11	1 105	3 130	4 235	4
Cuvette	300	1	14	15	367	4 373	4 740	4
Total livré	700	15	20	36	2 778	10 780	13 558	12
Prévision					15 000	15 000	30 000	27
Taux de réalisation					19%	72%	45%	45%

100.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

101. Le contrat de production des plants sains des bananiers, suivant un protocole semencier transparent, a été confié à l'IRA. Sur une prévision initiale de 30 000 plants, le PADEF, à travers ce contrat, a livré 13 558 plants de Bananier et des plantins, soit un taux de réalisation de 45,2%. Le taux de réalisation de 72% obtenu pour le Plantin est bien meilleur comparativement au taux de réalisation de 19% obtenu pour le bananier. Le retard constaté dans la livraison des plants a occasionné l'interruption de la production du matériel de plantation sur le site de Loudima, pour concentrer la poursuite de l'opération à Oyo (Cuvette) où la pluviométrie est plus abondante.

102. Ce contrat a permis, en plus, le renforcement des capacités de l'IRA par la dotation en infrastructure de production rapides des plants sains de bananier. Le projet a permis donc la construction de 14 germoirs ; 4 combrières ainsi que l'acquisition des matériels techniques. Il a, en outre, permis la prise en charge et le fonctionnement des équipes techniques de l'IRA qui travaillent sur le bananier.

103. **Le couple Maïs-soja.** L'importance accordée à ces deux spéculations était justifiée en prévision des besoins en matières premières de base pour la fabrication de la provende afin d'approvisionner les éleveurs appuyés par le PADEF. A cet effet, le Programme a contractualisé avec l'IRA pour produire une tonne de semences de soja et 4 tonnes de semence de maïs. La semence produite n'a été distribuée que partiellement, comme le montre le tableau 6.

Tableau 5: réalisations physiques sur le couple maïs-soja

Département	Ménages touchés	GIEC aviculture touchés	Quantité de semences distribuées (kg)	
			<u>Maïs</u>	<u>Soja</u>
Bouenza	13	1	375	250
Cuvette	5	0	25	25
Pool	664	35	789	292

Total	682	36	1189	567
-------	-----	----	------	-----

104.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

105. Le PADEF a donc fourni à 682 ménages, regroupé dans 36 GIEC, 1189 kg de semence de maïs et 567 kg de semences de soja pour production de ces deux produits nécessaires pour lancer la filière volaille.

106. **Le Mucuna.** Cette spéculation ne rentre pas dans les habitudes alimentaires au Congo. Ce qui constitue en soi un défi pour son adoption auprès des petits producteurs nonobstant, ces avantages agronomiques et son impact dans la réduction de la pression anthropique dans les agroécosystèmes. En effet, le Mucuna (*Mucuna Utilis*) a été introduite, auprès des GIEC, par le Proder Sud. Cette expérience s'est avérée concluante dans le maintien de la fertilité des sols, la lutte contre les adventices^[5] pernicieux, la réduction du temps de jachère, la sédentarisation des producteurs permettant ainsi de réduire la pression sur les forêts. Cette expérience a été reprise par le PADEF dans les Département des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette Ouest.

107. Les résultats suivants ont été obtenus sont consignés dans le tableau 6 ci-dessous. de résultats plus probants.

Tableau 6: Réalisations physiques sur le Mucuna

Département	Ménage touchés	GIEC touchés	GIEC manioc ou igname ayant bénéficiés du mucuna	GIEC spécifique Mucuna	Total	Quantité de semences reçue (kg)	Superficies emblavées (ha)	Récoltes obtenues (kg)
Plateaux	320	6	8	2	42	949	16	882
Cuvette Ouest	480	12	12	0	19	597	14,17	440
Total	800	18	20	2	61	1546	30,17	1322

108.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

109. Pour permettre une meilleure appropriation de cette spéculation auprès des producteurs, un prospectus sur les avantages agronomiques et écologiques du Mucuna a été élaboré et distribué. Cependant, une campagne de communication en bonne et due forme n'a pu être menée pour le passage à l'échelle.

110. **Le deuxième produit à livrer par la composante 1** est « *la productivité et la production de petits ruminants et de la volaille sont améliorées* ». Dans le cadre de ce produit, le PADEF s'était engagé à travers ce produit, à installer 480 élevages, à travers la distribution de 4032 géniteurs ovins et l'installation et l'amélioration de 1600 élevages avicoles traditionnels.

111. La revue à mi-parcours a reformulé ce produit à « l'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production de petits ruminants et de volaille est renforcé ». Elle également supprimé le volet repeuplement de 480 élevages des petits ruminant et réduit la cible des aviculteurs de 1600 à 1040 petits éleveurs.

112. **Les petits Ruminants.** En raison de la complexité de l'opération relative à l'acquisition des matrices nécessaires au repeuplement de 480 élevages, l'unique indicateur retenu, lors de la RMP, pour l'élevage des petits ruminants, est la poursuite des campagnes de vaccination contre la peste des petits ruminants (PPR). En effet, la stratégie prévoyait au départ, l'acquisition à l'intérieur du Pays des matrices alors que la plupart des élevages existants était en cours de reconstitution du fait des ravages liés aux troubles socio- politiques antérieures. La seule alternative plausible était donc l'importation. Mais après avoir évalué les coûts et les risques couplés à la complexité logistique liés à cette opération, la mission de la RMP a résolu de proscrire cette activité.

113. **Vaccinations contre la Peste des Petits Ruminants (PPR).** Cette activité s'est inscrite dans le cadre de la

continuité des efforts des projets^[6] en coopération avec le FIDA, développé depuis 2011, pour aider le gouvernement à éradiquer la PPR dans le pays. A travers une convention, signée avec la Direction Générale de l'Elevage en 2014, le PADEF a appuyé la mise en œuvre des campagnes de vaccination contre la PPR. La première campagne a eu lieu en 2014. Grace à 240 vaccinateurs formés sur fonds du projet, cette campagne de vaccination a atteint 92 640 animaux dont 60 508 ovins et 32 132 caprins. La mise en œuvre de la deuxième campagne de vaccination sur la deuxième convention d'un montant total de 72 756 000 FCA, signé en 2016, s'est malheureusement heurtée à la tension de trésorerie du PADEF et n'a pu être exécuté.

114. **Aviculture villageoise.** Sur une prévision de 1600 aviculteurs, prévision revue 1040 pendant le RMP, le PADEF a installé 535 aviculteurs dont 485 bénéficiaires primaires et 50 bénéficiaires primaires secondaires. Ce qui correspond un taux de réalisation de 33% par rapport à la cible lors de la conception et 51% de la cible revue pendant la RMP. Les réalisations physiques du PADEF sont contenues dans le tableau 7.

Tableau 7: Les réalisations physiques du PADEF en matière d'aviculture familiale

Départements	Ménage touchés	GIEC touchés	Total
Bénéficiaires primaires			
Bouenza	187	12	199
Cuvette	114	0	114
Pool	163	9	172
<u>Total 1</u>	<u>464</u>	<u>21</u>	<u>485</u>
Bénéficiaires Secondaires			
Bouenza	16	0	16
Cuvette	34	0	34
<u>Total 2</u>	<u>50</u>	<u>0</u>	<u>50</u>
<u>Totaux</u>	<u>514</u>	<u>21</u>	<u>535</u>
Prévision/initial			1600
Prévision/RMP			1040
<i>Taux de réalisation/initial</i>			33%
<i>Taux de réalisation/RMP</i>			51%

115.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

116. L'apport du PADEF se résume par la diffusion, dans les Départements de la Bouenza, de la Cuvette et du Pool de la race Sussex herminée pré-élevée par des prestataires locaux (COPROADA et AGRO 4). Le cycle de production a été enclenché en janvier 2015 et le peuplement des élevages a été réalisé en avril-juin 2015. Ce qui n'a pas permis au programme de toucher les Districts de Mindouli, Kimdamba et Vindza dans le Pool. Le taux de réalisation est de 90% par le fait que le prestataire COPROADA n'a pas pu, pour des raisons techniques, fournir au Projet 1123 sujets. Les effectifs des volailles diffusées dans par Département ciblé sont repris dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8: sujets distribués auprès des aviculteurs primaires

Départements	Prévisions			Sujets distribués			Taux de réalisation
	Poulette	Coquelet	Total	Poulette	Coquelet	Total	
Bouenza	2530	460	2990	2530	460	2990	100%
Pool	5000	1000	6000	4031	846	4877	81%
Cuvette	1870	340	2210	1878	316	2194	99%
Total	9400	1800	11200	8439	1622	10061	90%

117.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

118. Le PADEF a accompagné cette diffusion de la race Sussex par la dotation aux aviculteurs des intrants et équipements d'élevage, notamment les abreuvoirs, les mangeoires, les aliments pour poulettes et les produits vétérinaires. Le tableau 9 ci-dessous, reprend les quantités livrées dans chaque département.

Tableau 10: Intrants fournis aux aviculteurs dans les 3 départements ciblé

Départements	Aliment (tonnes)	abreuvoirs (pièces)	mangeoires	vermifuge (100g)	d'antibiotiques vitaminés (100g)	anticoccidien (100g)	insecticides (litre)	désinfectant (litre)
Bouenza	25	199	276	253	506	506	46	138
Pool	50	500	500	500	1000	1000	500	500
Cuvette	18	204	204	187	374	374	34	204

119.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

120. En fin, le projet a également organisé des formations et des recyclages de 30 encadreurs de base sur la conduite des élevages avicoles améliorés en faveur notamment des chefs de secteur agricole, des facilitateurs terrain, des Directeurs Départementaux de l'élevage. Avec l'appui des chefs de secteurs et des facilitateurs formés, 511 aviculteurs primaires formés dont 225 [\[7\]](#) dans la Bouenza ; 114 dans la Cuvette et 172 dans le Pool ont par la suite été formés. La désinfection des poulaillers aménagés par les aviculteurs demandeurs, des soins prophylactiques, notamment la vaccination contre la bronchite infectieuse ont été également données.

121. Malgré les appuis consentis au bénéfice des aviculteurs, 65% des aviculteurs ont abandonné l'activité à quelques exceptions près dans les Départements de la Bouenza et du Pool où l'on note des résilients ayant poursuivi le

repeuplement de leurs poulaillers. Les principales causes de l'abandon selon les témoignages des aviculteurs sont les suivantes: (i) la race de volaille (Sussex herminée) a un indice de consommation très important ('*race gourmande*'), (ii) les recettes générées par la vente d'œufs ne compensent pas le coût de l'aliment ; (iii) les petits aviculteurs (les plus pauvres) ne sont pas en mesure de supporter l'achat de la provende, (iii) l'éloignement des marchés d'approvisionnement en intrants, allant jusqu'à 600 km augmente les coûts de transaction; (iv) le cheptel mis à disposition ne permet pas d'entreprendre une activité économique rentable ; (iv) la rupture des stocks auprès des providiers (pour les aviculteurs situés proches des marchés) ; (v) malgré la formation dispensée aux aviculteurs primaires, les sujets de deuxième génération n'ont pas pu être sauvés dans la plupart des élevages à quelques exceptions près (vi) le faible appui des chefs de secteurs agricoles (CSA) : l'appui des secteurs agricoles s'est avéré difficile à organiser en raison de la dispersion des éleveurs, les dates d'éclosion non groupées dans les villages et par aviculteurs.

122. **La relance et revitalisation de la Ferme d'Imvoubu.** Dans le cadre de la coopération entre le Gouvernement de la République du Congo et le FIDA, et suite à une décision prise par les deux partenaires de conjuguer les efforts pour un meilleur accompagnement du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche à mettre en œuvre sa politique agricole, le PADEF a obtenu du FIDA, l'avis de non objection afin de relancer et revitaliser la ferme d'Imvoubu en difficulté dans le Département du Pool. IL s'agit d'une ferme d'Etat rétrocédée à 45 jeunes entrepreneurs exploitants issus des milieux périurbains et ayant accepté une installation volontaire. Dans ce cadre, 45 poulaillers que compte cette ferme ont été entièrement réhabilités et équipés dont 12 en 2016 et 33 en 2017. Au total 48 000 sujets de poulet de chair ont été fournis en 2 bandes dont 18 000 sujets pour la première bande en 2016 et 30 000 sujets en 2017. Il s'agit donc d'un investissement pilote intéressant dans le contexte institutionnel congolais, dont le succès pourrait s'appliquer à d'autres anciennes fermes d'Etat à l'abandon et permettre de développer un entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agro industriel. En outre, 27 poulaillers repeuplés avec 28 600 poules pondeuses dans le cadre de la production des œufs.

123. Les principaux points forts de cet investissement sont: (i) la motivation des aviculteurs ; (ii) les aviculteurs sont organisés dans le cadre d'une coopérative clairement structurée ; (iii) l'existence des documents légaux (statuts, règlement intérieur et récépissé de reconnaissance) ; (iv) l'existence des activités de diversification des revenus (maraîchage) ; (v) l'accompagnement des partenaires (prestataire technique, DGE, MAEP) au cours de cette phase crucial de relance des activités d'élevage ; (vi) la contractualisation d'un prêt pour le lancement de la production œuf de table à la marge de l'appui formel des partenaires (Fonds de soutien, FIDA, DGE) ; (vii) l'implication du groupement des aviculteurs dans la commercialisation, la formation des membres (conduite tracteur agricole et maraîchage).

124. Coûts de financement. Deux (2) partenaires ont contribué au financement de cette première étape relative à l'opérationnalisation de la ferme d'Imvoubu. Il s'agit du PADEF et du Fonds de soutien à l'Agriculture (FSA). En ce qui concerne le PADEF, 69% des fonds ont déjà été décaissés en faveur de cet appui (Cf. Tableau 11).

Tableau 11: Financement du programme de relance et de revitalisation de la ferme d'Imvoubu.

Financement	prévisions (FCFA)	Décaissement (FCFA)	Taux de décaissement
PADEF	307 544 251	213 979 878	70%
FSA	200 000 000	150 000 000	75%
Total	507 544 251	363 979 878	72%

125.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

126. La relance et la revitalisation de la ferme d'Imvoubu représente un investissement dont la sécurisation est garantie par plusieurs facteurs : l'accessibilité du site ; les producteurs sont motivés, groupés sur un même site et organisés ; le compagnonnage est facile à mettre en œuvre puisque localisé sur un même site; les liens contractuels avec les fournisseurs et les exportateurs sont faciles à établir ; les poulaillers sont spacieux et peuvent permettre à un ménage de se prendre en charge ; les cycles de production peuvent être étalés pendant toute l'année ; la diversification de la production est possible (poulet chair et œuf de table) ; le développement des activités connexes peuvent venir en appoint pour sécuriser les familles contre les incertitudes du marché etc. Pour profiter à plein de ce contexte plus que favorable, l'amorce du transfert graduel de responsabilités auprès des exploitants est un gage de pérennisation des activités dans la Ferme.

127. **Le troisième et dernier produit est** « la productivité et la production halieutique sont améliorées ». Dans le cadre de ce produit, le PADEF visait initialement à réhabiliter et rendre opérationnel 1 centre de production sécurisée d'alevins de qualité et à développer un système de gestion durable sur 4 zones de pêche du pays. Après deux ans de mise en œuvre des activités, les difficultés de démarrage de cette sous-composante pêche et pisciculture ont conduit la mission de supervision de mai-juin 2015, puis celle de la revue à mi-parcours, à réorienter les cibles du produit. Le Produit est devenu « *l'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production halieutique est renforcé* », avec comme nouveaux cibles la mise en place des 4 pilotes piscicoles avec 52 pisciculteurs ainsi que l'accompagnement des groupements de pêcheurs et des transformateurs des poissons. Chaque pilote devait comprendre une provenderie, des producteurs d'alevins et des producteurs de poissons marchands. Le Programme était engagé à mettre à la disposition de chaque pilote des alevins de tilapia mono-sexe mâles de 40g et les pisciculteurs devaient procéder à leur grossissement pour la production de poissons marchands pouvant atteindre en 6 mois au moins 300 g.
128. **A l'achèvement du PADEF**, 17 pilotes piscicoles ont été mis en place et animés par 340 bénéficiaires dans les Départements de Pool, de Niari, de la Bouenza et de Lékoumou. En outre, 6 fabricants d'aliments dont 2 dans le Pool, 2 dans le Niari, 1 dans la Lékoumou et 1 dans la Bouenza ont été appuyés et installés ainsi que 6 producteurs d'alevins, notamment 3 dans le Pool et 3 dans le Niari ont été appuyés et installés. Ces producteurs d'alevin ont produit 161 kg d'alevin qui a permis d'alimenter 30 producteurs de poissons marchands. A la première récolte, 880,75 kg de poissons ont été récoltés dans les étangs des pisciculteurs pilotes appuyés pour la production des alevins de qualité. Sur base d'une convention signée, 6 étangs de la Station Piscicole de Djoumouna ont été réhabilités; et 267 géniteurs de poissons tilapia nilotica (167 femelles et 100 mâles) acquis pour la production sécurisée des alevins. Malgré la Convention signée entre le Programme et la ferme piscicole de Djoumouna pour la production d'alevins de qualité mono-sexe mâles de 40g, cette station, pour des raisons techniques, n'a malheureusement pas pu fournir les alevins de qualité aux pilotes piscicoles.
129. Le Programme a permis également de diffuser les techniques de productions piscicoles, à travers des formations sur la conduite de la pisciculture et la production des aliments de poissons. Au total 60 personnes dont 11 techniciens piscicoles, 40 pisciculteurs et 9 fabricants d'aliments des poissons ont été formés. Parmi les 60 formés, 39 Pisciculteurs dont 16 femmes ont bénéficié de la formation-action sur le site (in situ). En outre, 5 techniciens des Directions Départementales, ont été formés sur la production d'aliments, notamment la nutrition des espèces, la production d'aliment et leur gestion sur le terrain.
130. En fin, dans le but d'assister efficacement les pilotes piscicoles un fonds revolving avait été mis place et par le programme et un manuel des procédures internes de gestion de ce fonds ont été élaboré. La durabilité de ce fonds pose problème étant donné qu'aucun mécanisme ou dispositif, capable d'assurer la continuité et le suivi du fonds revolving après le Projet, n'est en place. Une connexion entre les CMEC et les pisciculteurs pourrait palier à ce déficit et assurer la durabilité d'accès aux finance par les pisciculteurs.
131. En définitif, a l'achèvement du PADEF, la stratégie opérationnelle basée sur la mise en place des dispositifs des pilotes piscicoles existe et est acceptée par les bénéficiaires. Dans certains départements, les pisciculteurs maîtrisent parfaitement l'itinéraire technique de production de poissons marchands, de production d'alevins de qualité mais ils présentent quelques difficultés liées à l'approvisionnement en aliment et au transport des alevins. Les difficultés financières n'ont pas permis au Programme de déployer tous les moyens nécessaires pour achever le processus de transmission de bonnes pratiques. Et le fonds revolving n'a pas été opérationnalisé.
132. Bien que les pilotes aient été installés, le processus n'a pas pu être achevé surtout dans les départements de la Bouenza et de la Lékoumou. Par contre, ils ont effectivement démarré le processus de production dans les départements du Pool et du Niari suivant l'itinéraire technique promu. Dans le Pool et le Niari les bénéficiaires ont plus ou moins respecté les itinéraires techniques du fait d'avoir bénéficié de la formation sur la conduite de l'élevage piscicole et la technique du mono sexage mâle ainsi que sur la fabrication de l'aliment. Les étangs de production d'alevins et les ateliers des provendes existent, cependant le seul problème qui subsiste est l'acquisition des géniteurs de qualité. Les pilotes dans les départements de la Bouenza et de la Lékoumou connaissent des difficultés, du fait de la non maîtrise des itinéraires techniques. Les bénéficiaires ciblés n'ont pas reçu la formation prévue à cause des difficultés financières.
133. En ce qui concerne les cibles liées à la pêche, elles ont été transférées au projet PDPAC, suite à plusieurs obstacles rencontré par le PADEF, en l'occurrence les tensions de trésorerie.
134. **Composante 2 : Appui à la transformation et la commercialisation**
135. **La deuxième composante du PADEF avait pour ambition d'appuyer la transformation et la commercialisation des produits agricoles**, à travers 3 produits. L'effet escompté est le renforcement de l'accès des petits producteurs à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées. A l'achèvement du PADEF, le taux de réalisations physiques des cibles cette composante du programme est estimée à 30%. Si on considère, en outre 43% des activités qui ont été réalisées partiellement et qui seront finalisé pendant la période de consolidation, ce taux pourrait s'élever pour atteindre 73%, au cas où la réhabilitation complète des pistes et des voies navigables secondaires en cours est financée par le Gouvernement sur le fonds de contrepartie.

136. Le premier produit de cette composante du PADEF, « *le stockage et la transformation et commercialisation de la production végétale sont améliorés* », s'était engagé dans le document initial de conception de livrer 2 centre d'affaires pilotes pour la valorisation de du manioc. Ce produit n'a pas pu être livré par le PADEF. La conclusion de l'étude de faisabilité conduite par Initiative FAO-FIDA, a jugé « non faisable et inopportune » la réalisation de ces deux Centres d'Affaires pilotes. L'étude a recommandé de transformer les ressources, initialement prévues pour leur mise en place en fonds d'appui à la valorisation du manioc dédié au financement des microprojets (transformation, stockage, commercialisation) soumissionnés par les bénéficiaires ciblés. Sur recommandation de la mission de revue à mi-parcours, les ressources prévues (800 000 USD) ont été réallouées pour appuyer donc des microprojets de transformation, conçus et promus par les bénéficiaires, avec l'appui du PADEF, en fonction de leurs besoins prioritaires et des opportunités d'affaires qu'ils voudraient eux-mêmes explorer et/ou développer. Les difficultés financières du PADEF et la suspension du portefeuille FIDA en République du Congo, n'ont pas permis de positionner les fonds nécessaires à la mise en œuvre des microprojets. Le PADEF, avec l'appui technique de l'initiative FAO-FIDA, s'est limité à mettre en place les outils de gestions du processus de microprojet. Dans ce cadre, un manuel de procédure pour la mise en œuvre de microprojets été élaboré par le PADEF en 2016, suivi d'un atelier de validation et d'appropriation de ce manuel organisé en 2017, regroupant 42 participants, et un autre atelier de formation des acteurs-clés sur l'utilisation d'un logiciel simplifié de montage et de suivi des microprojets afin d'harmoniser la procédure auprès des parties concernées.
137. La non livraison des cibles liées à la transformation du manioc, face à l'accroissement de la production et productivité, a élargi les défis et ralenti le développement de cette activité. Dans plusieurs sites visités, la transformation du manioc continue à faire face à des méthodes non hygiéniques et dangereuses pour la santé à cause de problème de manque des dispositifs d'approvisionnement en eaux et déficit des infrastructures de transformation primaires.

Les méthodes du rouissage du manioc pratiquées par les populations n'est pas efficace pour éliminer le cyanure du manioc, responsable de plusieurs troubles physiologique chez les humain, notamment le goitre et la paralysie irréversible des membres. Actuellement, pour des raisons de manque d'eau, les populations trempent le manioc dans l'eau pendant 3 à 4 jours pour éliminer la cyanure. Cette opération est appelé « rouissage ». Le rouissage se répète 5 à 6 fois dans la même eau. La concentration du cyanure dans l'eau de rouissage augmente progressivement, ce qui contamine le manioc qui y sont trempé au lieu de l'éliminer. La consommation du manioc ainsi présente des risques sanitaires très élevés, notamment l'exposition à la maladie de konzo. La Konzo est une maladie nutritionnelle signalée dans plusieurs milieux ruraux d'Afrique, notamment en RDC, au Burundi et Centrafrique. Elle est attribuée à une exposition aux glycosides cyanogènes résultant de la consommation monotone à base de manioc riche en cyanure insuffisamment traité associé à un régime pauvre en protéine contenant les acides aminés soufrés.

138. **Le deuxième produit (2.2) de la composante 2** « *le stockage, la conservation et la transformation de la production halieutique sont améliorés* », ciblait initialement de livrer trois (3) centres communautaires de pêche à Makoua, Mossaka et Makotipoko. Ces Trois centres devraient servir de cadre de concertation aux groupements des pêcheurs et aux acteurs du traitement et de la distribution des produits de pêche pour une meilleure organisation de leur filière et servir d'abris des boutiques d'approvisionnement en intrants de pêche de qualité compatibles avec l'exploitation durable des ressources.
139. Comme pour le produit 1.3 de la première composante du Programme, les cibles de ce produit ont été transférées au PD-PAC. Les activités du PADEF liées à ce produit se sont simplement limitées à des activités préparatoires, des études de faisabilité (avec l'appui de l'initiative FAO-FIDA) pour la mise en place des 4 Centres Communautaires de pêche, ainsi que des formations organisationnelles des groupements des pêcheurs.
140. Le PADEF a construit le Centre Communautaire de Pêche d'Okombé. Le diagnostic des groupements a eu lieu en 2016 et une formation organisationnelle et institutionnelle des groupements en février 2017. A l'issue de cette formation une feuille de route a été définie et un comité de suivi a été mis en place pour un appui continu. Bien que la mission d'achèvement n'ait pas visité le CPP, la dernière mission de supervision du PADEF a considéré comme insatisfaisant le niveau de CPP. La construction des ouvrages de la plateforme post-capture ne respectent pas les exigences requises pour des installations dédiées aux opérations de traitement des produits halieutiques et de ce fait le CCP n'est donc pas encore véritablement établi. La mission avait également souligné que pour le débarcadère, les normes d'ingénierie technique et sanitaire ne sont pas remplies, pour des d'installations destinées aux opérations de manutention, de transformation, d'entreposage et de mise en marché des produits de pêche. Ces sérieuses lacunes constatées seront corrigées par le PD-PAC afin de permettre au CCP de refléter les besoins des acteurs le long de la chaîne de valeur et devenir la référence pour d'autres initiatives au niveau national.
141. Etant donné que la transformation artisanale du poisson reste une activité à fort potentiel de main d'œuvre féminine, offrant des possibilités réelles aux groupes vulnérables de s'insérer dans la vie active, le PADEF s'était également engagé, dans le cadre de ce produit, à appuyer, à travers ces centres, les technologies et les équipements de transformation. Dans ce cadre, le PADEF s'est limité à financer un voyage d'étude et d'échanges, dans la ville côtière de Muanda en RDC. Cette visite s'est concentrée sur la technologie de transformation de poissons avec des fours de type Thiaroye (FTT). Ce voyage d'acteurs et agents d'appui a permis de cerner les enjeux et actions

pratiques requises pour un CCP digne de ce nom. La restitution du voyage d'étude de Muanda a ravivé une dynamique née de la formation organisationnelle et institutionnelle des groupements de 10 villages attenants et a donné lieu à un boom de groupements dont les dossiers de légalisation sont en cours, une trentaine environ (dont 5 groupements féminins) contre 15 groupements dans le rapport du PADEF en fin 2016.

142. Après ajustement du cadre logique pendant la revue à mi-parcours, ce produit est devenu le produit 3 de la composante 2 (2.3) cédant la place à un nouveau produit 2 (2.2) intitulé « *la commercialisation de la volaille est améliorée* ». Ce nouveau produit qui avait comme cible d'amener les éleveurs à s'approprier le système d'information du marché (avicoles), n'a, malheureusement, été livré et aucune activités n'a été menée.
143. Le troisième et dernier Produit de la composante (2.3), devenu produit 2.4 après révision du cadre logique lors de la revue à mi-parcours est « accès aux bassins de production agro pastoraux et halieutiques ». Ce produit ciblait initialement la consolidation et l'achèvement des investissements consentis dans le cadre des PRODER 1, notamment de livrer 162 km linéaire de points critiques des routes des dessertes agricoles ainsi que 79 ouvrages de franchissement.
144. A l'achèvement du PADEF, un total de 678 km linéaires de routes de desserte agricole sur 162 km prévus (taux de réalisation de 41,4%) et 11 ouvrages de franchissement (taux de réalisation 14%) ont été réhabilités par le programme. L'essentiel de ces réalisations ont été effectuées seulement en 2016, qui a été marquée par des réhabilitations de piste et les réceptions provisoires et définitives des pistes et des ouvrages réalisés. Dans ce cadre, le PADEF a travaillé dans (i) la réhabilitation de 10,23 km de la piste Kinkambou-Ngoudianza et la construction de 3 dalots ; (ii) la poursuite des travaux de construction des 7 ouvrages sur la piste Ponga-Dimonika-Makaba ; (iii) finalisation des remblais sur le dalot double de la piste Madingou-gare Kibounda dans la Bouenza ; et (iv) les travaux de réhabilitation de 10 km sur la piste Louingui-Sakamesso-Moulenda (travaux confortatifs) et construction de 3 dalots.
145. Les travaux prévus de réhabilitation de 33,33 km et 10 ouvrages de franchissement dans le Pool, notamment (i) la réhabilitation de 16,20 km de la piste Yokama-Madzia et la construction de 3 dalots ; (ii) la réhabilitation de 7,10 km de la piste RN1- Samouna et construction de 4 dalots, n'ont pas pu être réalisés du fait de la situation sécuritaire de ce département.
146. **Réhabilitation des voies navigables secondaires.** Cette cible n'avait pas été prévue dans le document de conception initiale et non plus dans la revue à mi-parcours. Son assignation découle de l'intégration au PADEF d'achever les investissements du PRODER 3 et notamment de gérer et d'utiliser les ressources du prêt OPEP 1295 P de l'OFID. Le PADEF s'est donc assigné de réhabiliter 648 km de voies navigables dans la Likouala. Au vu de sa pertinence, le PADEF a réalisé des études sur 640 km des voies navigables secondaires dans le département de la Likouala sur les Rivières Mandoungouma, Bombomba, Motaba et Libenga. Le Programme a, ensuite, réhabilité 248 km des voies navigables secondaires sur les rivières Mandoungouma, Bombomba et Motaba. Un (1) ouvrage de franchissement (passerelle) a été construit sur Mandoungouma et un (1) canal ouvert pour alimenter ce cours d'eau même en période d'étiage pour sa navigabilité tout au long de l'année. Cet investissement a largement contribué au désenclavement de la Likouala avec un impact visible en termes de réduction du temps et de la pénibilité de la navigation fluviale.
147. Si on considère les résultats cumulés des PRODER et du PADEF, 108 km de pistes rurales ont été réhabilitées sur 316 km étudiées, soient 35% de taux de réalisation. Donc 65% des pistes étudiées dont les travaux n'ont pas été réalisés alors que les marchés avaient été passés. Il en est de même pour les voies navigables secondaires. Un total de 648 km de voies navigables secondaires devraient être réhabilitées mais les travaux ont été exécutés seulement sur 248 km soit 38% de l'objectif fixé par l'accorde de prêt OFID au PRODER 3.
148. La faible performance de la sous-composante s'explique en partie par (i) l'allongement du délai entre la réalisation des études et l'exécution des travaux ; (ii) l'insuffisance de financement et (iii) les contreperformances du projet en matière de passation de marchés notamment entre 2014 et 2016. La réhabilitation des pistes devait être achevée à la 3^{ème} année du Programme. Le coût de la réhabilitation des pistes et construction des ouvrages de franchissement pour 149 km a été actualisé sur la base des études et s'élève à 2,3 milliards FCFA, dépassant ainsi le budget initial et les ressources disponibles. Le budget de 7.000.000 \$ du prêt OFID s'ajoutent aux ressources de la rubrique pour l'ouverture des voies navigables.
149. Afin d'assurer la durabilité d'activité d'entretien des pistes rurales, le PADEF a appuyer la mise en place des Brigades d'entretien routier. Dans les départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou et du Pool, le PADEF a entrepris la formation et la mise en place des comités d'entretien, à travers les Conseils départementaux. Le programme a également équipé 15 brigades d'entretien de pistes dans ces dits départements. Cette activité a permis de renforcer les capacités de 125 membres des bureaux de ces comités qui à leur tour vont encadrer les villageois dans les travaux d'entretien des pistes.
150. Dans le département de la Likouala, la convention de partenariat signée avec le Conseil, a permis à ce dernier de mettre en place deux comités d'entretien des voies navigables secondaires sur les rivières Mandoungouma et Bombomba. Cette activité n'a pas été réalisée sur la rivière Motaba pour des raisons financières. Cependant les

Conseils qui avaient la mission de financer le fonctionnement de ces brigades n'ont pas honorés à leurs engagements, faute de disponibilité des fonds d'entretien des pistes.

151. Composante 3 : Renforcement des capacités

152. **La troisième composante**, visait d'accroître la capacité des organisations paysannes et des autorités sectorielles locales à fournir des services à leurs membres et aux communautés. Ceci dans le but d'accroître leur participation aux processus de développement local. Au terme du PADEF, la cible de 50% des structures faitières devraient être capable de planifier, d'exécuter et de réaliser effectivement des opérations commerciales. A travers cette composante, le PADEF s'était engagé à livrer 3 produits.

153. Le premier produit (3.1) de cette composante 3, « **les capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche sont améliorées** », avait dans le document de conception ciblé de former et recycler annuellement 60 techniciens des services de l'agriculture de l'élevage et de la pêche une ciblé de 300 cadres et agents de service publics formés.

154. Dans ce cadre 56 chefs de secteurs agricoles (CSA) et autres cadres du Ministère de l'Agriculture ont été formés sur les techniques de production et de protection du manioc, de l'igname et d'évaluation des clones de manioc. Des ateliers de planification et de formation/recyclage technique ont été réalisés afin de renforcer les capacités techniques, de planification et de suivi des personnels des services techniques de l'Etat pour une meilleure prise en charge de l'opérationnalisation du Programme. Ci-dessous les principaux ateliers de formations organisés:

- *Un atelier de Planification* a été organisé réunissant tous les Directeurs départementaux et centraux du MAEP, les cadres de l'UNGP et du Bureau-Pays du FIDA pour l'élaboration des plans d'opérations thématiques afin de réajuster la mise en œuvre du PADEF et doter les 10 Départements de la zone d'intervention des Unités Départementales de Planification et de suivi (UDPS).
- *Un atelier d'harmonisation* tenu en deux lieux distincts (Oyo et Dolisie) réunissant tous les facilitateurs et les Directeurs départementaux respectifs a permis à l'UNGP de doter les unités départementales des outils de reporting thématiques pour un meilleur suivi-évaluation des réalisations physiques et de renseigner les indicateurs d'effets du Programme
- *Un atelier de validation du document de stratégie* sur l'assainissement du manioc a été organisé avec comme point focal le Directeur Général de l'Agriculture. 40 participants ont pris part à cet atelier (CSA, DDA, producteurs, UNGP, personnes ressources).
- *Atelier de formation de 20 chefs de secteurs agricoles et 4 Facilitateur* sur les techniques de production et de protection du manioc avec l'appui de l'IRA. Cette formation a ciblé les bassins de production déficitaires récemment impliqués dans le processus multiplication des boutures saines de manioc et dont les personnels n'avaient jamais été formés. Ceci, afin de renforcer leurs capacités dans l'encadrement des GIEC et de faciliter le transfert du paquet technologique (maîtrise de la densité, nombre de boutures par poquet, utilisation de la bouture saine).
- *Atelier de formation de 9 chefs de secteurs agricoles et 2 Facilitateur* sur la technique production et de multiplication rapide de l'igname (mini-sets) afin de leur permettre de dispenser les apprentissages aux paysans multiplicateurs et aux producteurs dans les Départements des Plateaux, de la Cuvette Ouest et de la Bouenza.
- *Atelier de formation de 9 chefs des Secteurs agricoles* sur l'évaluation des clones de manioc diffusés dans les Départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette Ouest.

155. Le deuxième produit (3.2), « **Les capacités organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs sont relevées** » ; avait ciblé, dans le document de conception du programme, l'implantation de 195 nouveau GIEC, l'accompagnement et l'encadrement de 445 GIEC, la mise en place et l'accompagnement de 70 Unions des GIEC des bassins de production (revue à 20 Unions par la RMP) et 100 groupements de pêcheurs (revue à 50 par la RMP) ainsi que l'organisation de 6 fora d'échange d'expérience et de savoir au profit des OP.

156. A son achèvement, le PADEF a implanté 110 nouveaux GIEC (taux de réalisation de 56,4%), a encadré 385 anciens GIEC (taux de réalisation 87%) et a accompagné 15 groupements des pêcheurs (taux de réalisation de 15%). Avec l'appui du Bureau d'études GAPE, le PADEF a diligenté un diagnostic organisationnel des unions des GIEC qui est arrivé seulement qu'en fin du programme. Ce diagnostic n'a donc pas permis de mener des actions en faveur des unions existantes pour améliorer leurs prestations auprès des GIEC. Les principales activités conduites dans le cadre de ce produit (i) la formation de 110 leaders et 134 membres de GIEC sur la gestion administrative et financière dans les Départements du Niari, du Kouilou, des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette Ouest pour améliorer la gouvernance ; (ii) la formation de 33 paysans multiplicateurs(membres des GIEC) de l'igname dans les Plateaux, la Cuvette Ouest et la Bouenza sur les techniques de production et de multiplication rapide de l'igname (mini-sets) ; (iii) la formation de 511 aviculteurs primaires dont 225[9] dans la Bouenza, 114 dans la Cuvette et 172 dans le Pool.

157. Il a été constaté que dans la plupart des bassins de production que les GIEC n'ont pas évolués en unions. Les défis qui se posent aux GIEC et aux unions sont (a) la faiblesse intrinsèque en matière de gouvernance et (b) leur modèle d'affaires et d'organisation qui repose uniquement sur la multiplication des boutures en champ communautaire et en contrat avec le projet. Dans une optique de filières agricoles, les rôles des organisations de base et des unions

doivent être centrés sur des services économiques à valeur ajoutée à leurs membres pour motiver ces derniers. Par ailleurs, le départ du Spécialiste en renforcement de capacités a fortement handicapé le PADEF dans la conduite stratégique et opérationnelle de cette composante. A cela s'ajoute, le manque des fonds pour réaliser véritablement un appui conséquent. Le PADEF n'a pu appuyer que l'Union de Yaya pour l'organisation de son Assemblée Générale constitutive.

158. Le dernier produit (3.3) de la composante 3, «**Renforcement des capacités des institutions de micro-finance** », dans le document initial avait ciblé de consolider et d'accompagner l'institutionnalisation progressive des 29 caisses, mises en place par les PRODER 1 et 2. Dans le cadre de produit, le PADEF avait également ciblé d'appuyer ensuite l'émergence progressive d'un réseau de ces caisses, pour les rendre viables, professionnels et capables de fournir des services financiers adaptés aux activités des producteurs et entrepreneurs ruraux.

159. Dans ce cadre le PADEF a appuyé et consolidé les 29 caisses et a mis en place une caisse supplémentaire pour atteindre 30 caisses au total dans le pays. Les capacités de 44 gestionnaires des caisses ont été renforcées sur l'élaboration des états financiers par un Commissaire aux comptes. Cependant, la procédure d'agrément des CMEC et l'initiative de leur mise en réseau ou en faitière n'ont pas pu progresser. Le contrat avec l'Organisation de promotion de la microfinance (OPM) pour l'encadrement des CMEC a été rompu et une partie de leur mission a été confiée à des experts indépendants plus mobiles et mieux outillés sur le plan de l'expertise financière. Cependant, l'absence d'un encadrement permanent n'a pas permis aux CMEC (dirigeants et personnel) d'acquérir les compétences, les attitudes, les outils et les procédures nécessaires au bon fonctionnement et à la performance de leurs institutions.

160. A l'achèvement du PADEF, seulement moins de 10% du portefeuille de crédit sont destinés à l'agriculture et plus de 90% aux activités non agricoles. Des discussions menées avec les producteurs et les GIEC, les CMEC sont prêtes à octroyer des crédits aux agriculteurs mais ces derniers n'en demandent presque pas. Les raisons évoquées sont principalement (i) montant de crédit accordé par les CMEC est faible pour couvrir les besoins des agriculteurs pour une agriculture à taille rentable (ii) les agriculteurs ont une mauvaise perception des crédits (iii) crainte des risques liés à l'activité de production agricole (iv) mauvaises expériences du passé (v) absence d'un accompagnement entrepreneurial des agriculteurs.

161. En outre, les CMEC font face à de nombreux défis qui minent leur viabilité et ne leur permettent pas de se consolider ni de s'autonomiser. Il s'agit de l'absence d'agrément de l'agrément et de l'organe faitier. Ainsi, 10 CMEC considérées comme fortes présentent des critères favorables pour l'obtention de l'agrément. Malgré les faits qu'elles sont catégorisées comme caisses fortes, elles éprouvent des difficultés pour élaborer leur bilan annuel et certaines ont passé plus de 3 ans sans ni connaître les résultats financiers de leur gestion ni organiser les assemblées générales statutaires. Ce qui menace dangereusement la stabilité des caisses et leur expansion à long terme dans la mesure où la faillite d'une caisse d'épargne et de crédit laisse toujours des conséquences négatives à long terme sur la confiance des populations et rend difficile la relance des activités similaires dans l'avenir. En catégorie des caisses de niveau moyen se trouvent 10 CMEC et 10 autres sont répertoriées comme faibles. Parmi ces dernières, au moins 4 CMEC ont fermé les portes suites à des problèmes de mauvaise gestion. Les CMEC moyennes et faibles ne pourront survivre que si elles sont rattachées aux 10 autres considérées comme fortes. Or, ces dernières présentent aussi des faiblesses profondes qui méritent d'être corrigées. Pour la pérennité des caisses, la mission de supervision de juin 2017 a proposé un Plan de Mise à niveau des CMEC (PMNC) qui aurait comme axes prioritaires de: accompagner les caisses dans le renouvellement des organes et l'établissement des arrêtés de comptes, le suivi des dossiers d'agrément et la mise en place de l'organe faitier, et organiser les formations complémentaires sur la gestion. Ce plan n'a pas été élaboré par le PADEF. Toutefois, des contrats ont été passés avec des experts pour accompagner l'élaboration des comptes de résultats, préparer les dossiers d'agrément et poser les jalons pour la mise en place de l'organe faitier.

162. **Composante 4: Coordination, Gestion des connaissances, Suivi-évaluation**

163. La dernière composante du PADEF (Composante 4), «**Coordination, Gestion des connaissances, et suivi-évaluation**», avait pour objectifs de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources, de promouvoir l'amélioration continue des approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer les processus participatifs de suivi et d'évaluation. La composante avait également comme objectif de contribuer au dialogue sur les politiques de développement agricole, de lutte contre la pauvreté rurale, notamment dans les départements sur la base des expériences des programmes FIDA. Dans le cadre de mise en œuvre de cette composante, il était prévu la mise en place d'une Unité Nationale de Gestion du Programme (UNGP) basée à Brazzaville, disposant de l'autonomie de gestion administrative et financière. Les Directions Départementales de l'Agriculture ont été désignées comme Antennes opérationnelles du PADEF et leurs ressources humaines ont été complétées par des facilitateurs et des secrétaires comptables.

164. Dans ce cadre, le PADEF a réellement mis en place les organes de Coordination et gestion du Programme (UNGP) et d'orientation stratégique (Comité de Pilotage).

165. **L'Unité Nationale de Gestion du PADEF** a fonctionné avec un processus de planification, de suivi et évaluation rigoureuse. Elle s'est dotée d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables. Ce manuel a

servi de guide en matière de gestion fiduciaire du programme. Le programme s'est, outre doté d'un manuel de suivi-évaluation pour servir de référence au personnel de suivi et évaluation du Programme. Chaque année de mise en œuvre l'UNGP a élaboré et a fait approuver au comité de Pilotage un Plan de travail et Budget Annuel (PTBA). Ainsi, au total cinq PTBA ont été approuvés par le comité de pilotage du Programme et ont obtenu des avis de non objection du FIDA pour guider la mise en œuvre des activités. L'UNGP a également régulièrement produit des rapports d'activités semestriels et annuels ainsi que cinq (5) rapports d'audit financier et comptable durant le 5 ans d'implémentation du projet en raison d'un rapport par an. Le Comité de Pilotage s'est réuni cinq (5) fois pour adopter le PTBA.

166. Il a été constaté, au démarrage de l'UNGP quelques faiblesses qui ont été rapidement corrigées. Il s'agit notamment : i) une insuffisance dans le travail collégial de l'équipe; ii) les départs successifs et récurrents du personnel clé de l'UNGP; iii) une consommation élevée des frais de fonctionnement; iv) le manque de rigueur dans la planification des activités au démarrage du Programme; v) des difficultés dans la gestion comptable du fait de la faiblesse des procédures de contrôle interne; vii) les équipes des facilitateurs avec des contrats de prestation de services non conformes au droit du travail congolais.
167. Bien que la mission de supervision de décembre 2015 ait déjà fait observer un coût élevé de la prise en charge des facilitateurs, à l'achèvement du projet, la composante a connu un dépassement de 147% par rapport aux coûts prévus dans le RPE. Le dépassement est dû aux besoins de couverture de la zone du Programme (dispersion et enclavement de la zone d'intervention particulièrement dans la Likouala ou l'accès à un grand nombre de bassins de production n'est possible que par voies fluviales avec des dépenses en moyens logistiques très élevées). Les coûts élevés des facilitateurs se justifient par leur rôle dans l'exécution et le suivi des activités sur le terrain dans les conditions parfois très difficiles.
168. **Les activités du Suivi-Evaluation du Programme** prévues dans le RPE étaient i) Mettre en place un système basé sur la planification, la collecte et l'analyse des données issues des GIEC, des Facilitateurs, CSA et DDA; ii) Elaborer un manuel opérationnel pour les activités de collecte, d'analyse, de rapportage et de partage de l'information; iii) former les acteurs du système (10 DDA, 70 CSA, le RPSE et son assistant de même que les responsables des composantes); iv) organiser les visites de terrain pour vérifier l'exactitude des données reçues et aider à solutionner les problèmes éventuels que les acteurs pourraient avoir dans la conduite de leur tâche; v) rapporter et partager les indicateurs du SYGRI avec tous les acteurs du projet; vi) organiser 10 missions de supervision du Programme; vii) réaliser une évaluation de base, une revue à mi-parcours et une évaluation finale du PADEF; viii) organiser les réunions du Comité National de Pilotage du Programme.
169. L'UNGP du PADEF a mis en place et a opérationnalisé une Unité de Suivi Evaluation dirigée par un Responsable de la Programmation et du Suivi-Evaluation (RPSE) et assisté par un Chargé d'Appui à la Programmation et du Suivi-Evaluation (CAPSE) et un Chargé d'Appui à la Communication et Gestion des Connaissances (CCGC). Cette Unité a été en charge de la planification, la collecte et l'analyse des données recueillies auprès des membres des GIEC, FAC, CSA et DDA, et de produire des informations nécessaires pour alimenter le suivi de la mise en œuvre et les réflexions stratégiques afin d'éclairer les décisions des mis en œuvre du Programme.
170. **L'Unité de SE du Programme livrés plusieurs produits.** *Un manuel de système de Suivi-Evaluation* a été élaboré et opérationnalisé afin de servir de référence du Programme en matière de Suivi-évaluation. *Un rapport d'enquête de la situation de référence* du Programme a été élaboré, donnant des informations nécessaires sur les indicateurs d'impact socioéconomiques et nutritionnels destinée mesurer les changements induits par le Programme. *Une Base de données*, utilisant le logiciel « Ruche » a été conçu et rendu opérationnelle et accessible depuis au niveau départemental par les DDA, les Facilitateurs et les agents chargés de la collecte et de la transmission des données afin de faciliter la collecte et transmission des données. *Un dispositif de suivi des effets* du PADEF sur les bénéficiaires pour alimenter la réflexion critique et la capitalisation des bonnes pratiques a été mis en place et rendu opérationnel. Dans ce cadre, un rapport d'enquête de suivi des effets a été élaboré en 2017 avec l'appui des étudiants et des encadreurs de l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville. En fin, des rapports périodiques ont été élaborés pour éclairer les décisions de l'UNGP sur la mise en œuvre des PTBA du Programmes.
171. En dépit de ce dispositif fonctionnel du Suivi-évaluation mis en place par le PADEF, il a été constaté un déficit en matière de contrôle de la qualité des données transmises et des déplacements moins fréquents des Responsable de SE sur le terrain pour la confrontation/vérification des données transmises par les acteurs de collecte. En outre le personnel de suivi évaluation ont combiné leurs charges avec d'autres fonctions dans la mise en œuvre des activités des composantes notamment la supervision opérationnelle du volet ouvrages, du volet avicole ainsi que le volet microfinance.
172. Afin de capitaliser les expériences du programme, l'UNGP avait également mis en place un système de **Gestion des savoirs et communication**. Dans ce cadre, un plan de communication et gestion des connaissances a été mis en place en décembre 2015 et des matériels de communication ont été acquis et la formation des animateurs des radios locales a été réalisée. Ce qui a permis de documenter quelques expériences du Programme et de publier quelques supports de communication, notamment des bulletins d'information du PADEF, la publication et diffusion des articles et des reportages dans les médias nationaux (Télévision nationale, DRTV, les Dépêches de Brazzaville, la Semaine Africaine, Congo site). En outre, la publication de ces supports a permis au Programme de diffuser

quelques messages clés portant sur la promotion du PADEF et des filières agricoles, notamment, l'assainissement des écotypes locaux, les rendements des boutures saines de manioc de 8t/ha pour les variétés locales et 25t/ha pour les clones élites et les écotypes locaux assainis, l'offre alimentaire de demain, et la création d'emplois dans les filières agricoles soutenues par le programme.

D.2. Rural Poverty impact

173. Le document initial de conception du PADEF montre des lacunes qui rendent difficile à mesurer l'impact du Programme. Les principaux indicateurs clés d'impacts retenus dans le document pour mesurer les principaux changements à induire par le PADEF sont (i) l'amélioration de l'indice d'accumulation de biens, (ii) la réduction de la malnutrition infantile, (iii) l'augmentation annuelle du revenu par producteur et entrepreneurs ciblés, iv) le nombre de clients directs du Programme ; v) le taux d'adoption des technologies recommandées; et vi) l'augmentation des rendements des cultures retenues. Bien que ces indicateurs soient annoncés dans le texte de conception, sans indiquer les cibles mesurables à atteindre par le programme, le cadre logique retient simplement 3 de ces indicateurs d'impacts. Deux d'entre eux ne donnent pas de cible à atteindre par le programme. Il s'agit notamment (i) de l'indice d'accumulation de biens et (ii) de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans. Seul l'indicateur lié à l'objectif de développement du Programme détermine les cibles à atteindre par le PADEF, notamment 5850 bénéficiaires ont augmenté la productivité du manioc, et de l'igname de 25% et celle du maïs et de la banane de 10%. Malgré ces lacunes, les paragraphes suivants analysent les impacts probants du Programme sur la pauvreté rurale ainsi que les relations de cause à effets documentées.

i) Household income and assets

174. **L'impact sur les revenus et l'accumulation de biens des ménages** Notre analyse permet de déduire que le PADEF a permis aux ménages de garder presque leurs revenus à 13% de au-dessus de la moyenne nationale et de construire ainsi une certaine résilience face aux chocs externes liées à la baisse des cours du pétrole. En effet, la situation globale en termes de revenus des ménages de la République du Congo s'est détériorée, entre 2013 et 2019, à cause principalement des effets négatifs de la chute des cours mondiaux du pétrole. La baisse des revenus de l'or noir, colonne vertébrale de l'économie de la République du Congo, a entraîné le ralentissement des activités dans tous les autres secteurs de l'économie, la tension des trésoreries, l'accroissement du chômage, la baisse du pouvoir d'achat et la dégradation des services sociaux. Bien qu'il n'y ait pas eu d'études micro-économiques au niveau des ménages pour quantifier l'impact réel de cette baisse des prix de pétrole, la croissance économique du pays s'est considérablement ralentie passant de 6% en 2013 à 2,8% en 2018, faisant perdre au pays plus de 50% de sa croissance économique par habitant. Dans la zone appuyée par le PADEF, les études socioéconomiques de référence et d'achèvement indiquent que les ménages ayant bénéficiés de l'appui du programme ont perdu 40% de leur niveau de revenu entre 2015 et 2019 comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 12: variation du revenu annuel des ménages appuyés par le PADEF.

Sous-secteurs	Revenu en 2018	Revenu référence en 2015	Variation (%)
Agriculture	65 060 054	123 200 000	-47
Elevage	4 180 000	24 558 333	-83
Pêche	4 105 000	16 011 667	-74
Pisciculture	122 130 108	163 600 000	-25
Moyenne	48 868 791	81 842 500	-40

175.

Source : Rapports des enquêtes Socioéconomiques 2015 et 2019 du PADEF

176. Le revenu moyen annuel des ménages est passé de 81 842 500 FCFA à 48 866 798 FCFA. Comparativement aux chiffres de croissance économique annuelle par habitant dans le pays qui montrent clairement que les ménages ont perdu plus de 53% de leur revenu, nous pouvons déduire que le PADEF a permis aux ménages de garder presque

leurs revenus à 13% de au-dessus de la moyenne nationale. Ce qui indique que le PADEF a permis au ménages d'accroître leur revenu d'à peu près 25% par rapport à la moyenne du revenu national. Le PADEF n'a pas impacté significativement les sources de revenu qui sont restés dominées par les productions agricoles végétales à 94,2% contre 93,7% lors de son lancement. La résilience accrue des ménages appuyés par le PADEF peut en partie s'expliquer par le fait que le projet a deux autres leviers importants dans la création des revenus en zone rurale,. Il s'agit de l'élevage de la volaille et de la pisciculture. Ceci s'explique également niveau d'accessibilité des ménages appuyés par le PADEF aux services d'accompagnement et d'appui qui reste supérieur à celui des ménages non appuyés comme le montre le tableau suivant.

177. Globalement les Indices d'Accumulation des Biens, qui sont bien évidemment variables en fonction des départements, est passé de 36% en 2015 à 26% en 2018. L'étude socioéconomique effectuée lors de l'achèvement du PADEF indique, comparativement aux résultats de 2015, la situation des biens possédés par les ménages s'est détériorée pour le plus grand nombre de biens et équipements, sauf pour le téléviseur (25% en 2019 contre 17% en 2015), le téléphone portable (72,80%), l'électricité (20,20%), la brouette (30%) et le réchaud/cuisinière (13%).

Tableaux 13: Accessibilité des ménages aux services d'accompagnement et d'appui conseil

Catégorie des ménages	Accès aux marchés	Accès facile aux marchés	Membre d'une IMF	Accès aux services de vulgarisation
Témoins	85,70%	64,90%	9,70%	44,10%
Ménages Bénéficiaires du PADEF	88,60%	71,30%	14,50%	69,90%
Ménages membres des Groupements (PADEF	89,50%	88,20%	10,50%	78,90%
Total	86,80%	67,70%	11,30%	53,50%

178.

Source : Enquête socioéconomique PADEF, 2019

179. **L'amélioration de l'accès aux marchés**, passant de 82% de ménage en 2015 à 86,2% en 2019, a également amélioré la résilience des bénéficiaires du PADEF. Par rapport à l'enquête de la situation de référence en 2015, les ménages agricoles vendent facilement leurs produits en 2019. La réhabilitation de certaines pistes et des voies de navigation a favorisé le désenclavement de certains bassins de production et l'accès aux marchés. Elle a produit quelques effets socio-économiques qui commencent à se manifester avec l'accroissement du trafic et des activités économiques induites. Le temps de transport s'est considérablement réduit et une nette augmentation des échanges entre les produits agricoles et les produits manufacturés de la ville est constatée. La fréquence de véhicules et des embarcations augmente (variable d'une zone à une autre). Par exemple, 3 à 4 fois par semaine, des véhicules gabonais s'approvisionnent en vivres dans les villages bordant la piste Odikango -Abolo. La régularité du transport des produits agricoles vers les principaux centres de consommation a eu pour conséquence, une augmentation du revenu du paysan d'au moins 50%.

180. La réhabilitation de 248 km des voies navigables secondaires dans la Likouala a amélioré l'accès des producteurs aux marchés. Tous les acteurs : le Conseil départemental, Sous-préfectures, les usagers, les ONG prestataires, la Direction Départementale de la Navigation Fluviale (DDNAF) et les populations riveraines se félicitent des résultats obtenus après la réhabilitation. Les améliorations observées portent sur la réduction du temps de voyage; l'augmentation du trafic; la circulation des personnes et des biens; l'augmentation des échanges interdépartementaux entre la Likouala et la Sangha; l'accès aux zones de production (zones de pêche et des exploitations agricoles); le temps de transport des embarcations de tonnage important a été divisé par six; la navigation des embarcations de plus de 10 personnes avec de grands tonnages est devenue possible sur la rivière Mandoungouma; les embarcations motorisées de 25 à 60CV peuvent maintenant naviguer sur la rivière Motaba, contre celles de 15 CV, avant les travaux; les paniers de produits de pêche, les matériaux manufacturés, la chikwangue, les cossettes de manioc, les fèves de cacao et autres sont parmi les marchandises qui sont transportées. En dehors des effets économiques que ces travaux ont générés, on note une bonne accessibilité des populations riveraines aux structures sanitaires et une amélioration de l'habitat du fait d'importants échanges des produits de construction avec le département voisin de la Sangha.

ii) Human and social capital

181. **L'impact sur le capital humain et social.** Les interventions du PADEF dans le domaine d'organisation des paysans à travers les Groupements d'Intérêt Economique des producteurs agricoles, des petits éleveurs et pisciculteurs ainsi que des CMEC, ont laissées une nouvelle façons de vivre en communauté. la structuration du monde paysan est généralement faible au niveau du Congo, et le PADEF faisant suite aux PRODER y a largement contribué. La mutualisation de la production des boutures de manioc et des semences de la variété bété-bété d'Igname a créé des liens sociaux aux niveaux communautés. L'accès aux boutures et aux semences d'igname est rendu facile à grâce à ces liens et capitaux sociaux. Des tontines développées par les femmes à partir des CMEC sont des véritables capitaux sociaux, qui impactent très positivement l'accès aux ressources financières des femmes et renforce leur capital et fond de roulement pour les activités de petit commerce dans les milieux.

*"Notre caisse mutuelle a permis à ces jours à plus de 100 femmes de s'organiser en tontines. L'activité consiste à récolter une somme de 2000 FCF par jour et par femme. Cette somme mise ensemble permet de financer de manière rotative, des petits prêts à hauteur de 150 000 FCFA, aux femmes membres pour leur permettre d'accroître leur capital. Avec cette activité, notre CMEC a permis de viabiliser le petit commerce de ces femmes et leur a donné une taille viable à être éligible au crédit. Nous avons l'idée d'étendre cette sur les autres caisses de la région. Car c'est très efficace, adapté à la situation des femmes et se fait à moindre frais" **Stephie, gérante de la CMEC de Djambala***

182. Le PADEF a laissé des connaissances, des capacités et un riche capital humain dans les domaines de gestion des organisations et regroupements (GIEC), l'assainissement des cultures, la micro et macro-propagation du matériel végétal (manioc et banane), la conduite d'aviculture et pisciculture, de réhabilitation des routes de dessertes agricoles et des voies navigables. On remarque également le développement de la culture de prise d'initiative pour l'identification des goulots d'étranglement et la recherche des pistes de solutions dans le chef des responsables de CMEC qui ne cessent de réfléchir et mettre en places de nouveaux produits financiers en faveur de leurs membres.

iii) Food security

183. **Impact sur la Sécurité alimentaire.** En utilisant la méthodologie de perception des ménages pour déterminer l'échelle de l'insécurité alimentaire de ces ménages, l'enquête socioéconomique du PADEF révèle que la situation alimentaire générale s'est détériorée en 2019 pour la majorité des ménages enquêtés, comparativement à la situation alimentaire de 2015. Les résultats montrent que 27,2% de ménages affirment que leur situation alimentaire s'est améliorée contre 38% en 2015 et par ailleurs, 58,4% de ménages indiquent que leur situation alimentaire s'est dégradée en 2019 contre 38% en 2015. On note quand même des disparités alimentaires dans le pays. Le record de la situation alimentaire dégradée est détenu par les ménages du Pool (85%) suivi de la Cuvette-Ouest (74,2%), la Sangha (74,2%) et les Plateaux (72,5%).

184. En dépit de ce tableau alimentaire sombre du pays, les résultats de l'enquête socioéconomique montre que les ménages appuyés par le PADEF ont eu une situation alimentaire plus confortable que ceux non appuyé, comme l'indique les données du tableau suivant.

Tableau 14: Situation alimentaires des ménages

Catégories des ménages	Situation alimentaire des ménages (%)		
	Améliorée	Dégradée	Pas changée
Témoins	27	56,9	16,1
Bénéficiaires du PADEF	29,5	58,5	11,9

185.

Source : Enquête socioéconomique PADEF, 2019

186. Le Pourcentage des ménages qui ont amélioré leurs situation alimentaire est plus élevé chez les manages appuyé par le PADEF que celui des ménages non appuyé. Il en est de même que pour les ménages qui ont réussi à garder leur situation alimentaires au même niveau que celui de 2015 sans se détérioré.

187. Si on analyse la situation alimentaire du pays, on s'aperçoit que la mauvaise situation de sécurité alimentaire est plus liée à l'accès aux aliments à cause de baisse du pouvoir d'achat des ménages. Le PADEF a très sensiblement influencé la disponibilité alimentaire dans le pays. L'offre du manioc dans le pays s'est sensiblement améliorée. La disette n'est presque pas évoquée pour le manioc qui est l'aliment de base des populations. L'introduction des boutures saines de manioc dans les 10 départements a permis une amélioration de l'offre de ce produit sur le marché domestique. Dans les 10 départements cibles le constat est similaire. Les produits à base de manioc ont réapparu sur les marchés et de façon permanente. Le prix du sac de fufou a même baissé à 15 000 FCFA alors qu'il se négociait jusqu'à 45 000 FCFA en 2004. Dans la Sangha, les populations n'importent plus le gari gombo (manioc du Cameroun). Il en est de même dans la Likouala, les populations n'importent plus le manioc de la RDC. Dans le Pool, les populations sont unanimes, elles ne s'approvisionnent plus en manioc à Brazzaville et en RDC. Dans le Niari, l'exportation au Gabon des produits à base (pâte rouie) s'est de plus en plus développée. Dans le district de Divenié, d'un véhicule de 20 t par semaine on est passé à 6 véhicules de 20 t par semaine) qui viennent s'approvisionner en manioc produit localement.
188. Néanmoins, quelques problèmes de rareté de manioc ont été signalés dans le département de la Lékoumou plus précisément dans le district de Zanaga et de Komono à cause de la résurgence de la mosaïque et d'autres maladies du manioc. Ce même problème se pose aussi dans le département de la Cuvette plus précisément dans le district de Ntokou. Le département du Pool est également confronté à de sérieux problèmes de sécurité alimentaire suite à l'abandon des champs pendant deux ans par les ménages et qui a entraîné une dégénérescence des boutures de manioc.
189. **L'impact sur la nutrition.** L'enquête de référence du PADEF conduite en 2015 avait ressorti globalement que l'état nutritionnel des enfants des départements d'intervention du Proder 2 devrait être considéré comme relativement préoccupant. Le niveau de malnutrition chronique des enfants (rapport taille/âge) était en moyenne de 24,6% sur une étendue de 20,8 à 28,1%. L'insuffisance pondérale, quant à elle, avait atteint la valeur de 24,7% (sur une étendue de 18,8 à 30%). L'enquête avait montré que le pourcentage des enfants ayant un bon état nutritionnel était faible dans les trois départements. Pour les enfants de 1 an, la malnutrition chronique atteignait les 10%. Par contre le niveau d'insuffisance pondérale était assez alarmant, au point où, elle pouvait être facilement basculée vers la malnutrition aiguë, dont le niveau global moyen était estimé à 5%. La situation nutritionnelle des parents était significativement satisfaisante. Cependant les mères présentaient des tendances de maigreur légère et de surpoids relativement élevé et près de la moitié des mères des ménages bénéficiaires présentaient un état nutritionnel normal. Alors que la quasi-totalité des pères présentent, quant à eux, un état nutritionnel normal.
190. Bien que l'enquête nutritionnelle à l'achèvement n'ait pas montré les évolutions sur l'état de la malnutrition infantile, l'enquête montre une amélioration de la situation nutritionnelle (47,2 %) dans le département de la Bouenza durant les cinq dernières années. Par contre, dans les départements de la Lékoumou et du Niari, la situation nutritionnelle s'est dégradée avec des pourcentages de 56,3 %. Dans les départements de la Cuvette, Cuvette-ouest et les Plateaux, la situation alimentaire s'est dégradée avec respectivement 69,2 %, 74,2% et 72,4 %. La situation nutritionnelle s'est beaucoup dégradée dans les départements du Pool (85,0 %) et de la Sangha (74,2 %). Dans l'ensemble, l'état nutritionnel des mères est normal (61.5%). Cependant, on note 10,5% de maigreur légère et 1,8% de maigreur sévère. Les pères présentent un état normal (74,2%) avec 10,2 % de maigreur légère et 3,6 % de maigreur sévère.

iv) Agricultural productivity

191. **L'impact sur la productivité agricole.** Les appuis techniques, financiers et en intrants agricoles du PADEF en faveur des agriculteurs, éleveurs et pisciculteurs se sont traduits par l'amélioration considérable des rendements de ces cultures comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 15: impact du PADEF sur la productivité agricole

Cultures	Sans projet (t/ha)	Avec Projet		
		Cible visé (t/ha)	Ciblé atteint (t/ha)	Taux de réalisation
Manioc	15	18,75	25	133%
Igname	3	3,75	9,5	253%

Banane	8	8,8	11	125%
Soja	0,5	0,55	1,5	273%
maïs	0,8	0,88	1	114%

192.

Sources : Rapport bilan de la composante agropastoral du PADEF, décembre 2018

193. La vulgarisation des pratiques auprès des producteurs améliore de 25% les rendements de manioc et de l'igname et de 10% pour la banane, le maïs et le soja. A son achèvement, le Programme a considérablement amélioré les rendements de ces cultures jusqu'à dépasser largement les cibles prévues à la conception. Si on considère les chiffres de la conception, il y a lieu de souligner que ces chiffres avaient été largement sous-estimés. Ce qui conduit à des taux réalisations très élevé pour le PADEF. Si on considère par exemple le manioc, les performances obtenue, bien que très encourageantes si on les compare avec les cultivars locaux non résistants à la mosaïque, les cultivars diffusés par le PADEF atteignent par exemple 30 à 40 t/ha, en milieu paysans des zones forestières du Cameroun et de la RDC et 25t /ha dans les régions savanicoles peu fertiles. La variété bété bété de l'igname, ont des productivités dépassant les 25t/ha au Cameroun et en Afrique de l'Ouest. Le rendement le plus élevé (maximal) obtenue avec le PADEF est de 14 t/ha et 5t/ha dans les régions moins productives. Il en est de même pour maïs et le soja qui dans certains pays de la région les rendements atteignent 2 à 4 t/ha. Comparativement aux rendements des autres pays, le PADEF a eu des bonnes performances, en matière de productivité agricole, pour le manioc mais un peu moins pour les autres cultures.

194. Pour ce qui concerne les filières animales le document de conception n'a pas prévue des cibles à atteindre. L'évolution des indicateurs techniques comme le taux de mortalité, le taux de ponte, la vitesse de croissance des poulets, n'ont pas été collecté afin d'apprécier les performances et les effets des interventions du PADEF sur la productivité de volailles. Le premier cycle de pilotes piscicoles dans le département du Pool (district de Luigi) a montré qu'en utilisant les bonnes pratiques piscicoles (alevin de tilapia mâle mono-sexé de 40g), aliment complet, densité respectée), il est possible de produire en 6 mois du poisson marchand d'un poids moyen de 300g. Ce qui est une performance moyenne et acceptable, étant données que les autres programmes dans le pays et dans la région les pisciculteurs atteignent 300 à 500g de poisson Tilapia dans 6 mois d'élevage.

v) Insitutions and policies

195. **L'Impact sur les institutions et les politiques publiques.** Les interventions du PADEF ont sérieusement impacté les dispositifs de recherche et de gestion de risque Phytosanitaires. Dans le cadre des conventions avec IRA, initié par le PADEF, qui a permis de former les personnels, des travaux sur la mosaïque et l'assainissement des clones du germoplasme de l'IRA ont repris ainsi que la collaboration avec *Laboratoire de Phytatrie de l'IRA et le Centre National de Lutte contre les Maladies des Cultures (CNLMC)*. La dotation en équipement du laboratoire de l'IRA pour la production de vitro-plants et des rejets de bananier sains a permis au centre de bénéficier des équipements modernes. L'IRA dispose maintenant des capacités techniques pour mener les activités d'assainissement des écotypes locaux et produire des vitro-plants de manioc à partir du matériel végétal assaini et des clones élites de l'IITA tolérants/résistants à la mosaïque. Les bases mises en place par les PRODER et le PADEF en matière de développement des filières manioc et Banane, ont permis au Gouvernement et les acteurs du secteur agricole de retenir ces deux filières avec le cacao, comme trois filières prioritaires du PND du pays pour les 5 prochaines années.

196. Les GIEC et les CMEC sont devenues des institutions incontournables dans les questions touchant l'agriculture et le développement rural dans ce pays. Dans les réflexions actuelle au sien du Gouvernement, de mettre en place de « Agences Agricole et Agence d'élevage », Comme des nouveaux outils de pilotage de développement agricole du pays, le Gouvernement donne une place de choix et des rôles importants aux GIEC et aux CMEC. Ce qui rendra ces institutions incontournable en matière de développements des stratégies et des politiques publiques du pays.

197. La réhabilitation et l'équipement des bureaux de deux (2) directions départementales²⁶ de l'Agriculture a permis aux agents du MAE de travailler dans des conditions descentes. La formation des DDA/E/P et des chefs de secteur agricole (CSA) en techniques de multiplication des boutures saines de manioc et dans la conduite des élevages avicoles et piscicoles a permis aux GIEG d'adopter rapidement les techniques de multiplication de bouture saines de manioc et de maîtriser l'aviculture villageoise particulièrement les techniques de reproduction en utilisant les poules locales et les couveuses modernes en location. Les CSA sont plus sur le terrain et de moins en moins cantonnés à des tâches administratives peu valorisantes. Selon les résultats de l'enquête, 70% des producteurs et productrices ont reconnu avoir bénéficié des appuis conseils des services de vulgarisation du MAEP.

vi) Access to markets

198. **L'amélioration de l'accès aux marchés**, passant de 82% de ménage en 2015 à 86,2% en 2019, a également amélioré la résilience des bénéficiaires du PADEF. Par rapport à l'enquête de la situation de référence en 2015, les ménages agricoles vendent facilement leurs produits en 2019. La réhabilitation de certaines pistes et des voies de navigation a favorisé le désenclavement de certains bassins de production et l'accès aux marchés. Elle a produit quelques effets socio-économiques qui commencent à se manifester avec l'accroissement du trafic et des activités économiques induites. Le temps de transport s'est considérablement réduit et une nette augmentation des échanges entre les produits agricoles et les produits manufacturés de la ville est constatée. La fréquence de véhicules et des embarcations augmente (variable d'une zone à une autre). Par exemple, 3 à 4 fois par semaine, des véhicules gabonais s'approvisionnent en vivres dans les villages bordant la piste Odikango -Abolo. La régularité du transport des produits agricoles vers les principaux centres de consommation a eu pour conséquence, une augmentation du revenu du paysan d'au moins 50%.
199. La réhabilitation de 248 km des voies navigables secondaires dans la Likouala a amélioré l'accès des producteurs aux marchés. Tous les acteurs : le Conseil départemental, Sous-préfectures, les usagers, les ONG prestataires, la Direction Départementale de la Navigation Fluviale (DDNAF) et les populations riveraines se félicitent des résultats obtenus après la réhabilitation. Les améliorations observées portent sur la réduction du temps de voyage; l'augmentation du trafic; la circulation des personnes et des biens; l'augmentation des échanges interdépartementaux entre la Likouala et la Sangha; l'accès aux zones de production (zones de pêche et des exploitations agricoles); le temps de transport des embarcations de tonnage important a été divisé par six; la navigation des embarcations de plus de 10 personnes avec de grands tonnages est devenue possible sur la rivière Mandoungouma; les embarcations motorisées de 25 à 60CV peuvent maintenant naviguer sur la rivière Motaba, contre celles de 15 CV, avant les travaux; les paniers de produits de pêche, les matériaux manufacturés, la chikwangue, les cossettes de manioc, les fèves de cacao et autres sont parmi les marchandises qui sont transportées. En dehors des effets économiques que ces travaux ont générés, on note une bonne accessibilité des populations riveraines aux structures sanitaires et une amélioration de l'habitat du fait d'importants échanges des produits de construction avec le département voisin de la Sangha.

D.3. Gender equality and women's empowerment

200. La conception du PADEF était basée sur le plan d'action du FIDA relatif à l'intégration des questions de parité hommes-femmes avec un accent particulier sur les femmes pauvres et les jeunes. En plus du fait que dans plusieurs GIECs, la moitié des membres soit des femmes, On trouve également plusieurs GIECs dirigés par les femmes.
201. Le PADEF a amélioré la situation économique et sociale des femmes pauvres, notamment en leur facilitant l'accès aux boutures saines et des semences d'igname à haut rendement, à l'élevage de la volaille et à la pisciculture. L'objectif établi à la conception concernant la proportion des femmes participant aux activités du Programme a été atteint. Au moins 50% des bénéficiaires des appuis du Programme dans les GIEC sont les femmes. Les indicateurs de performances et d'impact du système de suivi évaluation ont été ventilés par sexe.

*Notre GIEC est composé de 7 femmes et 3 hommes. Je suis la Présidente et ma collègue, une autre femme, est la Vice-Présidente. Le secrétaire de notre Groupement est un Homme. Je suis très contente car dans le passé, la fonction de Secrétaire était généralement laissée aux femmes et les Hommes prenaient le rôle de Direction. Aujourd'hui nous avons ce rôle de Direction et notre GIEC est parmi le meilleur de la Région. Nous avons 8 ha de manioc alors les GIEC voisin qui est dirigé par les hommes ne dépasse pas 3 ha. Nos projets ont permis à nos membres femmes de s'acheter des parcelles à Pointe noire. Ceci change la perception de la communauté sur les capacités des femmes. On dit aujourd'hui que « Basi bakomi kotanga Mboka », c'est-à-dire « les femmes commencent à construire le village » contrairement à l'adage populaire « Basi batongaka Mboka te » c'est-à-dire les femmes ne peuvent jamais construire un village. **Marceline, Présidente du Groupement « Femmes Actives ».***

202. Des performances en leadership féminin ont été également constatées dans le domaine des CMEC dans les activités des finances rurales au niveau de la gestion des CMEC. A titre d'exemple, la CMEC de Djambala, l'une des rares caisses qui présentent son bilan annuel sans difficulté est gérée par une gérante femme et une caissière femme.

D.4. Adaptation to climate change

203. En principe, pour faire face aux modifications des conditions climatiques, les petits producteurs ont adapté le calendrier cultural et tentent de diversifier les sources de revenus (des pratiques extensives vers les pratiques plus intensives). Certains s'engagent dans les AGR hors agriculture (petit commerce). En dépit de ces efforts, le projet n'a pas suffisamment travaillé sur les techniques résilientes aux changements climatiques. Dans plusieurs localités, il a été rapporté que les risques des effets des changements climatiques est l'une des causes d'hésitation des

agriculteurs à prendre des crédits au près des CEMEC de la région de Madingou et Dolisie.

D.5. Environment and natural resource management

204. Le RPE du PADEF situait les risques d'incidence sur l'environnement au niveau des activités de désenclavement des bassins de production et de l'intensification de la production agricole. A la fin du Programme, quoiqu'aucune étude d'impact environnemental n'ait été réalisée, le constat est que la construction des ouvrages de franchissement et la réhabilitation des pistes n'a en rien modifié ou altéré le milieu. Sur la production agricole, la multiplication des boutures de manioc, des semences d'igname et des rejets de bananier n'a pas utilisé des pesticides ni des engrais chimiques. Le Programme n'a pas induit une augmentation excessive des superficies cultivées et il n'est pas relevé des actions d'agressivité de la forêt. Par contre, le Programme a introduit dans sa zone d'intervention le MUCUNA qui est une plante fertilisante qui permet de régénérer la fertilité des sols et limiter la déforestation, grâce à la sédentarisation des agriculteurs.
205. *"Le travail dans le GIEC nous impose une certaine durabilité dans notre façon de faire le champ. Avant le GIEC, nous étions presque en train de changer tout le temps des sites de production, à cause de problème de fertilité des sols. Itinérant. Ce qui rendait impossible la construction des dispositifs durables de transformation primaire de notre manioc. On était obligé de faire tout le temps des dispositifs précaires et temporaires. Depuis que le GIEC nous a sensibilisés sur le Mucuna, nous avons constaté que la fertilité des sols se régénère vite. Regarder vous-même comme cette plante (Mucuna) pousse partout sur notre site. Il n'y a plus de raison de changer les sites de production. Avec la culture de Mucuna comme plante fertilisante, nous sommes restés sur ce site pendant déjà 4 ans déjà et nous allons continuer à y rester. Ce qui nous avantage car nous pensons maintenant à long terme, des dispositifs de rouissage de manioc, de séchage, de puits ou forage ect. En devenant Sédentaire, notre GIEC a fait des économies et acheté un camion pour aider l'évacuation de nos produits", **Passimona, Président du GIEC « Makwa Manzambi » à Dolisie.***
206. En utilisant le logiciel EXACT de la FAO, les techniques agricoles diffusées, les superficies ouvertes durant les 5 ans de mis en œuvre du PADEF pour les cultures vivrières annuelles et une période de capitalisation de 15 ans, ainsi que les émissions des déjections de l'élevage de volaille diffusé par le projet, le bilan carbone du PADEF est positif. Le PADEF est donc considéré comme un projet émetteur de gaz à effet de serre. La quantité totale de GAZ à effet de serre qui seront émise durant 20 ans est évalué à 25 210 tonnes d'équivalent CO2 soient 1 261 tonnes par an. Cette quantité peut cependant être compensée par une reforestation conséquente.

D.6. Targeting and outreach

207. Au moment de l'achèvement du PADEF, le programme a atteint 21 251 bénéficiaires directes du programme dans le domaine de la production des plantes à tubercule sur une prévision de 15000 bénéficiaires du document de conception. En outre, le programme a atteint 682 ménages producteurs de maïs et de soja ainsi que 535 petits aviculteurs et 340 pisciculteurs ont été atteints par le programme. Ces bénéficiaires sont essentiellement constitués des petits producteurs agricoles des cultures vivriers (manioc, igname, maïs et soja), des petits éleveurs familiaux des volailles et pisciculteurs familiaux ; dont la moitié de ces exploitants sont constitué des femmes. A son achèvement, les bénéficiaires indirects n'ont pas été quantifiées. Mais on peut citer des cinquantaines de milliers des producteurs de manioc bénéficiant des boutures au près des GIEC hors contrat PADEF, des dizaines des bénéficiaires indirectes des semences d'Igname, de maïs et de soja ainsi que des bénéficiaires des actions de désenclavement (routes de dessertes agricoles et voies navigables) et des services de CMEC.
208. L'approche du Programme de travailler avec les Groupements de producteurs et d'autres organisation paysanne, dans un partenariat basé sur la performance, dans une dynamique de professionnalisation, dans le cadre d'une approche de développement de chaînes de valeur a permis de limiter la capture des ressources du Programme par les élites. Un total de 445 GIEC ont été appuyés ainsi que 17 pilotes piscicoles.
209. L'une des cibles important du projet était les peuples autochtones. Bien que plusieurs GIEC des peuples autochtone ont été appuyés pour la production de manioc et d'igname mais, le programme n'a pas généralisé la prise en compte des peuples autochtones dans les autres volets du PADEF, notamment, l'élevage, la pisciculture et les finances rurales.

*"Notre GIEC est composé de 19 personnes, 12 hommes et 7 femmes, tous peuples autochtones. Nous avons reçu l'appui du PADEF et nous avons cultivé 2 ha de manioc et 1 ha d'igname. En plus, moi-même j'ai 1ha de manioc. Avec ces activités, nous avons compris que la seule différence entre nous les peuples autochtones et les bantous c'est simplement le fait que eux ils ont plus de revenu que nous. Dans ce contexte nous sommes obligés de travailler pour eux et les enrichir davantage. Depuis que je fais aussi mes champs comme eux, je vends mes sacs de manioc et je gagne des revenus même plus que certains bantous et ils me respectent. Je suis devenu le pasteur du village. Voici ma case qui est juste derrière vous. A droite ces sont les cases des bantous et à gauche les cases des peuples autochtones. Vous voyez vous-même la différence. Ma case est comme celles des bantous. Je sensibilise les membres de notre GIEC pour travailler davantage et avoir les revenus pour être respecté par les bantous". **Ferdinand, Président du GIEC Peuple autochtone de Nsah***

210. Sur le plan géographique, le PADEF a eu une envergure nationale. Il a atteint 10 de 12 départements (Plateaux, Cuvette, Cuvette Ouest, Niari, Bouenza, Lekoumou, Sangha et Likouala, Pool et Kouilou) avec 86 districts, 3069 villages et 1 588 634 habitants dont plus de 50% de femmes.

D.7. Innovation

211. Les grandes innovations que prévoyait le document de conception du PADEF, par rapport aux PRODER, étaient principalement l'approche filière que le Programme préconisait, avec une intensification de la transformation de manioc. La mise en œuvre de cette composante n'a malheureusement pas eu lieu et les principaux produits prévus dans le document de conception du PADEF n'ont pas été livrés. Le PADEF a surtout capitalisé les innovations réalisées par les Proder 1,2 et 3, qui avait démarré les activités depuis 2004 parmi lesquelles : i) l'introduction des nouvelles variétés de manioc résistantes à la mosaïque et la formation relative à l'éradication de cette maladie ; ii) la mise en place des GIEC multiplicateurs des boutures saines de manioc et d'igname bété-bété ; iii) l'aviculture villageoise.
212. Le PADEF a apporté quelques innovations : i) l'introduction en aviculture villageoise de la race Sussex qui est appréciée pour son poids et sa chair et qui s'adapte aux conditions agro-écologiques locales ; ii) l'introduction de l'élevage piscicole en utilisant la technique de mono-sexage mâle des alevins de tilapia pour la production poisson marchande de 300 g ; et iii) l'introduction des plants de bananier sains.

D.8. Scaling up

213. Le PADEF a capitalisé les acquis des PRODER et a atteint des résultats intéressants qui sont actuellement en train d'être mis à l'échelle par les différents acteurs agricoles du pays. Premièrement, le nouveau PND du pays retient deux filières végétales du PADEF comme des priorités nationales d'investissement pour les 5 prochaines années, notamment le manioc et la Banane. Il est prévu que le gouvernement investisse prioritairement dans ces deux filières, en plus du cacao, durant les 5 prochaines années. En ce qui concerne la filière manioc, le Programme de Développement de l'Agriculture Commerciale financé par la Banque Mondiale, dans son approche d'intervention basée sur le financement à cout partagé, cible la mise en l'échelle des activités de production et de transformation des filières, à travers des micros et méso projets qui seront présentés par les GIEC et les privés. En outre, le Gouvernement est dans les préparatifs de mettre en place des Agences pour le Développement de l'Agriculture et de l'élevage. Dans ce dispositif, un rôle majeur est dévolu aux CMEC, pour renforcer la finance rurale. Des investissements seront mis en place pour créer des réseaux des CMEC, afin d'améliorer leur efficacité. Le PAM est très intéressée, dans un partenariat avec les opérateurs économiques privés d'origine chinoise, pour investir dans le domaine de transformation à grande échelle du manioc en République du Congo, en partenariat avec le FIDA et la FAO. Des Discussions sont également conduites avec le FIDA sur la faisabilité d'une telle approche.
214. Dans le domaine halieutique, le Programme PDPAC, financé par le FIDA, a repris les activités de Production et transformation des produits halieutiques du PADEF pour leur achèvement et mis à l'échelle. Dans ce cadre, les Centres communautaires de pêche et les équipements prévu dans le document de conception du PADEF seront délivrer par le PDPAC.
215. Des discussions sont également conduites entre le Gouvernement et le FIDA pour la formulation d'un nouveau programme agricole au Congo (PADEF-2). Dans ce cadre, le nouveau programme agricole qui sera financé par le FIDA devra se concentrer sur un nombre limité des filières (2-3), de manière à le développer et les faire fonctionner efficacement. Des investissements conséquents doivent être affectés au développement de la transformation et liens avec le marché. Une attention particulière sera également accordée au renforcement et autonomisation des réseaux des CMEC pour assurer un financement efficace des chaînes valeurs agricoles. Les acquis de la diffusion des systèmes agro écologiques durables avec des plantes fertilisante à l'instar de Mucuna et autres techniques agroforestiers devront être vulgarisés, à l'échelle nationale, dans tout le système de productions agricoles.

E. Assessment of project efficiency

216. L'efficacité du projet est jugée insatisfaisante principalement à cause du faible taux de décaissement global et du déséquilibre de décaissement au niveau des composantes et des sources de financement. Le taux de décaissement global incluant les engagements est de 61%. Le PADEF a pu décaisser 99,9% des ressources du FIDA, mais le taux de décaissement global effectif (excluant les engagements) est seulement de 38,15 % suite à la faible mobilisation des ressources du Gouvernement et de l'OFID. Mais sur les ressources du FIDA, on note aussi un déséquilibre entre les composantes: les composantes 1 et 2, le cœur même du développement des filières, n'ont décaissé que moins de 50% (respectivement 49 et 18%) alors que les composantes 3 et 4 ont largement dépassé les allocations prévues à la conception du programme et des réallocations du RMP. Le taux de décaissement de la composante 3 est estimé à 160% face à taux de réalisation physique des activités, estimé à 46%. La composante 4 (coordination et gestion), a consommé 215% des ressources prévues.

217. Le taux de rentabilité interne du Programme est, par contre, très satisfaisant (16%) comparativement au taux de 17% visé lors de la conception du programme en se référant au taux de 6,5% du coût d'opportunité du capital dans la zone CEMAC.

E.1. Project costs and financing

218. Le financement global initial du Programme est estimé à 17,35 millions de \$EU pour une durée de 5 ans, auquel s'ajoutent 7 millions de \$ du prêt OFID, pour faire un total de 24.35 millions de \$. La contribution financière du prêt FIDA est de 57% soit 9,8 millions USD. L'engagement financier du Gouvernement du Congo était de 7,01 millions USD, soient 40% du budget total. Un déficit de 500 000 \$US (3,1%) devait être apporté par les autres bailleurs non identifiés. Le tableau suivant résume la situation financière du Programme par bailleur.

Tableau 16: situation financière du projet par bailleur(avec engagements)

Financiers	Allocation initiale		Décaissement	
	USD	contribution au Budget	USD	Taux de décaissement
FIDA	9 805 000	40.2%	9 722 000	99%
GOUVERNEMENT	7 012 000	28.7 %	2 636 000	38%
OFID	7 000 000	28,7%	2 483 187	35,4%
AUTRES	533 000	2.1%	0	0%
Total	24 350 000	100%	14 841 187	60,9 %

219.

Source : reconstitution par la mission à partir du rapport Financier PADEF, Avril 2019

220. A l'achèvement, le taux de décaissement global est de 61% en incluant les engagements non liquidés sur les ressources du Gouvernement et de l'OFID. Mais en excluant ces engagements, le taux de décaissement global effectif du projet s'élève à 38,15%. Le Prêt du FIDA a eu un effet de levier financier très satisfaisant, avec un taux de décaissement de 99%, comparativement au taux de décaissement de 38% par le Gouvernement, qui peut être considéré comme modérément insatisfaisant en comparaison à des projets de même nature dans le pays et la sous-région. Des déséquilibres criants de taux de décaissement par composante tel que le montre le tableau ci-dessous indique une performance très insatisfaisante du programme.

Tableau 17: Décaissements du projet (fonds FIDA et Gouvernement) par composante avec engagements

Composantes	Budget Initial (UDS)	Réallocation RMP (USD)	Décaissement (USD)	Taux décaissement par rapport-RMP
Appui à la production	7 000 000	9 227 630	4 503 745	49%
Appui à la transformation et commercialisation	5 139 000	3 248 935	598 964	18%
Renforcement des capacités	2 619 000	724 903	1 162 142	160%
Coordination-Suivi-Evaluation	2 591 000	4 147 532	6 089 621	147%
TOTAL	17 349 000	17 349 000	12 354 472	71%

221.

Source : Rapport Financier PADEF, Avril 2019

222. Réallocation des ressources après la revue à mi-parcours. La RMP a permis une réallocation budgétaire du financement FIDA avec effet au début de l'année 2016. Ce recadrage a permis de renforcer les composantes 1 « Appui à la Production » et 4 « Coordination et Gestion Programme » dont les enveloppes ont respectivement été revalorisées de 73% et 71%, au détriment des composantes 2 « Appui à la transformation, conservation et commercialisation » et 3 « Renforcement des capacités » dont les budgets ont été réduits de -87% et -80%.

223. En termes de performance par rapport aux prévisions de dépenses par composante, la situation se présente comme suit : i) composante 1 Appui à la production, 49% ; ii) composante 2 Appui à la transformation et commercialisation, 18% ; iii) composante 3 Renforcement des capacités, 160% ; iii) composante 4 Coordination, Gestion et Communication, 147%. Ce déséquilibre est très marqué si on considère les allocations budgétaires à la conception du programme.

224. Cependant, l'analyse de la structure budgétaire permet de constater que 02 composantes sur 4 n'ont pas pu atteindre la barre de 50% après réallocation budgétaire à mi-parcours. Il s'agit du composant n° 1 « Appui à la production » qui a réalisé 49% et de la composante n°2 « Appui à la transformation » avec une performance très faible de 18%. Parallèlement, les composantes 3 et 4 ont explosé et atteint un taux d'exécution financière respectivement de 160% et 147 %. Cette situation justifie l'effet de la pertinence du recadrage budgétaire intervenu en 2016.

225. La réallocation n'a pas tenu compte des reliquats budgétaires antérieurs. Ce traitement a eu comme conséquence à la clôture, un dépassement excessif sur certaines lignes budgétaires allant jusqu'à 114%. Après la revue et subséquemment au recadrage budgétaire en 2016 (réallocation), le taux de décaissement du FIDA a augmenté de 45% en 2015 à 57% seulement en 2 ans de mise en œuvre (2016/2017). Cette performance témoigne d'une bonne sensibilité du Programme au recadrage budgétaire et d'un réel problème de formulation du Programme en termes de planification/adéquation entre les besoins réels et les financements alloués. Du côté du Gouvernement, l'effet a été contraire, 23% avant la revue à mi-parcours et 15% après la revue. Le mauvais niveau de décaissement des fonds de contrepartie en est principalement la cause.

226. Déboursement par catégorie de dépenses. Le taux global de réalisation financière du programme tous financements confondus établi à 71% peut être jugé de satisfaisant, tout en précisant que ce résultat intègre la projection des dépenses post-clôture évaluées à 77 269 USD sur le financement FIDA. L'analyse de la structure des catégories permet cependant de constater que 2 catégories sur 8 ont dépassé le seuil de 100%, il s'agit de : Contrats et conventions 107% et Fonctionnement 215%. La catégorie « Génie civil » n'a réalisé que 15%. Ce mauvais résultat s'explique par la mauvaise performance du financement de contrepartie.

227. Le taux de réalisation financière globale, des fonds FIDA, est de 99%. Il est jugé de très satisfaisant (6/6). Au niveau structurel, on note une stabilité très satisfaisante de l'exécution budgétaire en termes d'équilibre entre les prévisions du « budget réalloué » et les dépenses par catégorie. Aucun dépassement excessif n'a été relevé.

228. Pour ce qui est des fonds du Gouvernement : La performance globale de 38% reflète bien le faible niveau des décaissements de l'Etat. Cependant, un décaissement de 445 323 USD a été réalisé pour la catégorie « Assistance

technique » alors que le budget initial n'avait prévu aucun coût.

E.2. Quality of project management

229. L'équipe de l'Unité nationale de gestion du projet est composée de (1) Coordinateur, (1) Responsable administratif et financier, (1) Responsable de la Programmation, Suivi-évaluation, (1) Chargé d'appui en programmation, suivi-évaluation, (1) Chargé de la communication et gestion des savoirs, (1) Responsable de la passation des marchés, (1) Assistante en passation des marchés, (1) un comptable, (1) assistante administrative et financière, (1) assistante de direction, (1) spécialiste en infrastructures, (1) spécialiste agro-pastoral (1) spécialiste pêche et pisciculture qui a quitté le projet en 2016, sans remplacement (1) responsable du renforcement des capacités qui a quitté le projet en 2014 sans remplacement. Le personnel d'appui composé de (6) chauffeurs, (1) agent d'entretien, et le personnel de sécurité.
230. Au niveau des chacune des dix antennes (correspondant aux dix départements), le PADEF a installé (1) facilitateur, (1) aide-comptable jouant aussi le rôle de secrétaire, (1) chauffeur et des agents de sécurité.
231. Le recrutement d'un Conseiller Technique Principal International (TCP), d'un auditeur interne, et d'un Assistant en Système d'Information Géographique (SIG) n'a pas eu lieu. Le recrutement de l'auditeur interne a été reporté par manque d'un Avis de non objection du FIDA.
232. Deux grands moments ont caractérisé le management du projet. De 2013 à 2014, un climat de grand malaise a régné au sein de l'UNGP, la cohésion est absente au sein de l'équipe, la planification, la passation de marchés et la mise en œuvre tournent au ralenti. Deux coordonnateurs, Deux comptables et une RAF sont remplacés. La gestion du projet s'est considérablement améliorée suite à l'arrivée d'un nouveau Coordonnateur en mi 2014, et d'un responsable administratif et financier expérimentés en 2015. Cette équipe de management a insufflé un véritable esprit d'équipe qui a permis aux différents cadres des différentes composantes d'interagir, de collaborer et de construire ensemble. En cinq ans, se sont donc succédé trois coordonnateurs, deux RAF, trois comptables, trois chargés de la communication et deux assistantes de direction.
233. **Le Système d'informations financières.** Entre la période 2013/2015, le PADEF a connu des faiblesses au niveau de la gestion financière et comptable et particulièrement au niveau de la comptabilité du Proder 3 qui n'était pas à jour depuis plus de 2 ans. A partir de 2015, des améliorations significatives ont été apportées avec le changement de l'équipe en charge de la gestion financière et comptable.
234. Les comptes du PADEF ont été préparés sur la base de l'application systématique des normes comptables acceptables. Le système comptable du Programme est basé sur le principe de la comptabilité d'engagement, système intégré de comptabilité générale, analytique et budgétaire sous TOM 2 PRO. Il est établi sur les règles et principes du Système Comptable du Droit comptable OHADA. Les états financiers ont été produits suivant ce système en respectant les règles comptables spécifiques aux projets. Le logiciel comptable utilisé est TOM 2 PRO.
235. La mission n'a pas relevé des dysfonctionnements susceptibles de remettre significativement en cause l'efficacité et la sincérité du système comptable, et nous considérons l'organisation comptable en place de satisfaisant (5/6). Toutefois, les faits suivants doivent être relevés:
236. Jusqu'au 31 décembre 2017, l'enregistrement dans les comptes du PADEF de la contribution du Gouvernement en numéraire n'avait pas encore pris en compte les transferts de fonds des comptes hérités des PRODER. L'enregistrement se faisait sous la forme de simples mises à dispositions temporaires et non comme de tranches de fonds de contrepartie libérées par le Gouvernement.
237. La mission a aussi relevé que jusqu'à la date de clôture du Programme, la contribution en nature du Gouvernement sous la forme de mise à disposition des équipements hérités des PRODER n'a pas été évaluée et enregistrée dans les comptes du PADEF. Il s'agit de véhicules, du matériel et mobilier de bureau et des ordinateurs dont la valeur n'a pas été prise en compte comme apport du Gouvernement (Cf. rapport d'audit externe 2017). Ces omissions ont eu pour effet de minorer les actifs du Programme et la part de contribution du Gouvernement.
238. Dans l'optique du PADEF 2, nous recommandons qu'une valorisation de l'ensemble de ces immobilisations soit faite et un transfert officiel soit formalisé par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche pour permettre à la comptabilité d'enregistrer ces équipements au compte contribution du Gouvernement.
239. **Le rythme de demandes de paiement direct (DPD) et demandes de retrait de fonds (DRF)** a atteint son rythme de croisière en cinquième année (3,3 Millions USD en 2017). Cette tendance est la résultante du recadrage budgétaire intervenu en 2016 et dont les effets ont été financièrement perceptibles déjà à partir de 2016 (2,1 Millions USD). Le niveau de paiement direct a été négligeable et sollicité uniquement en 2018 pour une assistance technique à hauteur de 0,08 Millions USD.
240. Le Programme a débuté sa mise en œuvre en 2013 par le mécanisme de préfinancement sur fonds de contrepartie du Gouvernement. La chute en 2018 (0,52 Millions USD) illustre bien l'effet de la mesure de suspension du

portefeuille FIDA intervenu en janvier 2018. La durée moyenne de paiement déterminée sur une base de 25 DRF est de 46 jours. Cette durée paraît excessive en comparaison à la norme généralement admise (22 jours). Ce qui a affecté considérablement la planification et l'exécution des activités du Programme.

241. **Qualité et opérationnalité du dispositif de contrôle interne.** Le dispositif organisationnel du contrôle interne du PADEF n'avait pas intégré les Coordinations départementales et les répercussions sur la qualité de la gestion financière du Programme ont été ressenties, notamment, sur la recevabilité de leurs pièces justificatives de dépenses. Ainsi, sur la période 2013 à 2014, le contrôle interne a été défectueux selon les missions d'audit, qui ont relevé l'absence de « rigueur et de régularité », dans l'exécution des activités de contrôle identifiées dans le manuel de gestion.
242. A partir de 2015, des actions ont été initiées afin d'améliorer la gestion interne du Programme, dont notamment, des missions de contrôle au niveau des Coordinations départementales et une meilleure prise en compte des recommandations des auditeurs.
243. **La Planification du PTBA et gestion budgétaire.** La mise en œuvre des PTBA annuels a été pénalisée par les délais importants dans l'élaboration/soumission à l'ANO ; cela a entraîné une réduction de la période de mise en œuvre du PTBA (en moyenne 7 à 9 mois).
244. Le taux de réalisation financière moyen des PTBA sur toute la période du Programme est de 44%, il peut être jugé de modérément satisfaisant (3/6). Le taux de réalisation financière annuel du PTBA le plus performant a été atteint en 2017 avec 61%, soit la dernière année avant l'entrée en vigueur de la mesure de suspension du portefeuille FIDA. Cette décision justifie par ailleurs la présence du taux le plus faible intervenu en 2018 soit 20%.
245. **Les Opérations de clôture.** Pour s'assurer que le Programme va clôturer ses comptes sans problèmes, la mission s'est intéressée aux engagements non encore liquidés. Il ressort du rapport financier consolidé du Programme un montant de 1 207 415 USD, soit 555 410 829 FCFA reparti entre les bailleurs comme suit, FIDA 346 604 USD et Gouvernement 860 811 USD.
246. Concernant les dettes croisées (inter-fonds) entre bailleurs, au 31 décembre 2018, seul le FIDA devait au Gouvernement la somme de 481 472 USD représentant les préfinancements sur activités. Cette situation a évolué en 2019.

i) Procurement

247. **La passation des marchés.** La responsable de la passation de marchés est présente dans l'équipe depuis 2013 et sera rejointe par une assistante en janvier 2015. La lenteur dans la passation des marchés et les longs délais de traitement des avis de non objection par le FIDA constituent des défis majeurs qui ont handicapé l'efficacité du projet. Des retards aberrants allant de 45 à 368 jours dans la passation des marchés sont constatés entre 2013 et 2014. Une mission de revue des marchés par le Cabinet PRM, en fin 2014, avait relevé des carences graves et des risques sévères dans la passation des marchés. Ce qui motivera le transfert de cette mission à la cellule de passation des marchés du Ministère de l'agriculture en avril 2015 et ensuite, le ré-transfert en septembre 2016 de cette fonction vers l'unité de gestion suite à un constat de lenteur accélérée et d'exclusion du projet dans le processus.
248. Les missions de supervisions de 2015 notent par exemple que l'UNGP n'a pas développé des DAO et DP types. Ceci est la principale source de confusions dans la gestion des contrats : absence de clause de pénalités de retard, amalgame sur la période de garantie, pas de clause réclamant systématiquement les plans de recollement, modifications fréquentes des conditions particulières des contrats, absence de registre de contrats, etc. ces manquements et insuffisances ne militent pas pour une gestion efficace des contrats.
249. La mission est toutefois d'avis que la fonction de passation des marchés s'est améliorée avec le recrutement d'une assistante à la Responsable Passation des Marchés en janvier 2015 et suite au coaching constant de la part du FIDA. Mais un manque de participation des cadres du PADEF dans le choix des infrastructures et un très souvent un manque de différenciation entre les rôles d'études, d'exécution et de contrôle des travaux, non-respect des délais, et des paiements, difficulté à obtenir les spécifications techniques, archivage... Ces failles ont été progressivement corrigées et une plus grande maîtrise du processus de gestion des marchés a commencé à s'établir à partir de 2016. Malheureusement, cette acquisition de compétences n'a pas pu être valorisée dans la dernière année du projet suite à la suspension du portefeuille qui laisse de nombreux chantiers non démarrés ou non terminés.

ii) M&E and KM

250. **L'Unité de Suivi Evaluation du Programme** est dirigée par un Responsable de la Programmation et du Suivi-Evaluation (RPSE). Il est assisté par du Chargé d'Appui à la Programmation et du Suivi-Evaluation (CAPSE) et du Chargé d'Appui à la Communication et Gestion des Connaissances (CCGC) qui appuient le RPSE respectivement

dans les aspects liés à la programmation et suivi-évaluation et à la communication et gestion des connaissances. Le système mis en place en 2013 a été rendu opérationnel en 2014 basé sur un manuel opérationnel, des outils et de protocoles pour les activités de collecte, d'analyse, de rapportage et de partage de l'information. Le projet a mis en place une base de données accessible sur internet, mais qui a subi de nombreuses ruptures dans la mise à jour de la base en raison des tensions de trésorerie récurrentes que le Programme a connues et qui ne lui ont pas permis d'honorer ses engagements vis-à-vis du prestataire chargé de l'hébergement de l'outil sur internet.

251. Le PADEF a produit au cours de sa mise en œuvre quelques supports de communication retraçant les acquis, les innovations et les bonnes pratiques du programme. Ces différents supports ont été publiés sous forme des cartes de vœux, des dépliants, des affiches, des kakemono, des calendriers, des brochures et d'une banderole en bâche. Les principaux thèmes ont concerné l'adoption des boutures saines de manioc et les bonnes pratiques. Entre décembre 2015 et juin 2017, six (06) numéros ont été produits dont un (01) en attente d'impression depuis quelques mois faute de ressources. La parution du bulletin "PADEF Info" diffusé en 150 exemplaires chacune a permis au PADEF d'informer toutes les parties prenantes de la mise en œuvre de ses activités.

E.3. Quality of financial management

252. La notation de la gestion générale du s'est améliorée passant de 3 (insatisfaisante) à 4 (satisfaisante) entre 2015 et 2016, reconnaissant ainsi les efforts fournis par la nouvelle équipe de management. Toutefois, la gestion financière a stagné à 3, et deux indicateurs notés à 2 sont restés préoccupants. Il s'agit de la libération des fonds de contrepartie et du respect des accords de financement dont la principale source de violation se trouve être la non-libération de la contrepartie.

253. Qualification et sélection du personnel: Le personnel de l'unité des finances était composé de (1) Responsable administratif et financier; (1) un comptable, (1) assistante administrative et financière, (10) aides-comptables jouant aussi le rôle de secrétaires dans les 10 antennes départementales. Le personnel a été recruté par appel à candidature et par une sélection conduite par le gouvernement et le FIDA. Le personnel recruté à partir de 2015 avait-il les qualifications et l'expérience requises meilleures que l'équipe précédente qui a démarré le projet. Tout le personnel du projet, y compris celui de l'unité des finances est recruté sur la base des contrats non-renouvelables se terminant à l'exécution du projet. Le personnel des finances a été formé notamment par le FIDA (Abuja mars 2016, Yaoundé septembre 2016) et à l'occasion d'autres formations. En cinq ans, le projet a connu deux RAF et trois comptables. Le projet avait-il du personnel dédié à la passation des marchés.

254. Disponibilité opérationnelle: le projet utilisé une avance initiale équivalent à 200 millions de FCFA qui a permis d'assurer la préparation à la mise en œuvre et au démarrage rapide en 2013.

255. Décaissement: comme mentionné dans le paragraphe sur l'efficience, le projet n'aura décaissé qu'un total de 14 841 187 US\$ sur la totalité de 24 350 000 US\$ de ressources lui allouées, correspondant à un taux de décaissement global de 60.9%. Les principaux goulots d'étranglement ont été causés par le faible niveau de connaissance et d'organisation du service administratif et financier entre 2013 et 2015, ayant entraîné des retards et des lenteurs dans la saisie et l'archivage des pièces comptables, résultant ainsi dans un faible niveau de préparation des DRF et d'un très bas niveau de liquidités. Le nouveau RAF arrivé en mi 2015 a relevé le défi de mettre rapidement en place un système comptable efficace. Les années 2016 et 2017 ont connu des taux de décaissement acceptables. La lenteur dans le traitement des DNO qui a caractérisé la période entre 2013 et 2016 s'est aussi accélérée à partir de 2017. Mais la suspension du portefeuille entre janvier 2018 et janvier 2019 a bloqué cet élan.

256. Suivi budgétaire: de manière générale, les PTBA du projet étaient trop ambitieux et peu réalistes. Le taux d'exécution budgétaire annuelle moyenne a tourné autour de 35%. Le projet a établi des budgets annuels moyens de 3.2 milliards de FCFA (5.6 millions US\$) mais sa capacité de mobilisation et d'utilisation a été d'une moyenne de 1.15 milliards (2 millions US\$). Le système de monitoring du projet a été efficace pour surveiller l'exécution du budget, mais les désarticulations entre les services techniques, la passation des marchés et les services financiers, et surtout les lenteurs dans la préparation et l'approbation des DRF et des ANO ont handicapé la réalisation des PTBA.

257. Flux de fonds: l'avance initiale de 200 millions de FCFA (soit environ 350.000 US\$) n'est pas suffisante pour assurer le fonctionnement d'un programme qui regroupait 3 projets, et devait exécuter un budget important dans 5 années. Le projet a ouvert ses comptes désignés dans des banques privées, notamment la BCI et ECOBANK. Les flux des fonds ont connu des délais importants dans les transferts entre le bailleur et les comptes désignés allant parfois jusqu'à plusieurs semaines. La préparation et la soumission tardive des DRF a conduit à des ruptures fréquentes de trésorerie et un non-respect des procédures du FIDA qui stipulent que la préparation des DRF doit être faite dès que les dépenses atteignent 30% du dépôt initial. Et jusqu'en 2015, les DRFs de PADEF sont en général de très faible qualité.

258. Comptabilité financière et rapport: la comptabilité du projet était automatisée utilisant le logiciel TOMPRO. Le personnel financier a été formé à son utilisation et le niveau général s'est amélioré à partir de 2016. A partir de cette période, le projet a amélioré sa performance pour répondre aux exigences du FIDA en matière de rapports financiers.

259. Audit interne: aucune fonction d'audit interne n'a fonctionné au sein du projet. Les nombreuses hésitations et l'absence d'un ANO du FIDA ont empêché le recrutement d'un auditeur interne, et aucune disposition n'a été prise pour recruter une entité externe pour assurer cette fonction. Cette faille se répercute essentiellement dans la gestion des marchés et des contrats ainsi que dans l'absence de suivi rigoureux de certains chantiers.
260. Audit externe: les comptes annuels du projet ont été audités par des cabinets d'audit privés recrutés annuellement par le projet après ANO du FIDA. On constate une certaine régularité, et une amélioration progressive de la qualité et la rapidité des audits à partir de l'exercice 2015 de sorte que lors de la supervision de mai 2016, le projet reçoit une note 5 sur la qualité et la ponctualité des rapports d'audit. Les audits se sont déroulés et les rapports ont été déposés dans les délais contractuels, de sorte que la suspension de janvier 2018 ne cite pas parmi les causes, les retards dans la production ou la réception des audits. Toutefois, les missions constatent un faible niveau de mise en œuvre des recommandations des audits.
261. Les principales leçons tirées du processus de recrutement des cabinets d'audits privés sont: (1) élaborer des termes de référence clairs et conformes aux exigences du FIDA en matière d; audit (2) s'assurer d'avoir un avis du service financier du FIDA (FMD) sur les TDR avant de solliciter un ANO du FIDA, (c) s'assurer que les auditeurs se conforment aux TDR notamment dans la structure des rapports, la formulation des opinions et les listes de suivi des recommandations, (d) s'assurer que les cabinets se conforment aux délais de production et d'envoi des rapports et (e) de faire une relecture partagée avec le FIDA sur les recommandations des auditeurs et les analyses des revues des rapports d'audits produites par le FIDA.
262. Classement des archives du projet. Les systèmes de classement du projet ne sont pas adéquats à la clôture. En 2015, le projet a acquis un container et certaines composantes ont acquis des disques durs et mis en œuvre un archivage partiel de leurs documents. Toutefois, à la fin du projet, aucun plan d; archivage complet n'est à jour, aucun archivage électronique systématique n'a été effectué et le ministère de l'agriculture, tout en étant responsable des archives pour les 10 prochaines années, prévoit de stocker les documents physiques dans des locaux des anciens PRODER basés à Dolisie et à Oyo. Ce point mérite une attention particulière et il serait intéressant d'inscrire dans le prochain projet, un budget pour un archivage électronique complet de l'ensemble des documents essentiels du PADEF et des PRODER.
263. Manuel de procédures financières du projet: Le projet a disposé d'un manuel de procédures comptables et financières adéquat, qui a été élaboré en 2013. Toutefois, on note un long délai de 2 ans dans son approbation par le comité de pilotage et sa non-objection par le FIDA, qui a retardé d'une part le versement de la première tranche du prêt FIDA et d'autre part a occasionné une faible notation fréquente du projet en matière de gestion financière. Le manuel a été utilisé et mis à jour et qui a été mis à jour et non objecté en novembre 2015.
264. Dépenses inéligibles: Il est noté que jusqu'en 2015, aucune DRF de remboursement ou de réapprovisionnement n'a jamais été payée en entier car il y a toujours des dépenses inéligibles dues soit à une mauvaise imputation au FIDA au lieu du gouvernement soit à l'inclusion de taxes ou à l'application incorrecte des % de financement. L'audit de l'exercice 2013 et 2014 a identifié un montant dépenses. L'audit de l'exercice 2013 et 2014 a identifié un montant de non éligibles s'élevant à 120 710 634 non éligibles s'élevant à 120 710 634 FCFA. La mission de supervision de 2016 a relevé des dépenses inéligibles d'un montant estimé provisoirement à 52 263 445 FCFA. Les deux inéligibles sont essentiellement le fait d'une part du non-respect de la quote-part de chaque bailleur et d'autre part du financement par le FIDA de dépenses relevant de la contrepartie. Le gouvernement a remboursé ces dépenses, mais les dernières dépenses ont fait partie des causes de la suspension du portefeuille en 2018.
265. Suspension: le projet PADEF, tout comme l'ensemble du portefeuille du FIDA en République du Congo a été suspendu du 30 janvier 2018 au 18 janvier au janvier 2019 notamment pour les raisons suivantes: (a) non-paiement de la contrepartie de l'Etat congolais sur le PADEF depuis 2015, (2) non-paiement des arriérés dû au FIDA par le projet sur les projets antérieurs, et (3) non remboursement des dépenses inéligibles du PADEF. Le FIDA a en outre exigé comme condition supplémentaire de levée de la suspension, que le Gouvernement prépare un plan d'action qui permette d'améliorer le contrôle interne des projets. Cette suspension intervenue pendant la dernière année de mise en œuvre a paralysé l'achèvement des certains chantiers qui devraient préparer la consolidation et la durabilité des acquis du projet. L'Etat congolais s'est acquitté des arriérés et des dépenses inéligibles, et a préparé un plan d'action tel que demandé par le FIDA. Cependant, les deux parties ont décidé de confirmer l'achèvement du Projet dans les délais conventionnels et d'enlever la conditionnalité du versement du fonds de la contrepartie par l'Etat. Toutefois, les activités et les engagements planifiés sur cette contrepartie sont toujours en souffrance, et il est attendu que le gouvernement de l'emprunteur s'acquitte de cette obligation en dehors de son contrat avec le FIDA.
266. La politique du FIDA en matière de lutte contre la corruption, notamment des informations sur la hotline, n'a pas été diffusée auprès du personnel du projet, des entités d'exécution, des prestataires de services et des bénéficiaires, en tout cas aucune indication écrite ne permet de le démontrer. Les missions de supervision ont soulevé ce point de lacune à maintes reprises, mais aucune mesure n'a été prise par le projet pour le concrétiser.
267. Actifs du projet: les inventaires des actifs à la fin du projet sont réalisés et attendent l'audit final avant d'envisager tout processus de transfert des actifs du projet. L'audit est en cours mais est en retard.

268. Activités de clôture: (1) soumission des DRF/DPD finales : le PADEF a soumis quatre DRF/DPD (35,36, 37 et 38) dans le cadre de la clôture et prévoit d'envoyer une dernière DPD pour le paiement de l'auditeur externe final et une dernière DRF pour les activités de l'atelier; (2) récupération de l'avance: les DRF 35 et 38 ont permis de reconstituer l'avance initiale, même si la DPD 36 qui devait permettre une récupération unique a été rejetée par le FIDA; (3) audit final inclura un inventaire et un plan de remise des actifs; (4) archivage des dossiers du projet : les dossiers sont prévus d'être stockés à Dolisie et à Oyo. Toutefois, il n'existe pas un plan complet ni un système efficace d'archivage et de stockage adéquat des archives.

E.4. Project internal rate of return

269. Sur le plan de l'analyse Financière, le tableau récapitulatif des résultats ci- dessous indique que l'ensemble des filières appuyées par le PADEF présente une valeur Actuelle Nette positive, excepté le maïs qui ne s'est pas révélé rentable (Ratio cout Bénéfice 0,31).

Tableau 16: la synthèse des résultats de l'analyse financière du PADEF.

F I N A N C I A L A N A L Y S I S	A)	P R O D U C T I O N									
		Farm modif/ not incremental / benefits -NIS (in FCFA)									
		Manioc Moula	Manioc Cossettes	Soufoules (Agri-multiplicateurs)	Soja	Maïs	l'igname	volaille	pisciculture	Banane	CMEC
	PY1	100 000	106 630	936 000	472 750	61 100	529 900	-567 413	1 176 326	-21 602 000	0
	PY2	505 000	1 112 745	1 062 500	835 000	192 400	756 350	479 635	3 154 100	26 567 500	23 777 900
	PY3	505 000	962 926	959 600	1 135 500	177 950	566 375	650 485	2 767 100	26 515 500	23 777 900
	PY4	670 500	1 056 295	1 071 100	1 315 500	297 950	655 675	589 979	2 750 100	26 512 500	23 412 900
	PY5	767 500	962 926	959 600	1 175 500	217 950	666 375	601 365	3 120 100	26 515 500	19 976 000
	PY6	505 000	1 105 495	1 062 100	1 315 500	297 950	655 675	515 135	2 767 100	26 567 500	23 161 900
	PY7	670 500	962 926	956 600	1 175 500	217 950	666 375	615 135	2 750 100	26 240 500	23 412 900
	PY8	505 000	1 105 495	1 062 100	1 315 500	297 950	655 675	615 135	3 120 100	26 567 500	23 777 900
	PY9	670 500	962 926	956 600	1 175 500	217 950	666 375	615 135	2 767 100	26 515 500	19 976 000
	PY10	767 500	1 066 295	1 061 100	1 315 500	297 950	655 675	615 135	2 750 100	26 512 500	23 412 900
	S/C	1,04	1,29	1,02	1,11	0,31	1,40	1,59	1,75	6,69	2,34
	NPV (FCFA) @ 14%	3 463 407	4 701 969	3 277 641	3 490 932	1 066 151	3 677 795	2 005 296	13 652 039	104 476 015	99 286 662

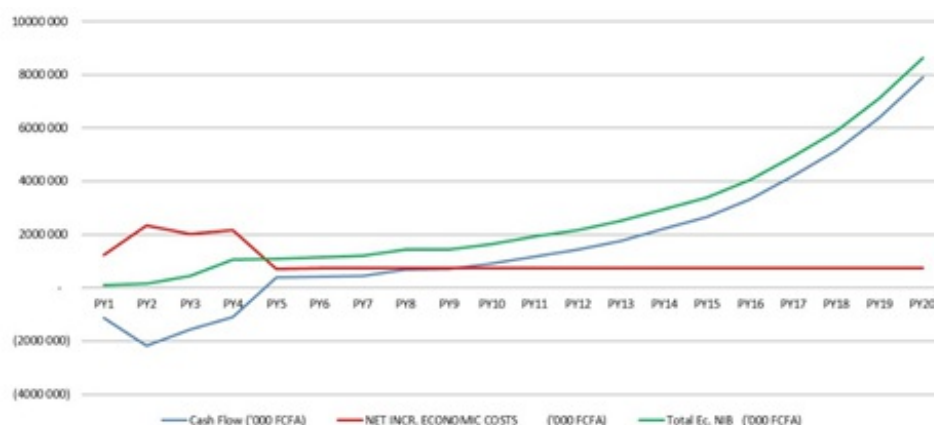
270. L'activité des CMEC qui présente à la fois une Valeur actuel Nette (VAN) de 99 milliards de FCFA et un ratio bénéfice-cout de 2,24. Ce qui indique que chaque FCFA investi dans le CMEC procure un chiffre d'affaire de 2,24 FC et rapporte un bénéfice additionnel de 1,24 FCFA. Cette forte rentabilité est dû au fait que la forme mutuelle utilise une approche de volontariat bénévole, sans couts pour les membres de conseil d'administration. Ce qui pose déjà un problème de motivation et de durabilité de fonctionnement des caisses.

271. De toutes les filières appuyées par le PADEF, la banane est financièrement la plus rentable avec une VAN estimé à 9 milliards de FCFA et un ratio Bénéfice-Cout de 1,83 comparativement aux deux formes commercialisé du manioc, qui sont le manioc Cossettes et la patte rouie, qui présentent des VAN respective de 4,7 millions de FCFA et de 3,5 millions de FCFA et, un ratio bénéfice-coût de 1,24 et 1,04 respectivement. Le ratio coût-bénéfice des parcs à bois de manioc est estimé à 1,02. Les cultures de diversification, notamment l'igname et le soja se sont également révélées rentables.

272. Pour ce qui est de la production animale, la volaille reste l'activité financièrement plus incitative, avec un ratio bénéfice-cout de 3,05, comparativement à ceux de Pisciculture et de la pêche artisanale qui sont estimé à 2,19 et 0,32 respectivement. La pisciculture présente tout de même une VAN de 15 millions de FCFA, montant supérieur à celle de l'aviculture qui est évalué à près de 8 millions de FCFA.

273. Sur le plan de l'analyse Economique : au coût d'opportunité du capital de 6,5%, le PADEF se montre économiquement rentable, avec un Bénéfice actuelle nette actualisé (VAN) estimé à près de 9,5 milliards de FCFA, soient 14 millions de \$ E-U et un taux de rentabilité interne économique (TRIE) de 16 %. Bien que ces chiffres soient en dessous des prévisions lors de la conception et de la revue à mi-parcours du Programme, suite au fait que plusieurs activités n'ont pas été délivrées, ces résultats économiques restent très satisfaisants, d'autant plus que ce programme apporte à l'économie congolaise des gains économiques certains. Le graphique ci-dessous résume l'évolution du cash-flow économique du projet.

274. Graphique : Evolution du Cash-Flow économique du PADEF



275. Bien que légèrement inférieur aux TRIE de la conception (17%), le TRIE qui annule la VAN à l'achèvement est également très satisfaisant du fait qu'il reste supérieur au Taux d'intérêt de 14% appliqué dans le pays par des banques commerciale. En définitif, les résultats économiques du PADEF, à son achèvement, devrait normalement se conforter davantage si on intégrait certains bénéfices non pris en compte dans les calculs en raison de l'insuffisance de données pour leur évaluation. Il s'agit notamment de l'amélioration des conditions de vie des ménages et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, grâce à l'accroissement des revenus et des disponibilités alimentaires, des effets induits des actions de renforcement des capacités sur d'autres types d'activités économiques exercées par les bénéficiaires et des effets multiplicateurs sur le secteur transformation des produits, notamment sur les femmes et les jeunes.

276. L'analyse de sensibilité, résumé dans le tableau ci-dessous indique une bonne robustesse des résultats obtenus.

Tableau : Résultats des tests de sensibilité

F)						
SENSITIVITY ANALYSIS (SA)						
	Δ%	Link with the risk matrix	IRR (%)	NPV ('000 FCFA)	NPV (USD)	
Base scenario			16,0%	9 484 639,88	15 314 150,29	
Project benefits	-10%	Combination of risks affecting output prices, yields and adoption rates	12,7%	5 556 344 485,96	9 078 994 258,10	
Project benefits	-20%		10,5%	3 389 488 350,39	5 538 379 657,50	
Project costs	10%	Increase of input prices or construction material	12,9%	14 003 222 282,40	22 881 082 160,79	
Project costs	20%		11,2%	12 180 017 259,23	19 901 988 985,68	
1 year lag in ben.		Risks affecting adoption rates and low implementation capacity	11,0%	4 096 904 915,03	6 694 289 076,84	
2 years lag in ben.			7,8%	1 099 803 677,03	1 797 064 831,75	

277. Même dans l'hypothèse d'une baisse des bénéfices du projet de 20% ou un accroissement des coûts du projet de 20%, le TRIE du PADEF demeure supérieur par rapport au coût d'opportunité économique du capital de 6,5% appliqué dans le pays et la VAN supérieure à 20 milliard de FCFA (5,5 millions de \$ E-U). Le retardement des bénéfices du projet de 2 ans n'affecte pas la viabilité économique du projet.

F. Partners' performance

F.1. IFAD's performance (Quality of supervision and implementation support)

278. Le FIDA a assuré un suivi de proximité et direct au projet de son démarrage à son achèvement. Sur les 10 missions de supervision prévues, seules 4 missions ainsi que la revue de mi-parcours ont été réalisées. Les missions ont permis de faire évoluer le projet de sa conception originale en élaguant par exemple le volet des petits ruminants. Le FIDA a ouvert en 2011 un sous-bureau à Brazzaville pour être plus proche des projets. Mais ce bureau a été fermé en 2017 et ses fonctions ont été transférées au Bureau Pays basé à Kinshasa à moins de 15 minutes de traversée sur le Fleuve Congo.

279. En outre, le FIDA a fait appel à l'initiative FAO-FIDA, qui a également conduit 3 mission d'appui, notamment, la mission d'identification des besoins en renforcement des capacités des acteurs des filières ciblées, la mission d'appui

pour l'étude de faisabilité de manioc et la mission d'appui dans le volet transformation des produits halieutiques.

280. Certaines décisions ou attitudes du FIDA ont affecté négativement la mise en œuvre du programme à savoir : i) la lenteur dans le traitement des demandes de non objections et des Demandes de paiement (DRF, DPD); ii) le changement fréquent des Chargés de portefeuille (CPM) soit 4 CPM de 2013 à 2018 ; iii) le climat permanent de malentendus entre l'équipe du FIDA et l'UNGP sur des questions stratégiques et opérationnelles, ayant retardé des actions comme celle de la transformation; iv) l'initiative FIDA-FAO sur la transformation du manioc (IFF) dont l'aboutissement tardif n'a pas permis de démarrer à temps les microprojets et a retardé l'opérationnalisation du CCP; (v) la suspension du portefeuille de janvier 2018 à janvier 2019 sans tenir compte de la nécessité de permettre au projet de réaliser certaines activités clés qui auraient contribué à sa consolidation (vi) l'absence de flexibilité du FIDA à proposer une modification de la structure de financement du projet suite au constat des difficultés réelles du Gouvernement à verser sa contrepartie financière; (vii) Un niveau faible de suivi de l'accord de prêt de l'OFID sur le PRODER 3 transféré au PADEF ayant résulté en un faible niveau de mobilisation des ressources et une suspension des décaissements par l'OFID.
281. La réactivité du FIDA dans le traitement des PTBA, des demandes de non objection et des demandes de paiements s'est améliorée entre 2015 et 2017, permettant ainsi d'accélérer les décaissements qui ont atteint leur croisière en 2017 avec un montant de 3 383 374 \$ sur le fonds FIDA. Le bureau du FIDA a commandité une mission d'audit et d'appui à la passation des marchés en 2014 qui a fourni des recommandations. Cependant, le coaching permanent de la cellule de passation des marchés n'a pas été assuré comme recommandé. L'équipe du projet a été associée aux formations et échanges organisés par le FIDA (RDC 2015 et 2018, Abuja 2016, Yaoundé 2016, ...). Toutefois, aucun plan de formation systématique du staff n'a été proposé ni par le FIDA.
282. La suspension des décaissements par le FIDA en janvier 2018 quoique parfaitement justifiée sur le plan légal et financier, a porté un grand préjudice sur la performance du projet en bloquant la mise en œuvre des principales recommandations de la revue à mi-parcours de 2015 et celles issues de la mission de supervision en 2016. Les activités phares des micro- projets de transformation et de commercialisation, le plan de renforcement des capacités des GIEC et des CMEC, l'organisation d'une approche durable/commerciale des boutures et des semences végétales ont toutes souffert de cette suspension.

F.2. Government's performance

283. Le Gouvernement de la République du Congo s'est totalement approprié la conception et la mise en œuvre du projet. Le Gouvernement percevait le PADEF comme une opportunité claire de parachever les acquis des 3 PRODER essentiellement dans la lutte contre la mosaïque du manioc et le passage à échelle de la transformation et de la commercialisation. IL faut souligner que le PADEF était, à sa conception et à son achèvement, le second investissement agricole par le volume, à financement extérieur après le Projet de développement de l'agriculture et des pistes rurales (PDARP), achevé en 2018.
284. Le Gouvernement a organisé toutes les réunions annuelles du comité de pilotage telles que stipulé dans l'accord de financement. Le gouvernement a piloté le recrutement et le suivi-évaluation du staff du projet. Les Directeurs départementaux de l'agriculture ont été responsabilisés comme chefs des antennes du PADEF au niveau des 10 départements couverts par le projet. Ils ont été assistés des facilitateurs recrutés par le projet. Les autorités congolaises ont inscrit le manioc et la banane, deux des filières accompagnées par le PADEF, parmi les 3 filières prioritaires du Plan National de Développement 2019-2022.
285. Pendant la mise en œuvre du projet, le Gouvernement a adopté un certain nombre de réformes et mis en place concernant la réglementation de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture, et a mis en place deux agences chargées d'organiser les filières agricoles.
286. Dans le cadre de la supervision, suites aux dépassements des frais de fonctionnement aux Proder, le MAEP est de plus en plus regardant dans la gestion et la mise en œuvre des projets sous sa tutelle. La pratique du rationnement des missions adoptée par le Ministère a permis de contenir les frais de fonctionnement du PADEF. Mais cette pratique n'a pas facilité le suivi des activités sur le terrain par les Spécialistes animant les composantes opérationnelles et du suivi évaluation. La pratique instituée qui consistait à planifier les missions en avance en accord avec le FIDA et le MAEP n'a pas été bien exploitée.
287. La plus grande faiblesse du Gouvernement aura été: (a) le versement de moins de 40% de son engagement au titre du financement de contrepartie au projet, (b) l'absence d'investissement public dans l'équipement, les installations de travail adéquat et le fonctionnement des directions départementales de l'agriculture, élevage et pêche, limitant ainsi la qualité des prestations des animateurs; (c) l'absence d'un ancrage institutionnel clairement établi du projet (et des projets agricoles) au sein de l'administration du Ministère de l'Agriculture, élevage et pêche. En effet, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Direction Générale de l'agriculture sont telles que la fonction de suivi des projets en termes de planification, mise en œuvre, clôture, archivage et capitalisation est diluée entre plusieurs services et/ou centralisée au sein du cabinet du Ministre.

F.3. Other partners' performance (including co-financiers)

288. Dans la mise en œuvre de la composante « Appui à la Production », le partenariat a été satisfaisant avec l'IRA et les services déconcentrés du MAEP (DDA et CSA). Le partenariat avec les Conseils départementaux a été efficace dans la Sangha et la Likouala. Le recours aux ONG dans l'exécution des travaux de réhabilitation des voies navigables secondaires dans la Likouala a été satisfaisant.
289. Les différents partenaires opérationnels de type privé ou associatif impliqués dans la mise en œuvre du projet sont: les Groupements d'Intérêt économique communautaire (GIEC), les Caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC), les ONG, les entreprises des travaux, ainsi que les prestataires de services intellectuels. Les principales agences gouvernementales locales ou décentralisées impliquées dans la mise en œuvre du projet sont : les Directions Départementales de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche/aquaculture ainsi que les centres de recherche (IRA: Institut National de recherche agricole, Centre National des Semences améliorées). De manière générale, les capacités des partenaires opérationnels sont restées faibles et leurs performances limitées.
290. Les GIEC et les CMEC concentrent au moins deux "générations" d'organisations paysannes depuis celles accompagnées par les PRODER et celles mises en place par le PADEF. A son terme, le PADEF accompagne 705 GIEC manioc, 24 GIEC haricots, 15 groupements de pêcheurs, 44 GIEC maïs mis en place par les PRODER SUD et PRODER 3. Les GIEC restent des petites structures dispersées, atomisées et presque ponctuelles qui ne possèdent aucune organisation commune leur permettant d'assurer leur durabilité ni de devenir une force entrepreneuriale, syndicale et "politique" capable d'influencer l'organisation du monde rural, du marché et des décisions les concernant. Seules trois (3) Unions de producteurs ont été mises en place sur les 20 recommandées. Il s'agit des Unions des bassins de Yaya et de Londéla et Kayes dans le Département du Niari. Dans la réalité, les GIEC sont des structures informelles et dont la durée de vie est corrélée à la durée des subventions des programmes. Les unions issues de ce type de GIEC sont elles-mêmes aussi éphémères, instables et informelles que leurs structures de base.
291. Par ailleurs, la mission constate que le modèle d'organisation des GIEC dans tous les départements, à l'exception de la Bouenza, repose sur une approche de champs ou de production communautaires que la plupart des membres entretiennent tant qu'il existe une subvention du PADEF et qu'ils délaissent aussitôt, au profit de leurs activités individuelles plus productives et plus rentables. Ce modèle communautariste est adapté à la phase actuelle du programme centrée sur l'assainissement, la production et la vulgarisation de matériel végétal comme les boutures de manioc. Mais ce type d'organisation n'est pas adapté ni pour une approche de filière dans un modèle d'entrepreneuriat, notamment dans la phase de transformation et de commercialisation, ni moins pour accueillir les micro-projets censés accompagner ces maillons. La Bouenza pratique traditionnellement un modèle d'Organisations Paysannes axé sur la production individuelle avec l'appui mutuel des membres du groupe. Il serait intéressant pour les prochaines interventions du FIDA de capitaliser ce modèle et de l'utiliser pour améliorer progressivement les GIEC en cours.
292. Les caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC) représentent l'un des plus importants acquis visibles et durables de l'intervention du FIDA en République du Congo, ainsi qu'un atout incontournable dans l'accès au financement dans les zones couvertes par le PADEF. Le PADEF accompagne à son achèvement trente (30) caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC) et Caisses d'équité (CEQ) regroupant 12.434 sociétaires au 31 janvier 2017 selon les chiffres fournies. La quasi-totalité des CMEC et CEQ (29) ont été développées dans le cadre des PRODER 1, 2 et 3, et une seule est issue de l'intervention directe du PADEF, en l'occurrence la caisse de Mossendé dans les Plateaux. Les femmes représentent 25 % des sociétaires contre 61 % d'hommes et 14 % de personnes morales. Deux des trente CMEC (Ngo et Ongoni dans les Plateaux) ont fermé les portes suite à des failles de gestion ayant conduit à des détournements de fonds. Les CMEC de Mossende et de Lekali toujours dans la Région des Plateaux fonctionnent de manière boitillante. La viabilité des caisses n'est [as acquise au moment de l'achèvement du projet: la plupart des CMEC ne disposent pas des capacités de gestion minimales pour produire leurs états financiers, et le pilotage des opérations n'est encadré d'aucune manière. Les GIEC représentent moins de 5 % des sociétaires et le crédit à l'agriculture représente en moyenne 10% du portefeuille des CMEC.
293. La mission de supervision de mai 2016 a identifié 2 défis d'ordre général et 7 défis d'ordre spécifiques que le PADEF devait relever avant son terme pour lancer les CMEC sur la voie de l'autonomisation et de la viabilisation. Ils se résument en (1) vulnérabilités technico-institutionnelles et risques opérationnels importants, (2) appuis insuffisants, incomplets, discontinus et parfois incohérents du PADEF en l'absence d'une technicité experte en microfinance au sein du projet, (3) fonctionnement des CMEC dans l'informel sans agrément pendant 10 ans d'existence, (4) faible niveau de connaissance et de compétences techniques de base des dirigeants et gestionnaires des CMEC, (5) comptabilité manuelle et SIG sommaire et peu fiable, (6) faible taux de pénétration et faible représentativité des GIEC agricoles dans le sociétariat, (7) organisation non professionnelle de la gestion des CMEC, (8) faible niveau de capitalisation et de ressources prêtables de moyen terme, (9) très faibles liens communs et faible niveau d'échange et de partage entre les CMEC pour faciliter la mise en place d'une faïtière. Ces défis demeurent. Le processus d'accompagnement à l'agrément des CMEC et à la création d'une faïtière est resté inachevé, et rien n'indique si et par quel processus il ira jusqu'à son but et son bout.

294. La principale ONG contractualisée par le PADEF par des contrats hérités des PRODER, s'est dénommée ONG prestataire de proximité en micro-finance (OPM). Basée à Dolisie, elle s'est spécialisée dans la promotion des Caisses mutuelles d'épargne et de crédit. Elle s'est dotée d'une capacité d'animation et d'une méthodologie de mise en place des caisses à base mutualiste. Ses principales faiblesses sont (a) qu'elle est restée une organisation à compétence généraliste ne se spécialisant pas dans les avancées du secteur de la micro-finance, (b) qu'elle n'a développé aucune vision de renforcement, de professionnalisation et d'autonomisation des CMEC (c) elle s'est comporté simplement comme un prestataire du PADEF agissant tant qu'il y avait des ressources du projet, sans vision propre pour l'avenir des caisses. Son remplacement par des prestataires individuels en 2016 a amélioré la qualité techniques des services aux CMEC, mais a privé celles-ci d'une structure sur laquelle on aurait pu se fonder pour asseoir progressivement une faïtière viable. L'achèvement du PADEF sans partenaire institutionnel sur les CMEC laisse ces structures en quelque sorte dans le vide.
295. Le PADEF a éprouvé des difficultés à contractualiser avec des entreprises et des ONG viables pour exécuter des chantiers dans des milieux ruraux éloignés. D'abord suite à la faiblesse et à l'étroitesse particulière du secteur privé et du tissu d'ONG dans le paysage du Congo. Mais aussi par les coûts transactionnels très élevés d'intervention dans certaines zones. Ainsi par exemple, pour exécuter les chantiers d'ouverture des voies navigables dans les Départements de la Likouala, le projet a été obligé d'identifier et de contractualiser avec de petites organisations locales sans beaucoup de capacités techniques ni financières, mais qui ont montré beaucoup de volonté et d'engagement dans le travail, et dont les coûts de prestations se sont avérés plus faibles que celles de grandes entreprises.
296. Les entreprises des travaux contractualisées par le PADEF ont souvent fait preuve de certaines failles et négligences constatées sur les terrain par : l'absence des documents de chantiers, l'absence de conducteurs de travaux qualifiés, absence de caution et de garanties, présence de nombreux défauts des ouvrages, mauvaise lecture des DAO. A titre d'exemple, la mission de revue d'achèvement constate que les fissures et suintements dans les bâtiments de certaines CMEC n'ont toujours pas été corrigées par les entrepreneurs. D'autre part, il n'existe aucune preuve que le PADEF ait pu constituer une liste d'entreprises performantes ni une black-liste des moins performantes.
297. La mission constate que les services déconcentrés (Directions Départementales de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche/aquaculture -DDA- et les Chefs de Secteurs Agricole/CSA) sont au stade actuel, fortement dépendants des ressources du PADEF pour jouer leur rôle. Or, aussi bien le niveau des moyens techniques mis à leur disposition que le niveau actuel de leurs capacités en matière d'approche filière limitent fortement les chances qu'ils poursuivent les activités du programme de manière autonome. La plupart des cadres publics rencontrés sont techniquement bien formés en techniques de production, mais mal préparés en termes d'approche filières/ chaîne de valeurs agricoles et en entrepreneuriat à accompagner les populations sur les aspects de transformation, de commercialisation et surtout d'entrepreneuriat et de gestion. Certains CSA manquent des motos pour assurer les déplacements de terrain. Et quand bien même les motos existent, ils doivent compter exclusivement sur les ressources financières du PADEF pour l'achat du carburant et leur fonctionnement faute de crédits suffisants. Les DDA n'ont pas le même niveau d'équipement selon les régions et certains travaillent dans des bâtiments en location. Par ailleurs, l'absence d'animateurs relais limite fortement la capacité des CSA à assurer un encadrement de proximité auprès des producteurs, alors que l'approche de filière requiert un suivi de proximité beaucoup plus important que celui déployé actuellement sur le maillon de la production.
298. L'Institut National de Recherche agricole (IRA) a reçu les moyens du projet pour s'acquitter de ses missions traditionnelles de recherche et de production des semences et matériel végétal de base et de pré-base, y compris l'assainissement des écotypes locaux. Cette mission a été conduite très souvent à la satisfaction des deux parties. Mais la finalité de la contractualisation entre le projet et l'IRA reste un sujet d'interrogation. Les missions de supervision ont souvent considéré l'IRA comme un simple prestataire fournissant des intrants au projet, alors que d'autre part, le PADEF considère les contrats comme un moyen de doter l'IRA de capacités à jouer son rôle régalien au-delà et voire en dehors du projet. Aucun plan de capacités n'a pourtant été mis en place pour aller dans cette dernière perspective.
299. Le Fonds de développement de l'organisation des pays exportateurs du pétrole (OFID/OPEP) a été le principal co-financier du programme. Elle a octroyé un crédit de 7.000.000 \$ au PRODER 3 depuis 2009, et ce fonds a été intégré au budget du PADEF qui prenait le relais du PRODER 3. L'administration et la supervision du fonds OFID a été assuré par le FIDA. L'OFID n'a participé à aucune mission de supervision, mais a effectué des missions ponctuelles de suivi et de contacts avec les autorités nationales. Les ressources de ce partenariat ont permis notamment au PADEF d'ouvrir les voies navigables. Cependant, l'OFID a suspendu les décaissements sur ses ressources en juillet 2017 suite à un cumul d'arriérés de remboursement de la part du Gouvernement, totalisant 1 037 258 \$ à la date de la décision. En plus, le Congo ayant officiellement adhéré à l'OPEP en Juin 2018, toute contribution ultérieure de l'OFID lui est interdite selon le règlement de l'organisation. Ainsi, le solde des ressources non déboursées est resté bloqué.

G. Assessment of sustainability

300. La durabilité des résultats acquis par les interventions du PADEF est favorisée par l'engagement et la volonté politique du Gouvernement et d'autres institutions du pays (Parlement) à investir dans la diversification de l'économie du pays. Cette volonté politique se manifeste dans l'engagement contenu dans le nouveau PND 2019-2022, document d'orientation stratégique du Développement de la République du Congo, qui est adopté, sous l'impulsion du Gouvernement, par l'ensemble des acteurs économiques du pays. L'innovation en matière d'engagement est que ce PND a été ratifié par le parlement pour en faire une loi imposable à l'ensemble des acteurs du pays. Le Pilier principal retenu pour la diversification de l'économie est l'agriculture qui sera complété par le tourisme et l'industrie. La Gouvernance et la valorisation du capital humain sont les deux autres axes stratégiques du PND et contribueront certainement à assainir l'environnement économique du pays pour améliorer le climat des affaires et attirer de plus en plus des investissements privés étrangers y compris dans le domaine de l'agriculture. La mise en œuvre du PND s'appuiera sur deux agences chargées respectivement de la promotion de l'agriculture, et celle de l'élevage aquaculture et pêche. L'avantage spécifique que tirera le PADEF sur le plan de durabilité est que 2 des 3 filières végétales retenues prioritaires, par le PND, pour les 5 prochaines années, le manioc et la banane ainsi que l'aviculture comme filière animale ont été appuyées par le PADEF et les acquis obtenus sur ces filières seront capitalisés et mis à l'échelle dans le cadre des investissements de mise en œuvre de ce nouveau PND par le Gouvernement.
301. Au plan institutionnel: la dynamique communautaire de développement, créée par les stratégies de renforcement des exploitants autour des GIEC et des CMEC qui sont devenues des institutions rurales pérennes et autonomes, garantit la continuation de la diffusion du matériel végétal durable. A ce stade certains GIEC sont officiellement reconnus aux niveaux local et préfectoral, et sont dotés pour la plupart d'un statut conforme et d'un règlement intérieur. La volonté politique manifestée de faire des GIEC et CMEC, des parties intégrantes des Agences de Développement Agricoles et d'Elevage, renforcera la durabilité de ces institutions rurales de transformation structurelles de l'agriculture.
302. Les capacités techniques laissées au niveau des services techniques et des bénéficiaires du Programme améliorent la viabilité des bénéfices du PADEF. Les diverses formations organisées à l'intention de certains membres de GIEC et d'autres intervenants étatiques leur ont permis de maîtriser les itinéraires techniques des autres cultures (igname et bananier) qu'ils ont à leur tour transmis aux membres de leurs familles et voisins. La plupart des bénéficiaires et agents de l'état formés et appuyés sur les techniques culturales (manioc, igname, banane) et les techniques d'élevage de volaille continuent d'exercer lesdites activités. En effet, 90% des personnes formées dans la multiplication des boutures saines continuent de pratiquer cette activité. Dans les 10 départements la plupart des membres de GIECs disposent en individuel de champs de 2 à 3 ha. Dans les départements de la Bouenza, du Niari et du Pool, certains GIECs sont devenus de véritables professionnels dans la multiplication et la vente des boutures saines de manioc. A titre d'exemple, le Programme Manioc et la FAO ont acheté des boutures de manioc auprès des GIECs dans la Bouenza et du Pool. Le Projet de Développement de l'Agriculture au Congo (PDAC) base sa stratégie d'intervention sur les GIEC et d'autres acquis du PADEF.
303. La viabilité des GIEC pourrait être à court et moyen termes compromise par des contraintes techniques (manque de tracteurs, de tronçonneuses et des équipements innovants de transformation) et commerciales (manque de débouchés auxquels sont déjà confrontés certains producteurs). Les acquis des différentes formations seront donc difficiles à préserver si rien n'est fait pour améliorer l'accès des producteurs aux techniques de production innovantes et aux marchés. Les GIEC et les CMEC accusent beaucoup de lacunes de fonctionnement et de gestion organisationnelle. Seulement une centaine de GIEC et une dizaine de CMEC se sont réellement appropriés les principes d'autopromotion. Ils sont devenus des GIEC leaders et des CMEC Fortes. A part les formations techniques, la faiblesse des formations en gestion organisationnelle et entrepreneuriale n'ont pas permis aux GIEC et aux CMEC d'améliorer leurs capacités organisationnelles. L'incapacité organisationnelle et la culture de gratuité installée par le PADEF, pourraient porter atteinte à leur durabilité. De même l'absence d'unions de GIEC et d'une faïtière des CMEC ne va favoriser ni leur autonomisation, ni leur professionnalisation et leur pérennisation.
304. Néanmoins, l'inscription de la continuation de renforcement des capacités organisationnelles et financement des microprojets de ces groupements par le PDAC de la Banque Mondiale et les interventions d'ACTED sur les CMEC, contribueront à réduire les impacts négatifs de ces lacunes sur la durabilité.
305. A l'achèvement du PADEF, le dispositif institutionnel pour viabiliser les stratégies de réhabilitation des routes de dessertes agricoles et les voies navigables n'est pas en place dans plusieurs départements. A la conception du PADEF il avait été prévu d'accompagner les conseils départementaux afin de mettre en place les comités de gestion et de développement communautaires (CGDC) qui devraient assurer la continuation de l'entretien des pistes et des voies navigables réhabilitées par la méthode HIMO. Aucune opération d'entretien n'a été réalisée. Aucun CGDC n'a été mis en place même si une formation en faveur des agents des conseils départementaux a eu lieu en février 2015. A l'achèvement de PADEF, la plupart des pistes réhabilitées se trouve dans un état de dégradation très avancé. Dans la Sangha, le conseil départemental a pris l'engagement d'assurer l'entretien des pistes réhabilitées en partenariat avec le Fonds Routier (FR), l'entreprise CIB (Congolaise Industrielle de Bois) et l'entreprise SIFCO.
306. Comme dans l'ensemble de la région de l'Afrique centrale, on constate toujours des échecs des stratégies de

montage des dispositifs institutionnels afin d'assurer la pérennisation systématique des opérations d'entretiens routiers après la fin des projets. Plusieurs projets se sont confrontés, dans le passé, à ce même problème. Les dispositifs institutionnels étatiques étant défaillants et semblant montrer leurs limites, il serait indiqué de penser à des modèles Publics-Privés dans les prochaines opérations d'investissement sur les Pistes et autres infrastructures rurales. De même, il est démontré que la réhabilitation des routes en terre simple coûte cher en maintenance dans les régions de grande pluviosité, et qu'il faudrait investir dans des routes en terres stabilisées pour mieux rentabiliser l'investissement routier.

307. Au plan social: les dynamiques sociales et communautaires autour des GIEC et des CMEC (fonds semencier pour l'igname, Parc à bois pour le manioc, tontine pour les CMEC ect) ainsi que l'évolution des relations homme-femme et Peuples autochtones et autres peuples, accroissent le capital social des producteurs et autres acteurs des filières concernées. Ce qui permet de garantir une certaine durabilité des acquis du programme. Bien que dans l'ensemble le nombre de femmes et de jeunes élus/désignés pour participer à la conduite des affaires collectives au sein des organes de gestion des GIECs mis en place paraît soit très faible, plusieurs GIEC ont vu leur direction confiée à des groupes marginalisés (femmes, PA, jeunes). Ces évolutions positive d'équilibre entre homme femme d'une part et Peuples autochtones –Bantous d'autre favorise une cohésion sociale dans les communautés gage d'une paix sociale durable.
308. Sur le plan économique et financier. La rentabilité financière des filières appuyées est un incitant certain qui garantit la continuation des activités de production et de transformation des filières concernées, surtout le manioc, igname et banane. Une viabilité financière satisfaisante des activités de production de manioc, du fait d'une adoption rapide par les bénéficiaires des boutures saines de manioc à haut rendement (25 à 30 tonne/ha) et précoces, avec un impact très positif sur les revenus, motive les bénéficiaires du programme à poursuivre leurs activités au-delà de la période du Projet. L'aviculture villageoise et la pisciculture démontrent également une viabilité financière satisfaisante si la question de l'aliment est résolue même si les deux activités n'étaient que dans une phase pilote.
309. Sur le plan environnemental. Le Programme n'a pas eu d'impacts négatifs environnementaux significatifs. Il a travaillé sur la relance de la production agricole dans une perspective d'augmentation des rendements par l'amélioration variétale et les meilleures pratiques culturales basées notamment sur la jachère améliorée au Mucuna, ce qui a limité l'extension des superficies cultivées, en zone de forêt comme dans la Sangha, la Likouala et la Lékoumou. De plus, en raison de la faible densité de la population (moyenne 13 hab/km²) et des terres et forêts disponibles, la pression supplémentaire sur les sols et les forêts continuera à rester très limitée même sur un horizon des dizaines d'années. Même en zone de savane (dans le Pool), l'intensification des systèmes de culture n'a pas été fondée sur l'utilisation d'intrants chimiques, mais essentiellement sur l'utilisation des semences sélectionnées et des boutures saines de manioc. La progression de la technique d'amélioration des jachères par le mucuna, devra accroître la sédentarisation de l'agriculture dans les zones savanicole et réduire la pression sur les forêts et les sols. Avec l'interdiction de la viande de chasse à cause de l'épidémie «Ebola», il y a nécessairement un besoin d'intensification et d'extension des surfaces cultivables. Le PADEF pourra valoriser les Unités Forestière d'Aménagement (UFA) délimitées par le Ministère de l'économie forestière, qui sont des espaces de forêt réservées à l'exploitation agricole. Le MAEP établira un partenariat avec le Ministère de l'économie forestière en vue de valoriser ces UFA et fixer un nombre d'hectares que les GIEC pourraient déboiser, avec une obligation de reboiser soit en agroforesterie soit en reforestation. L'augmentation des revenus tirés des activités agricoles pourrait diminuer le besoin de recourir à la chasse pour subvenir aux besoins fondamentaux.

H. Lessons learned and knowledge generated

310. Leçons apprises

311. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme les principales leçons spécifiques que nous pouvons tirer pour les programmes futurs, sont à la fois sur la conception et la mise en œuvre des programme en République du Congo. Ces leçons tirées se basent sur les forces et les faiblesses constatées du programme ainsi que les opportunités qui se sont présentées au programme.
312. Les principales forces qu'on peut relever sont d'abord le fait que le Programme a capitalisé les résultats des programmes passées, notamment de baser sa stratégies de mise en œuvre sur les GIEC et les CMEC, en se basant sur l'expérience et leçons tirées des PRODERS. Ce qui a fait gagner du temps au PADEF et lui a permis d'avoir des résultats tangibles rapidement, surtout sur la diffusion des boutures de manioc dans les zones déficitaires et l'encadrement des producteurs. Ce qui a permis aussi au programme d'atteindre des jeunes producteurs et faire émerger au moins 10 GIEC dynamique et leader, capables de continuer non seulement la diffusion des bouture mais également l'encadrement des producteurs. Le PADEF a réussi, en outre, à faire impliquer effectivement les services techniques du Gouvernement et les faire cohabiter avec les facilitateurs dans sa mise en œuvre. Dans les différents départements le travail de facilitateurs a été complémentaire au travail des services techniques déconcentré de l'état, notamment les DDA, DDE, DDP et les CSA. Cette complémentarité a permis d'accroître à la fois l'efficacité dans le

mise en œuvre des activités et la durabilité institutionnelle des acquis du Programme.

313. En ce qui concerne les faiblesses, premièrement on note (a) une dispersion du programme sur plusieurs filières et son manque de concentration géographique. La C/conception du programme avait sous-estimé des difficultés de gérer un projet de plus de 10 filières agricoles dans 10 départements avec des conditions agro-écologiques et socioéconomique différentes, des densités de population faible et dispersées, et des distances importantes entre les agglomérations humaines. (b) La conception du programme n'avait approfondi la pertinence et la faisabilité des certaines activités stratégique du programme, notamment les activités de la composante 2. (c) Les couts de mis en œuvre des Centres d'affaire et les coûts de fonctionnement du Programme, vu sa complexité, ont été sous-estimés. (d) La mise en œuvre du programme s'est butée à l'instabilité du personnel et l'absence des expert responsable des plusieurs aspect du Programme. Ce qui conduit à ce que plusieurs produits ne soient pas livrés ou soient partiellement livrés. (e) Les CMEC, installées pour accroître l'accès au crédit aux agriculteurs, font face à des hésitations des agriculteurs à prendre des crédits et de ce fait, n'accorde que moins de 10% de son portefeuille à crédit aux agriculteurs, l'essentiel des crédits étant accordé aux activités de petits commerce. Ce qui les écarte de leurs missions originales et leur fait emprunter le même chemin que le MUCODEC, qu'elles étaient censées corriger. (f) En outres les CEMC et le GIEC n'ont pas encore toutes les capacités nécessaire de s'autogéré, en plus du fait qu'elles sont encore non agréées. Ce qui menace dangereusement leur existence.

314. De ces forces et faiblesses nous pouvons, ci-dessous tirer 5 principales leçons pour les programmes à venir, qu'il soit financé par le Gouvernement directement, par le FIDA ou autres Partenaires Techniques et Financiers.

315. **De la complexité du programme et de son manque de concentration thématique et géographique** Il est a été constaté que la mise en œuvre du PADEF a souffert d'une forte dispersion et manque de concentration thématique et géographique. Le Programme a visé à développer 11 filières à la fois, notamment, le manioc, l'igname, la banane plantain, la banane de table, le maïs, le soja, les ovins, les caprins, la volaille, la pêche et la pisciculture et cela dans 10 Départements du pays. Les interventions pour le développement d'une filière, en commençant par l'organisation des acteurs en amont et en aval ainsi que les interventions pour développer les services de soutien au développement de la production, de la transformation, de la conservation et la commercialisation, sont déjà complexes. Le manque de concentration sur un nombre limité des filières et un manque de ciblage géographique a conduit le Programme à n'intervenir que sur quelques maillons des filières et aucune filière n'a finalement été réellement développée de bout en bout. Plusieurs maillons importants des filières n'ont pas été touchés. Même pour le manioc qui a le plus été touché, les interventions du Programme se sont concentré uniquement sur la production laissant plusieurs maillons non investis par le programme, notamment, la transformation et la commercialisation, bien que mentionner dans le document de conception du PADEF. Il aurait peut-être été plus stratégique de se concentrer sur un nombre limité à 2-3 filières prioritaires pour plus d'impact et de durabilité de bénéfices. En plus des nombres élevé des filières ciblées, le Programme a, au même moment, embrassé des domaines aussi complexes comme la mise en place et le développement des dispositifs de financement agricole et rural qui, normalement pouvait également faire objet d'un programme à part mais en synergie avec les programmes de développement des filières. **Il serait souhaitable pour le future d'opérer des choix stratégiques pour une concentration sur un nombre limité de filières bien ciblées et éventuellement un ciblage géographique en lieux et place de se disperser. Il faudrait dans le futur développer un programme de finance rurale séparé mais imbriqué dans un projet de développement rural et de des filières agricoles.**

316. **De la stratégie marchande de développement durable des filières basée sur l'entrepreneuriat agricole** La gratuite et le volontariat ont été deux modes d'intervention du programme aux lieux de la professionnalisation et de l'entrepreneuriat. La professionnalisation des acteurs de la filière appelle à l'intériorisation de l'approche « marché » et une notion de lucre, notamment cout et bénéfice et d'entrepreneuriat. La culture de gratuite des intrants, notamment des boutures et d'autres semences, et de subvention à 100% de la production ne permettront pas d'avoir le maillons « semence améliorée » se développer après le projet. Il faut progressivement construire des approches basées sur des « marché solvable » pour la diffusion durable des intrants de qualité. Au niveau des CMEC, la culture de bénévolat dans le fonctionnement des organes des CMEC, est un facteur de démotivation des membres de ces organes. Ce qui menace dangereusement le développement des caisses. **Il aurait fallu que le programme adopte une stratégie de professionnalisation des acteurs basé sur l'entrepreneuriat et le lucre et d'éviter de reposer les filières sur les approches de gratuité et de volontariat. Dans le programme futur il faut approfondir les réflexions stratégiques sur les subventions afin de rendre leurs effets plus positifs, efficaces et durables.**

317. **De l'analyse de faisabilité et de la pertinence des activités lors de la conception du programme:** L'un de grands problème rencontré dans la mise en œuvre du PADEF était le manque de consensus sur l'efficacité et la faisabilité de la stratégie de commercialisation basé sur les « Centres d'Affaire ». Apparemment, il n'y avait pas de références des modèles réussis dans la région ou dans un autre pays similaire. Face à cette absence de modèles réussis, et des discussions controversées entre le gouvernement et les experts FIDA, il a été décidé de conduire une étude de faisabilité de cette activité. Cette étude de faisabilité menée avec l'appui de la Division Agro-Industrie de la FAO, à mi-parcours du PADEF, a montré que la mise en place de ces deux Centres d'affaires n'était pas adaptée au système de culture du manioc au Congo. La production du manioc étant très atomisées dans ces régions, le cout de transport des matières premières (tubercules) pour alimenter le centre devenait très lourd, rendant ainsi les centres non rentables. En outre la mise en place de ces deux Centres d'affaire nécessitait deux fois le budget de l'ensemble du programme et que le montant alloué à cette activité était irréaliste pour leur construction et leur

opérationnalisation. Etant donné que ces conclusions ont été prise à mi-parcours du projet, le temps restant du projet n'a pas permis à mettre en œuvre la nouvelle orientation proposée et recommandée par l'étude de faisabilité et avalisée par la mission de la revue à mi-parcours du Programme, notamment, la mise en place des petites unités de transformation du manioc, à travers des micro-projets. **Il serait souhaitable que des innovations proposées dans le cadre des nouveaux projets fassent objet des réflexions stratégiques et critique sur la pertinence et la faisabilité ainsi que des analyses des résultats et des leçons apprises là où ces innovations ont produit des résultats encourageants, replicables et efficaces.**

318. **Des stratégies d'amélioration d'accès aux crédits agricoles :** Le PADEF a consolidé 29 CMEC initiées par les PRDER et en a créé une. De ces 30 caisses, 10 sont considérées à ce jour comme des Caisses fortes, 10 comme des caisses moyennes et 10 comme des caisses faibles. De ces 30 caisses aucune n'a, à ce jour, reçu l'agrément de son fonctionnement, bien que les dossiers d'une dizaine soient introduits au niveau des services concernés pour régulariser leur situation légale. La grande leçon à tirer est plutôt du côté des objectifs de CMEC. A ce jour, malgré la présence et la disponibilité des crédits aux niveaux de ces CMEC, la demande des crédits par les agriculteurs n'est pas encore au rendez-vous. Plus de 90% des crédits accordés par les CMEC sont en direction du petit commerce et seulement moins de 10% vont à la direction des agriculteurs. Il est constaté que les agriculteurs ne sont pas suffisamment sensibilisés et les CMEC n'ont pas développé les services d'accompagnement des agriculteurs pour demander et gérer les crédits. A l'absence d'une telle fonction soit au niveau des CMEC soit d'un autre opérateur à identifier, il est difficile voire impossible d'atteindre l'objectif en matière de finance agricole. **Les prochains programmes en matière de finance rurale devront non seulement renforcer, l'offre des services financiers (réseaux des CMEC), mais également et surtout accompagner l'organisation de la demande de services, notamment, les incubateurs d'entreprises, l'accompagnement dans la sensibilisation et montage des dossiers par les agriculteurs, service d'accompagnement de gestion et de remboursement des crédits au niveau des agriculteurs.**
319. **Des arrangements institutionnels de mise en œuvre** Même, s'il est stratégiquement importants d'impliquer et responsabiliser les services techniques de l'Etat dans l'ensemble de la mise en œuvre des activités sur le terrain, pour un bon ancrage et assurer la durabilité du Programme, il a été constaté que le recrutement des facilitateurs directement sous la responsabilité du Programme a amélioré l'efficacité de mise en œuvre des activités de terrain. La présence de ces facilitateurs au côté des agents des Ministères impliqués au niveau des Départements et des Districts a accru considérablement l'engagement des agents de l'état et a amélioré le taux de réalisation des activités de PTBA, grâce à un suivi rapproché direct du projet. **Cependant, le projet devrait allouer aussi des ressources suffisantes au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat pour éviter des déséquilibres avec les dotations des facilitateurs, qui résultent parfois en des tensions ou des malentendus.**
320. Il est également constaté que le fait que l'UNGP du PADEF s'est vu également confié la mise en œuvre d'autres projets (3) et 5 accords de financement, a causé des retards dans la mise en œuvre du PADEF suite à la surcharge l'équipe de coordination. En outre, les composantes du Programme dont la gestion est confiée à un expert responsable spécifique sont exécutées plus efficacement que les composantes sans responsable spécifique. Il s'agit par exemple de la composante 1 qui avait un responsable, le taux d'exécution est élevé comparativement à la composante 2 et la composante 3 qui n'avaient pas de responsable spécifique et le taux d'exécution est très faible. En fin, la stabilité de l'équipe du Projet est un facteur très déterminant de son efficacité. Il a été constaté que les deux premières années, périodes dominées par l'instabilité et des changements fréquents des équipes de l'UNGP, ont été marquées par des taux de réalisation et des performances faibles comparatives aux 2 dernières années (avant la suspension du portefeuille) marquées par la stabilité du personnel du projet et des bonnes performances de mise en œuvre.

I. Conclusions and recommendations

321. Le Programme d'Appui au Développement des filières au Congo (PADEF) a été mis en œuvre dans un contexte économique et sécuritaire difficile lié à la chute des cours mondiaux du pétrole qui a sévèrement affecté la croissance économique du pays. La capacité financière du gouvernement à financer les fonds de contrepartie a été sévèrement affectée conduisant le programme à s'achever dans un contexte de suspension du Portefeuille de FIDA en RC et de lever de cette suspension 12 mois plus tard, faisant perdre au projet une année de mise en œuvre. La capacité du Programme à délivrer certains produits dans les zones avait également été affectée par l'insécurité dans le Département de Pool.
322. A l'achèvement du PADEF, La performance globale du Programme est jugée « modérément satisfaisante ». Sa pertinence est jugée "très satisfaisante". L'efficacité tout comme l'efficience de sa mise en œuvre est globalement jugée « modérément satisfaisante ». La quasi-totalité des indicateurs des objectifs spécifiques et des produits affiche un niveau de performance modérément satisfaisant. La durabilité est aussi modérément satisfaisante.
323. De 3 produits visés par la composante du programme, seul le produit 1 relatif à production végétale a été livré avec

une grande satisfaction. Le projet a atteint un taux de réalisation de 118% des 445 ha de superficies visées des parcs à bois des boutures saines. 82% des 445 GIEC ciblés et 142% des 15000 ménages ciblés par le document de conception du Programme ont été atteints sur la cible de diffusion des boutures de manioc. Il en est de même pour l'igname, la banane, l'igname, le maïs et le soja le projet a atteint des résultats très satisfaisants. Les produits sur la production animale ont été partiellement livrés, les volets petits ruminants et pêche ayant été supprimés à mi-parcours de la mise en œuvre, seuls les volets aviculture et pisciculture ont été livrés avec des performances modérées. Pour l'aviculture, 535 petits éleveurs ont été atteints par la diffusion de la race Suxess, soit un taux de réalisation de 33% par rapport à la cible lors de conception et 51% de la cible revue pendant la RMP, mais le taux d'abandon a été évalué à 65% suite aux difficultés d'alimentation. En outre 45 poulaillers semis industriels de la Ferme d'Imvoubu ont été entièrement réhabilités et équipés et dotés de 48 000 sujets de poulet de chair et 27 poulaillers repeuplés en 28 600 pondeuses. Mais la ferme continue à rencontrer des problèmes de performance suite à des difficultés de s'approvisionner en aliments pour bétail. Le volet Piscicole a livré 17 pilotes piscicoles animés par 340 bénéficiaires.

324. Les résultats ont été mitigés pour les produits de la composante 2 du Programme. Sur les 4 produits prévus après la revue à mi-parcours du programme, seul le produit lié au désenclavement a été livré. 100 km de pistes rurales, 248 km de voies navigables secondaires et 45 ouvrages de franchissement ont été livrés. Les trois autres produits n'ont pas été livrés notamment les produits liés à transformation et conservation des produits végétaux, animaux et halieutiques ainsi que le produit relatif à la commercialisation des volailles introduit par la RMP.
325. En fin les trois produits de la composante 3 ont été livrés avec satisfactions. 56 chefs de secteurs agricoles et autres cadres du Ministère de l'Agriculture ont été formés sur les techniques de production et de protection du manioc, de l'igname et d'évaluation des clones de manioc. 110 leaders et 134 membres de GIEC ont été formés sur la gestion administrative et financière des Organisations, et 511 aviculteurs primaires ont été formés. En outre 29 caisses ont appuyé pour leur consolidation et une caisse supplémentaire a été mise en place par le PADEF pour atteindre 30 caisses au total dans le pays. Les capacités de 44 gestionnaires des caisses ont été renforcées sur l'élaboration des états financiers par un Commissaire aux comptes. Mais à l'achèvement du PADEF, seulement moins de 10% du portefeuille de crédit sont destinés à l'agriculture et Plus de 90% aux activités non agricoles.
326. La performance en termes d'impact du PADEF est globalement jugée « modérément satisfaisante », en ce sens que le PADEF a plutôt accru la résilience de ces bénéficiaires à réduire les effets de la chute des cours mondiaux du Pétrole, mais pas vraiment à améliorer leur situation socio-économique de façon substantielle. Bien que les revenus des bénéficiaires du PADEF soient en baisse, comparativement aux chiffres de croissance économique annuelle par habitant dans le pays qui montre clairement que les ménages ont perdu plus de 53% de leur revenu, le PADEF a permis aux ménages de garder leurs revenus à 13% de point au-dessus de la moyenne nationale. Ce qui indique que le PADEF a permis aux ménages d'accroître leur revenu d'à peu près 25% par rapport à la moyenne du revenu national.
327. En outre, sur le plan de sécurité alimentaires, malgré le fait que l'état alimentaires général des ménages soit dégradé dans le pays, le pourcentage des ménages qui ont amélioré leur situation alimentaire est plus élevé chez les ménages appuyés par le PADEF que celui des ménages non appuyés. Le PADEF qui faisait suite à 3 projets antérieurs financés par le FIDA (PRODER1, PRODER SUD, PRODER 3) a contribué à préserver et à relancer la filière du manioc – qui constitue la principale spéculation et principale source d'alimentation et de revenus agricoles – contre la menace de sa disparition suite à la mosaïque, sauvant ainsi le pays d'une crise alimentaire qui, se doublant de la crise économique et du contexte social et politique tendu de l'époque, aurait pu déclencher d'autres types de crises.
328. Le PADEF a eu également des impacts positifs en termes de productivité agricole, capital humain et évolution institutionnel. Sur le plan environnemental et de changement climatique le PADEF a eu un bilan carbone positif, c'est à dire émettant les gaz à effets de serre, bien que modérément.
329. L'efficacité du projet est également jugée « modérément satisfaisante ». La performance par rapport aux prévisions de dépenses par composante est faible. La composante 1, appui à la production et la composante 2, appui à la transformation et commercialisation ont dépassé respectivement 49% et 18% de leur budget prévisionnel, alors que la composante 3, renforcement des capacités ainsi que la composante 4, coordination, gestion et communication ont largement dépassé leur budget prévisionnel, en dépassant respectivement 160% et 147%. En outre, le Gouvernement n'a dépassé que 38% des fonds de contre parties prévues. Sur base des VAN calculés sur les différentes filières, la rentabilité économique et financière du PADEF est très satisfaisante. A son achèvement, le PADEF présente un Taux de rentabilité interne Economique évalué à 16% (contre 17% prévue à la conception).
330. Le programme a mis en place un niveau « modérément satisfaisant » des mécanismes permettant d'assurer sa durabilité. Cette durabilité des résultats acquis par les interventions du PADEF est favorisée par l'engagement et la volonté politique du Gouvernement et d'autres institutions du pays (Parlement) à investir dans la diversification de l'économie du pays tel que contenu dans le nouveau PND 2019-2022. Ce nouveau document des priorités nationales a décidé d'intensifier les investissements pour le développement des filières manioc, banane et Volaille, qui sont des filières que le PADEF a laissées des acquis. Ceci confirme que les interventions ciblées par le PADEF, étaient alignées sur le PND du Pays restent encore pertinentes à ces jours, faisant du PADEF un programme très pertinent au vu des priorités nationales.

331. Au vu de ces constatations et des leçons tirées par la mise en œuvre du PADEF, la mission de revue d'achèvement formule, ci-dessous, des recommandations pour les programmes futures de développement agricole.
332. **Investir dans la Consolidation des acquis du PADEF et la conservation de l'image de marque du FIDA dans le pays:** Au vu de la pertinence élevée du programme et du fait que l'achèvement et la clôture des activités du PADEF ne se sont pas déroulées selon les clauses établies dans l'accord de prêt, il est recommandé de poursuivre les appuis sur les maillons des filières sur lesquelles le PADEF a eu un succès et de liquider tous les engagements financier non encore tenus. Afin de soutenir les activités post-clôture du PADEF, le Gouvernement a provisionné dans le budget 2017-2018 la somme de 1,505 milliards FCFA et les 300 millions FCFA inscrits dans le budget 2019 pour financer le budget d'investissement et de fonctionnement de l'Unité de Coordination Restreinte Transitoire (UCRT). L'UCRT est chargé d'exécuter un plan de consolidation des acquis du PADEF qui comprendra les activités allant de consolidation des acquis à la liquidation des contentieux issus des contrats signés entre le PADEF et les GIEC et honorer d'autres engagements financiers envers les GIEC et les autres prestataires. Il est recommandé au Gouvernement de veiller au bon fonctionnement de l'UCRT pour permettre de conserver l'image de marque qu'a déjà le FIDA et le gouvernement vis-à-vis des bénéficiaires et de préparer et crédibiliser les programmes futurs.
333. **Investissement dans la transformation, stockage et conservation des produits agricoles, notamment le manioc.** Le volet transformation des produits agricoles, bien qu'inscrit dans le budget et la stratégie d'intervention du PADEF, n'a pas bénéficié des appuis du PADEF. La transformation primaire et secondaire du manioc est une des priorités des bénéficiaires. Le PADEF a travaillé sur la conceptualisation stratégique et opérationnelle des interventions dans ce domaine de transformation. Etant donné que la production du manioc reste atomisée dans le pays, la stratégie retenue est le financement d'acquisition des petits équipements de transformation à travers le financement des micro-projets des bénéficiaires. Nous recommandons aux projets futurs d'approfondir les réflexions pour l'opérationnalisation de cette stratégie qui améliorera la transformation du manioc.
334. **Concentration des Investissements et réduction de la complexité des projets:** La complexité du PADEF a limité son efficacité sur le développement effectif des 11 filières retenues. Il est recommandé aux programmes, pour accroître leurs efficacité d'éviter la dispersion géographique et thématique et d'opérer des choix stratégiques bien limités et ciblés. Par exemple, les programmes se limiteront à 2-3 filières et à 1 à 3 départements contigus, à l'image des PRODER. Ceci permet de focaliser les interventions pour construire des filières fonctionnelles et efficaces de bout en bout.
335. **Introduire une flexibilité dans les conditionnalités des fonds de contrepartie**
336. Les contraintes des finances publiques et la récession économique liées à la chute des cours du pétrole à partir de 2014 n'ont pas permis à l'Etat Congolais de verser la totalité de sa contrepartie. La formulation initiale n'ayant pas anticipé sur la survenance de telles contraintes, cette incapacité a contribué à diminuer l'efficacité et l'efficacité du projet. Cette conditionnalité de co-financement des activités des projets des IFI par les fonds de contrepartie a été à la base des tensions de trésorerie et des contreperformances des programmes dans la pays. Le faible décaissement des fonds de contrepartie nationale a handicapé l'exécution de certaines activités et l'accroissement des dépenses inéligibles ainsi que des tensions entre le gouvernement et le FIDA conduisant à la suspension du portefeuille FIDA pour 1 an. Ce qui a sérieusement affecté négativement les performances du programme. Il est recommandé qu'une réflexion critique soit conduite entre le gouvernement et le FIDA pour trouver des options faisables de flexibilité. Par exemple, introduire des clauses d'exception qui, en cas des forces majeures, limitent les fonds de contrepartie à des exonérations des taxes sur les acquisitions des projets.
337. **Investir à la fois dans le renforcement de l'offre et de demande des services financiers orienter vers l'agriculture:** Le PADEF a plus investi dans le renforcement de l'offre des services financiers en faveur de l'agriculture, en mettant en place des CMEC. N'ayant pas investi dans l'organisation et le renforcement de la demande de ce services financiers ainsi que la culture d'entrepreneuriat et de gestion des crédits au niveau des petits exploitants agricoles, ce dernier n'arrive pas à capitaliser l'offre financière représentée par les CMEC. Seulement 10% des portefeuilles de crédit des CMEC sont destinés aux agriculteurs. Il est donc recommandé de mettre en place des services d'encadrement des crédits agricoles soit au niveau des CMEC ou aboussait aux niveaux des autres des prestataires, afin de susciter la demande et encadrer la préparation et la gestion des remboursements des crédits par des petits exploitants agricoles. En outre il est essentiel d'investir dans la l'agrément des CMEC et la capacité de gestion autonome des caisses. En outre, il est également recommander de travailler dans le renforcement de réseautage des CMEC pour accroître leur efficacité à servir les bénéficiaires. Le prochain programme pourrait soit se focaliser sur la finance et l'entrepreneuriat agricole, soit inclure un volet distinct sur ces thématiques en vue d'optimiser les investissements du PADEF et des PRODER.
338. **Adoption progressive des approches marchandes sur le matériel végétal et autres intrants agricoles.** Au vu de la pertinence très élevée des filières retenues dans le PADEF, nous recommandons aux futurs programmes de poursuivre l'appui aux GIEC et autres acteurs pour leur professionnalisation dans les opérations de diffusion des matériels végétal du Manioc, igname et banane ainsi que d'autres filières. Par contre les projets futurs devraient privilégier la réorientation progressive de la stratégie vers des approches marchandes ou commerciales d'acquisition des semences par les agriculteurs afin de développer le marché de ces intrants, gage de la durabilité de ces activités.

339. **Investir dans les approches qui accroissent la cohésion sociale:** Le PADEF a appuyé quelques GIEC des peuples Autochtones pygmées (PA) et autres groupes marginalisés. Dans la perspective d'améliorer l'intégration des PA dans les communautés et faciliter la cohabitation pacifique entre les PA et les bantous, il est recommandé d'expérimenter des GIEC mixte PA-Bantou, en plus des GIEC spécifiques monoculture Et le compléter par un appui spécifique aux populations autochtones en matière de scolarisation, d'accès à l'hygiène et la santé et la valorisation de leur expertise spécifique sur des filières rurales fortement ancrées dans la conservation de la nature et des traditions. Il faudra au préalable réaliser une étude approfondie afin d'identifier les filières et les chaînes de valeurs susceptibles de générer des revenus substantiels aux populations autochtones en vue d'une meilleure insertion dans la dynamique économique locale et nationale. En outre il est également recommandé de mettre à l'échelle l'approche des GIEC et CMEC dirigées par les femmes et promouvoir des produits financiers qui renforcent la cohésion communautaires comme des tontines au niveau des CMEC.
340. **Investir dans l'anticipation des effets de changement climatique.** Bien que les effets de changements ne soient pas encore très fortement et largement ressentis par les petits exploitants, il est utile de commencer à investir dans la préparation à l'adaptation aux effets de changements climatiques. Il faut donc intégrer les approches de l'agriculture intelligente face au climat en investissant dans les techniques agricoles et d'élevage d'atténuation (Gestion intégrée de fertilité des sols, gestion des déchets et excréments d'élevage riche en GES, Agro-foresterie et reforestation,) et d'adaptation (aménagements hydroagricoles et petite irrigation, drainages des zones inondées, exploitation des bas-fonds etc).
341. **Investir dans une politique de gestion efficace et durable des ressources humaines.** L'une des leçons tirées lors du suivi de la mise en œuvre du PADEF est que la stabilité de l'équipe de l'UNGP est très déterminante pour la performance du programme. Il est dès lors important pour le gouvernement et le FIDA de mettre en place une politique de gestion du personnel qui ont emmagasiné l'expérience des programmes FIDA et assurer leur reconduction dans des nouveaux programmes. Ce personnel ayant déjà maîtrisé les procédures et approches de travail du FIDA, permettront d'accroître l'efficacité technique et fiduciaire des projets et d'aller vite vers les résultats. Ce personnel devra toutefois bénéficier d'un solide plan de formation et d'un plan de carrière basé sur la performance.
342. **Investir dans le renforcement des capacités de gestion fiduciaires des programmes.** La gestion du système de passation de marche a été difficile à gérer par le PADEF. Sur base de faiblesses constatées au niveau de l'UNGP, cette fonction a été transférée à l'unité de passation des marchés du Ministère puis ré transférée une fois de plus à l'UNGP. Il est recommandé d'investir dans le renforcement des capacités à la fois de l'UNGP et du ministère pour améliorer l'efficacité de cette fonction stratégique pour la performance fiduciaire des programmes. Il est aussi recommandé de renforcer les fonctions comptables et contrôle interne des programmes.

Footnotes

Introduction

[1] La mission était conduite par Mr Abdelhaq Hanafi, Directeur Pays du FIDA pour la RDC et la RC, Ephraïm Balemba Gubandja, Chargé de Programme pour la RDC et la RC, et Mr Michel Disonama Consultant principal. Elle a connu la participation de Jean-Pierre Ilangam Consultant en infrastructures et passation des marchés, et Dieudonné Kazadi Lukusa, Consultant en gestion financière, tous deux basés au Bureau du FIDA à Kinshasa.

Project Context

[1] Les guerres s'étaient prolongées en 1993-1994 puis en 1997-1998

[2] 80% des congolais vivent dans la zone Sud du pays dont 56% étaient jeunes de moins de 20 ans avec un taux de croissance démographique annuelle estimé à 2,7%. La densité moyenne est de 12 habitants/km²

Project Objectives

[1] Taux d'adoption de 65% appliqué à 9000 agriculteurs

Implementation Modalities

[1] Ces organes devront régir l'ensemble du programme Pays, ce qui permettra de créer l'alignement, l'harmonisation, et la cohérence d'une part au sein du portefeuille et d'autre part avec les stratégies sectorielles.

Relevance vis a vis the external context

[1] Les deux autres projets sont le Projet de développement de l'agriculture et de réhabilitation des pistes (PRARP) cofinancées par la Banque Mondiale depuis 2007 pour un investissement total de 22,5 millions \$, et le Projet de

développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (PD-PAC) cofinancée par le FIDA pour un cout total de 17 et issu d'un démembrement thématique du PADEF.

[2] Rapport de la BEAC, Décembre 2018

Physical Targets and Output Delivery

[1] Sur 195 programmés (RPE).

[2] Sur 250 programmés (RPE).

[3] Une bouture mesure 25 cm. Il faut donc 4 bouture pour 1 mètre linéaire de bouture

[4] Il faut 10000 bouture, soient 2500 ML pour 1ha

[5] Mimosa sp. ; Cynodon sp. commelina sp ; Digitaria sp., Imperata Sp., etc.

[6] Proder Sud, Proder 3, et PADEF

[7] Plus auditeurs libres

[8] Dont 56 km dans le cadre de la poursuite des activités en cours des PRODER

[9] Plus auditeurs libres

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Appendix 1: Project logical framework

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Agricultural Value Chains Support Development Programme

Logical Framework

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach PADEF	1.a Corresponding number of households reached							SYGRI	annuel	PMU	HH size: 6 pers/HH
	Households			15 000		8 513	56.8				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project							SYGRI	annuel	PMU	
	Males			45 000		22 749	50.6				
	Females			45 000		24 729	55				
	Young										
	Total number of persons receiving services			90 000		47 478	52.8				
	Communities receiving project services							SYGRI	annuel	PMU	
	Communities				0	8					
	Groups receiving project services							SYGRI	annuel	PMU	
	Groups			445	0	540	121.3				
	1.b Estimated corresponding total number of households members							SYGRI	Annual	PMU	
	Household members				0	47 478					

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Project Goal Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des petits producteurs agricoles au Congo.	Indice d'accumulation des biens pour la moitié des petits producteurs ciblés (référence du 2015)							Enquêtes pauvreté, évaluation à mi-parcours, études de référence, enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition	2 fois pendant la vie du projet	PMU	Contexte socio politique et économique stable; Capacités des institutions; Soutien du gouvernement et intérêt du secteur privé
	Indice d'accumulation des biens	37	1	57	24	-33	-57.9				
	Prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans (Garçons) - référence du 2015							Enquêtes SYGRI	2 fois pendant la vie du projet	PMU	
	Males	33	25	25							
	Females	29	25	25							
Development Objective Améliorer les capacités de production, transformation et de commercialisation des petits producteurs dans les filières porteuses au niveau de 10 départements (reference 2012)	Bénéficiaires ayant augmenté la productivité dans les chaînes de valeurs du manioc							Enquêtes par sondage auprès des paysans sur les situations (démarrage et fin) des chaînes de valeurs ciblées	2 fois pendant la vie du projet	PMU	
	Bénéficiaires (manioc)		3 217	3 217	15 000	15 000	466.3				
	Bénéficiaires ayant augmenté la productivité dans les chaînes de valeurs de l'igname							Enquêtes par sondage auprès des paysans sur les situations (démarrage et fin) des chaînes de valeurs ciblées	3 fois pendant la vie du projet	PMU	
	Bénéficiaires (igname)		1 463	1 463	1 536	1 536	105				

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Bénéficiaires ayant augmenté la productivité dans les chaînes de valeurs du maïs							Enquêtes par sondage auprès des paysans sur les situations (démarrage et fin) des chaînes de valeurs ciblées	4 fois pendant la vie du projet	PMU	
	Bénéficiaires (maïs)		585	585	682	682	116.6				
	Bénéficiaires ayant augmenté la productivité dans les chaînes de valeurs de la banane							Evaluations périodiques	5 fois pendant la vie du projet	PMU	
	Bénéficiaires (banane)		585	585	700	700	119.7				
Outcome La productivité et la production des filières ciblées sont améliorées (reference 2015)	Rendement du Manioc (tonne/ha)							" Rapports de supervision; Evaluation des ministères sectoriels Enquête sur les productions et les rendements. Evaluation à mi-parcours Rapport d'achèvement "	annuel	PMU	
	Rendement du Manioc (tonne/ha)	9.1	11.4	11.4	27.5	27.5	241.2				
	Rendement de la Banane (tonne/ha)							" Rapports de supervision; Evaluation des ministères sectoriels Enquête sur les productions et les rendements. Evaluation à mi-parcours Rapport d'achèvement "	annuel	PMU	
	Rendement Banane (tonne/ha)	7.7	8.5	8.5							

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Rendement de l'Igname (tonne/ha)							" Rapports de supervision; Evaluation des ministères sectoriels Enquête sur les productions et les rendements. Evaluation à mi-parcours Rapport d'achèvement "	annuel	PMU	
	Rendement Igname (tonne/ha)	4.9	6.1	6.1	4	4	65.6				
	Rendement du Maïs (tonne/ha)							" Rapports de supervision; Evaluation des ministères sectoriels Enquête sur les productions et les rendements. Evaluation à mi-parcours Rapport d'achèvement "	annuel	PMU	
	Rendement Maïs (tonne/ha)	0.8	0.88	0.88	0.88	0.88	100				
Output L'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production agricoles est renforcé (reference 2012)	Bénéficiaires utilisant les variétés améliorées des cultures et respectant les écartements et la rotation							Rapports périodiques agricoles du programme ; Fiches de collecte ; Rapports d'enquêtes; Rapports de supervision	annuel	PMU	
	Bénéficiaires		5 850	5 850	5 624	5 624	96.1				

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Parcs à bois installés							Rapports périodiques agricoles du programme ; Fiches de collecte ; Rapports d'enquêtes; Rapports de supervision	annuel	PMU	
	Parcs		445	445	100	496	111.5				
	Boutures de manioc distribuées							Rapports périodiques agricoles du programme ; Fiches de collecte ; Rapports d'enquêtes; Rapports de supervision	annuel	PMU	
	Boutures		4 450 000	4 452 000	1 000 000	4 837 250	108.7				
	Ménages appuyés							Rapports périodiques agricoles du programme ; Fiches de collecte ; Rapports d'enquêtes; Rapports de supervision	annuel	PMU	
	Ménages		15 000	15 000	17 419	17 419	116.1				
	Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés							SYGRI	annuel	PMU	
	Groupes			445	100	562	126.3				
	Membres des groupes de production agricole et de bétail							SYGRI	annuel	PMU	
	Males			4 500	2 913	2 913	64.7				

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Females			4 500	4 678	4 678	104				
	Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction							SYGRI	annuel	PMU	
	Groupes			445	100	444	99.8				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							SYGRI	annuel	PMU	
	Men trained in crop			4 500		2 913	64.7				
	Women trained in crop			4 500		4 678	104				
	Total persons trained in crop			9 000		7 591	84.3				
Output L'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production de petits ruminants et de volaille est renforcé (reference 2012)	Elevages installés							Rapports périodiques agricoles du programme ; Fiches de collecte ; Rapports d'enquêtes; Rapports de supervision	annuel	PMU	
	Elevages installés		480	480	562	562	117.1				
	Eleveurs de volailles utilisant des géniteurs performants et adoptant des aliments et habitats améliorés							Rapports périodiques agricoles du programme ; Fiches de collecte ; Rapports d'enquêtes; Rapports de supervision	annuel	PMU	
	Eleveurs de volailles		1 040	1 040	594	594	57.1				

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Ménages ayant bénéficiés de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel (RIMS 1.2.6)							SYGRI	annuel	PMU	
	Ménages			1 600	575	575	35.9				
Output L'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production halieutique est renforcé	Pilotes piscicoles (52 pisciculteurs) mis en place							Rapport de SE ; Rapports périodiques du Programme ; Fiches de collecte ; Rapports d'enquêtes	annuel	PMU	
	Pilotes piscicoles		8	8	8	4	50				
	Groupements de pêcheurs transformateurs accompagnés							Rapport de SE ; Rapports périodiques du Programme ; Fiches de collecte ; Rapports d'enquêtes	annuel	PMU	
	groupements de pêcheurs	100	50	50	15	15	30				
	Étangs de pisciculture aménagés/remis en état (RIMS 1.1.8)							SYGRI	annuel	PMU	
	Étangs			120	0	0	0				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							SYGRI	annuel	PMU	
	Men trained in fishery			1 924	12						
	Women trained in fishery			1 924	12						
	Total persons trained in fishery			3 848							

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome L'accès des petits producteurs à des marchés transparents des produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées est renforcé.	Marge brute additionnelle (vente de produits bruts et transformés du manioc)							Etudes de référence; Rapports de SE ; Rapports des ministères sectoriels ; Revue à mi-parcours	annuel	PMU	
	FCFA/ha	1 080	1 235	1 235	0						
	Marge brute additionnelle (vente de produits bruts et transformés de la Banane)							Etudes de référence ; Rapports de SE ; Rapports des ministères sectoriels ; Revue à mi-parcours	annuel	PMU	
	FCFA/ha	921	1 015	1 015	0	0	0				
	Marge brute additionnelle (vente de produits bruts et transformés de l'igname)							Etudes de référence ; Rapports de SE ; Rapports des ministères sectoriels ; Revue à mi-parcours	annuel	PMU	
	FCFA/ha	515	745	745	0	0	0				
	Marge brute additionnelle (vente de produits bruts et transformés du maïs)							Etudes de référence ; Rapports de SE ; Rapports des ministères sectoriels ; Revue à mi-parcours	annuel	PMU	
	FCFA/ha	67	134	134	0	0	0				

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Marge brute additionnelle (vente de produits bruts et transformés du poisson)							Etudes de référence ; Rapports de SE ; Rapports des ministères sectoriels ; Revue à mi-parcours	annuel	PMU	
	FCFA/ha	51	166	166	0	0	0				
Output Les structures de stockage, de transformation et de commercialisation des produits végétaux sont améliorées.	Opérateurs dans les maillons de transformations et métiers connexes bénéficiaires de kits pour améliorer la qualité et réduire la pénibilité du travail							Rapports de réception des ouvrages ; Fiches de collecte ; Rapports de suivi	annuel	PMU	
	Opérateurs		200	200	0	0	0				
	Foires agricole organisées							Rapports de réception des ouvrages ; Fiches de collecte ; Rapports de suivi	annuel	PMU	
	Foires		1	1	0	0	0				
Output la commercialisation de la volaille est améliorée.	Eleveurs s'appropriant le système d'information du marché (avicoles)							Rapports de réception des ouvrages ; Fiches de collecte ; Rapport de suivi	annuel	PMU	Disponibilité et compétence des prestataires
	Eleveurs de volailles		1 040	1 040	594						

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output les structures de stockage, de transformation et de commercialisation des produits halieutiques sont améliorées d'une part et d'autre part, l'accès aux intrants de pêche est renforcé	Centres communautaires de pêches mis en place							Rapports de réception des ouvrages ; Fiches de collecte ; Rapports de suivi	annuel	PMU	Disponibilité de prestataires ; Existence de fonds d'entretien ; Disponibilité des populations à entretenir
	Centres communautaires		1	1	1	1	100				
Output L'accès aux bassins de production agricole et halieutique est amélioré.	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded							Rapports de réception des ouvrages ;Fiches de collecte ; Rapports de suivi (SYGRI)	annuel	PMU	
	Length of roads		162	162	162	240	148.1				
	Ouvrages de franchissement construits.							Rapports de réception des ouvrages ;Fiches de collecte ; Rapports de suivi	annuel	PMU	
	Ouvrages de franchissement		79	79	7	7	8.9				
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés (RIMS 1.1.2)							SYGRI	annuel	PMU	
	Groupes de gestion			10	3	3	30				
	Membres de groupes de gestion de l' infrastructure de production							SYGRI	annuel	PMU	
	Males			40	12	12	30				
	Females			40	6	6	15				

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output Les capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche sont améliorées.	Techniciens des services de l'agriculture de l'élevage et de la pêche formés/recyclés par an							Rapports de réception ; Rapports de suivi ; Fiches de collecte ; Rapports de formation			Compétences et volonté d'assurer le leadership
	Techniciens par an		60	60	167	167	278.3				
	People trained in community management topics							SYGRI	annuel	PMU	
	Men trained in other			2 960	20	20	0.7				
	Women trained in other			1 260	6	6	0.5				
	Fonctionnaires du gouvernement formes							SYGRI	annuel	PMU	
	Fonctionnaires du gouvernement formes				21	21					
Outcome la capacité des organisations paysannes à fournir des services à leurs membres et aux communautés pour accroître leur participation aux processus de développement local est accrue.	Structures déconcentrées en mesure de planifier, exécuter et suivre les activités de production et de développement des filières.							Rapports de SE ; Revue à mi-parcours ; Rapport d'achèvement ; Rapport des prestataires	annuel	PMU	Disponibilité de l'état à soutenir les acteurs des filières; Interaction effective entre acteurs des filières
	Structures		10	10	10	10	100				
	Proportion des structures faitières planifiant et exécutant et réalisant effectivement des opérations commerciales à l'horizon 2018							Rapports de SE ; Revue à mi-parcours ; Rapport d'achèvement ; Rapport des prestataires	annuel	PMU	
	Proportion		50	50	353	353	706				

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output Les capacités organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs sont relevées	GIEC reconnus et encadrés (RIMS: Groupes de production agricole et de betail crees/consolides)							Rapport de formation ; PV de réunions de concertation et de pilotage ; Fiches de collecte, SYGRI	annuel	PMU	Capacités des organisations paysannes à se structurer en faitières et en réseau; Gouvernance effective des OP
	GIEC Groupes		445	445	353	353	79.3				
	Unions de bassins reconnus et encadrés							Rapport de formation ; PV de réunions de concertation et de pilotage ; Fiches de collecte	annuel	PMU	
	Unions		20	20	3	3	15				
	Groupements de pêcheurs reconnus et encadrés							Rapport de formation ; PV de réunions de concertation et de pilotage ; Fiches de collecte	annuel	PMU	
	groupements de pêcheurs		50	50	15	15	30				
	Fora d'échange d'expérience et de savoir effectués au profit des OP (référence 2016)							Rapport de formation ; PV de réunions de concertation et de pilotage ; Fiches de collecte	annuel	PMU	
	Fora		1	1	0	0	0				
	Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction							SYGRI	annuel	PMU	
	Groupes			445	100	444	99.8				
	Membres de groupes de production agricole et de bétail							SYGRI	annuel	PMU	
	Males			4 500	2 527	2 527	56.2				

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Females			4 500	3 985	3 985	88.6				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							SYGRI	annuel	PMU	
	Men trained in crop			4 500	2 913	2 913	64.7				
	Women trained in crop			4 500	4 678	4 678	104				
	Total persons trained in crop			9 000	7 591	7 591	84.3				
Output Les capacités opérationnelles et institutionnelles des entreprises de micro finance améliorées	CEQ du PRODER 1 et 2 consolidés							SYGRI	annuel	PMU	
	CEQ	29	29	29	29	29	100				
	CEQ du PADEF créées et consolidées, accompagnés à l'autonomie institutionnelle, financière et technique, et promus en 1 réseau viable							SYGRI	annuel	PMU	
	CEQ		1	1	1	1	100				
	Organisation faitieres crees/consolides							SYGRI	annuel	PMU	
	Organisation			2	0	0	0				
	Groupes d'epargne et de credit comptant des femmes dans leur instance de direction							SYGRI	annuel	PMU	
	Groupes			30	30	30	100				
	Membres de groupes d'epargne et de credit crees/consolides							SYGRI	annuel	PMU	
	Males				10 198	10 198					
	Females				362	362					
	Personnes formees dans la domaine des services ruraux							SYGRI	annuel	PMU	
	Males				1 259	1 259					
	Females				21	21					
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services							SYGRI	annuel	PMU	

Results hierarchy	Indicators							Means_of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Women in rural areas accessing financial services - savings				11 491	11 491					
	Men in rural areas accessing financial services - savings				11 492	11 492					
	Men in rural areas accessing financial services - credit				1 017	1 017					
	Women in rural areas accessing financial services - credit				1 016	1 016					
	Total persons accessing financial services - savings				22 983	22 983					
	Total persons accessing financial services - credit				2 033	2 033					
	Valeur brute du portefeuille de prets							SYGRI	annuel	PMU	
	Valeur				1 300	1 300					
	Valeur de l' epargne volontaire							SYGRI	annuel	PMU	
	Valeur				1 854	1 854					

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Appendix 3: Actual project costs

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Appendix 3: Actual project costs

Utilisation des Ressources (engagements compris)

Financiers	Allocation initiale		Décaissement	
	USD	contribution au Budget	USD	Taux de décaissement
FIDA	9 805 000	40.2%	9 722 000	99%
GOUVERNEMENT	7 012 000	28.7 %	2 636 000	38%
OFID	7 000 000	28,7%	2 483 187	35,4%
AUTRES	533 000	2.1%	0	0%
Total	24 350 000	100%	14 841 187	60,9 %

Source : Rapport Financier PADEF, Avril 2019

Utilisation effective des ressources par composante (FCFA engagements exclus)

Composante	I. Appui à la production	II. Transformation, commercialisation et désclavement	III. Renforcement des capacités	IV. Gestion, coordination et suivi-evaluation	Total général
A 2014					
Budget prévu	417 195 111	1 377 187 700	255 064 000	1 158 960 000	3 208 406 811
Décaissé	240 613 559	737 560 368	46 181 760	933 638 539	1 957 994 226
% décaissement	57.67%	53.56%	18.11%	80.56%	61.03%
A 2015					
Budget prévu	868 568 600	2 492 817 000	925 765 900	839 014 690	5 126 166 190
Décaissé	592 709 431	181 196 890	258 344 152	498 602 927	1 530 853 400
% décaissement	68.24%	7.27%	27.91%	59.43%	29.86%
A 2016					
Budget prévu	1 027 018 610	1 597 960 870	345 063 900	925 031 000	3 895 074 380
Décaissé	524 063 675	481 428 651	116 119 750	516 279 910	1 637 891 986
% décaissement	51.03%	30.13%	33.65%	55.81%	42.05%
A 2017					
Budget prévu	756 344 501	1 502 184 100	379 765 900	722 516 000	3 360 810 501
Décaissé	616 707 093	219 317 192	113 939 448	506 414 305	1 456 378 038
% décaissement	81.54%	14.60%	30.00%	70.09%	43.33%
A 2018					
Budget prévu	328 988 900	1 091 254 600	218 673 400	1 272 970 280	2 911 887 180
Décaissé	94 229 858	72 473 827	18 880	307 959 790	474 682 355
% décaissement	28.64%	6.64%	0.01%	24.19%	16.30%
TOTAL					
Budget prévu	3 398 115 722	8 061 404 270	2 124 333 100	4 918 491 970	18 502 345 062
Décaissé	2 068 323 616	1 691 976 928	534 603 990	2 762 895 471	7 057 800 005
% décaissement	60.87%	20.99%	25.17%	56.17%	38.15%

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Appendix 4: Project internal rate of return (detailed analysis)

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Appendix 4: Analyse financière et économique (Project internal rate of return-detailed analysis)

A. INTRODUCTION

Ce document de travail décrit la méthodologie, les principales hypothèses et les résultats de l'analyse financière et économique du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) au moment de son achèvement. L'analyse Financière et économique a été effectuée dans le cadre de la mission de revue d'achèvement 1 du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF), conduite par le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA), et qui s'est déroulée en République du Congo du 28 mars au 12 avril 2019. L'objectif global de la mission de revue d'achèvement est d'évaluer la performance globale et spécifique du PADEF par l'identification des résultats obtenus, l'appréciation de l'impact atteint sur les différents groupes cibles et la formulation des principaux enseignements tirés de la mise en œuvre du programme pour l'amélioration des programmes en cours et futurs.

Prévu pour une durée de 5 ans, le PADEF a été approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA le 8 décembre 2011 (signature de l'accord le 21 février 2012) et il est entré en vigueur le 03 juillet 2013. Le Programme était placé sous la tutelle du Ministère et de l'Élevage (MAE) qui en était le maître d'ouvrage et qui a délégué sa mise en œuvre à une Unité de gestion de programme (UNGP).

Le PADEF comprenait quatre composantes: (i) Composante 1: Appui à la production végétale, animale et halieutique ; (ii) Composante 2: Appui à la conservation, transformation et commercialisation; (iii) Composante 3: Renforcement des capacités ; (iv) Composante 4: Coordination, suivi du programme et gestion des connaissances. Au moment de sa conception, 10 filières avaient été retenues, en fonction des spécificités, des potentialités, des caractéristiques agro écologiques locales et de la flexibilité opérationnelle de chaque département. Il s'agit de filières manioc, igname, banane, maïs, soja, pêche artisanale, pisciculture, ovins, caprins et volaille. Le groupe cible prioritaire du PADEF se regroupe en 850 villages, 86 districts et 55 000 ménages dont 15 000 ménages bénéficiaires directs. Il est constitué des petits producteurs et des acteurs impliqués dans les métiers artisanaux liés à l'agroalimentaire dans les filières retenues (commerçants, entrepreneurs ruraux hommes et femmes). Au moment de son achèvement, le Programme a atteint 21 521 ménages directs, soit une efficacité de 142%. Le Programme a livré des produits dans 7 filières, notamment manioc, igname, banane, maïs, soja, pisciculture et volaille, qui avec les activités d'appui aux Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit (CMEC), font objet de l'analyse financière. Les produits relatifs aux filières pêche artisanale et petits ruminant (ovins et caprins) n'ont pas été livrés et n'entre pas dans la présente analyse. En plus de ces 7 filières, l'analyse financière est complétée par l'analyse économique qui intègre également les bénéfices des activités liées à la réhabilitation des routes de dessertes agricoles et voies navigables.

L'objectif de l'analyse Financière et Economique est d'estimer la relation entre les coûts et les bénéfices du projet, d'une part du point de vue des agents économiques participant au projet (analyse financière) et d'autre part du point de vue de l'économie nationale dans son ensemble (analyse économique). La méthodologie utilisée est l'analyse coûts-avantages qui repose sur la valorisation en termes monétaires des coûts et des avantages du projet. L'analyse financière a été réalisée sur base des différents modèles ci-dessous d'exploitation des filières retenues. L'analyse économique est fondée sur l'agrégation des bénéfices nets additionnels calculés à partir des modèles d'exploitation type des filières et des caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC), élaborés à partir de l'analyse financière. Les activités de renforcement des capacités n'ont pas fait l'objet d'analyse spécifique dans la mesure où les gains y relatifs sont déjà, dans une certaine mesure, pris en compte dans les filières analysées.

¹

La mission était composée de : MM Abdelhaq Hanafi, Ephraïm Balemba, Michel Disonama

B. ANALYSE FINANCIÈRE

L'objectif visé par l'analyse financière du projet est d'évaluer l'impact financier de l'adoption des nouvelles technologies proposées par le projet sur les principales parties prenantes. Elle permet de s'assurer de la capacité des participants à faire face aux dépenses y relatives, grâce aux recettes attendues, et de dégager un bénéfice financier plus élevé dans la « situation avec projet » que dans la « situation sans projet ». L'adoption par le groupe cible des technologies proposées, condition nécessaire à l'atteinte des objectifs du projet, est généralement motivée par l'espérance d'un revenu additionnel positif.

L'analyse financière est réalisée du point de vue des petits producteurs agricoles, des petits aviculteurs et pisciculteurs ainsi que des petits aviculteurs pour lesquels des modèles d'exploitation type ont été élaborés sur la base des pratiques en cours dans la zone d'intervention du projet. L'analyse faite vise à apprécier la viabilité financière des exploitations types, en prenant en compte toutes les ressources engagées, que celles-ci proviennent de l'exploitant lui-même, du projet ou d'une autre source extérieure à l'exploitation.

Les dépenses d'investissement et d'exploitation ainsi que les recettes ont été calculées dans la situation sans projet et dans la situation avec projet. Ensuite, les avantages nets ont été calculés dans la situation sans projet et dans la situation avec projet en retranchant des recettes, les dépenses année par année.

Les avantages nets additionnels ont été calculés pour chaque année, en retranchant des avantages nets de la situation avec projet les avantages nets de la situation sans projet. La valeur actuelle nette (VAN) et le ratio bénéfice-cout ont été calculés sur les avantages nets additionnels de chaque exploitation type. La VAN est calculé au taux d'opportunité de capital de 14% qui correspond au taux d'intérêt appliqué par les Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (MUCODEC).

I. Hypothèses et évaluation des bénéfices et des couts

Filière Manioc : Pour cette filière, 2 produits commercialisés ont été considérés, notamment les cossettes et la pâte rouies servant à la préparation de la chikwangue. L'analyse a également concerné l'activité de parc à bois du manioc. Les bénéfices de la culture du manioc proviennent uniquement de l'augmentations des rendements des cultures² passant de 15 à de 25 tonnes à l'hectare suite à la diffusion du matériel végétal performant. Etant donné que les boutures sont prélevées avant la récolte de culture, l'analyse a tenu compte d'impact de ce prélèvement sur le rendement qui baisse de 25 à 20 tonnes par ha. Etant donné qu'à l'achèvement du PADEF, le programme n'a appuyé ni l'allègement de la pénibilité des opérations de récolte, ni les activités d'amélioration de rendement de transformation (de 35%³ à 50% pour le manioc rouis et de 35% à 40% pour le manioc cossettes) tel que prévue, le niveau des pertes post récoltes « de la situation avec projet » a été maintenu au même niveau que la situation sans projet, c'est à dire 30%. Les coûts de l'activité ont été évalués sur base de pratiques agricoles dans la zone du projet. Pour l'opération de Labour et de hersage (pulvérisage), le paysan recourt à la mécanisation et utilise les services d'un tractoriste, en payant 60 000 FCFA/ha pour chaque opération ainsi que 30 000 FCFA pour le rabattage. Outre la main d'œuvre familiale, le paysan recourt également à des mains d'œuvres non qualifiées pour les opérations lourdes comme le dessouchage, débardage, plantation, sarclage et récolte. L'évaluation des couts a tenu compte de la participation de la main d'œuvre extérieure et familiale pour l'exécution de ces travaux. Ce travail a

1. L'évaluation des rendements de manioc effectuée dans les Départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou et du Kouilou montre une hétérogénéité agro-écologique et variétale. Dans le Niari, le rendement moyen est de 35,41 t/ha en ce qui concerne les clones et de 25 t/ha pour les écotypes locaux. Les rendements de manioc varient entre 23,5 t/ha et 55 t/ha en ce qui concerne les clones élités alors qu'en ce qui concerne les écotypes locaux, l'intervalle est de 14,13 t/ha à 37,83 T/ha. La variété locale Moudouma qui est l'écotype prisé par les producteurs, a des rendements équivalents sinon supérieurs à ceux des clones élités de l'IITA. Par contre dans la Lékoumou, les différences entre les clones élités de manioc et les écotypes locaux n'est pas probante. De façon globale, les rendements sont plus bas que dans les autres départements soit 19t/ha en moyenne.

2. Pour produire un sac de cossette de manioc de 70 kg il faut en moyenne 200 kg de tubercule de manioc correspondant pour un rendement de 35%.

été valorisé au cout de 2500 FCFA/homme-jour le prix pratiqué pour la main d'œuvre non qualifiée dans la zone du projet. Les investissements en intrants concernent les petits outillages de production et les opérations de confection des équipements locaux utilisés pour la transformation (notamment le canal de rouissage et la claie de séchage), ainsi que des opérations spécifiques de transformation de manioc en pâte rouies utilisée pour la préparation de chikwangue et le séchage des cossettes.

Filière Igname, banane et maïs et soja: Le principal bénéfice considéré pour l'analyse financière de ces filières est l'accroissement de rendement de la culture de l'igname⁴ qui est passé de 3 tonnes à l'hectare à 5t /ha, suite à l'introduction de la nouvelle variété (bété bété) ainsi que l'accroissement des rendements de maïs et de soja de 800kg/ha à 1500 kg/ha et 500kg/ha à 1500kg à l'ha respectivement. L'amélioration de rendement de la Banane, par la diffusion du matériel végétal sain, est aussi un des bénéfices du projet. Les couts de production de soja et de maïs ont été évalués en considérant le modèle avec mécanisation, car plus dominant dans la zone du projet cultivant ces produits, alors que l'igname et la banane utilise rarement la mécanisation. Pour l'opération de Labour et de hersage (Pulverisage), comme pour le manioc, le paysan recourt à la mécanisation et utilisent les services d'un tractoriste, en payant 60 000 FCFA/ha pour chaque opérations ainsi que 30 000 FCFA pour le rabattage. Outres la main d'œuvre familiale, le paysan recourt à des mains d'œuvres non qualifié pour les opérations lourdes comme le dessouchage, débardage, plantation, sarclage et récolte. L'évaluation des couts a tenu compte de la participation de la main d'œuvre extérieure et familiale pour l'exécution de ces travaux. Ce travail a été valorisé au cout de 2500 FCF/homme jours le prix pratiqué de la main d'œuvre non qualifié dans la zone du projet. Les investissements en intrants concernent les petits outillages de production.

Filière avicole : Les principaux axes d'intervention retenus pour l'aviculture sont (i) la prophylaxie ; (ii) l'amélioration de l'habitat ; (iii) l'introduction de races performantes ; (iv) la fabrication d'aliment ; et (v) le renforcement des capacités. L'activité est menée dans trois départements à savoir le Pool, la Bouenza et la Cuvette et a atteint 535 avicultrices / aviculteurs qui sont directement touchés par le PADEF sur le 1 600 prévus. Pour la situation « Avec projet », l'analyse financière a pris en compte le taux de mortalité de 50% et le taux d'abandon de 65% constaté au niveau des aviculteurs appuyés lors de l'implémentation du projet. C'est pour cette raison que l'analyse économique intègre uniquement 35% des bénéficiaires. Les principaux bénéfices sont l'accroissement du taux de croissance du cheptel de 110% à 150% et celui d'extraction des animaux de 10% à 80%, l'amélioration de taux de ponte de 50% à 90%, la diminution de taux de mortalité des poussins et des poules de 60% à 50%.

Filière piscicole: le modèle de production de poissons marchands, sur une superficie de 2 ares/pisciculture (10mX20M), a été retenu, car est le plus dominant dans la zone du projet. Les principaux bénéfices du projet est l'amélioration de rendement piscicole passant de 125 kg/are à 250 kg/are, la réduction de la durée de cycle de production passant de 9 mois à 6 mois permettant 2 élevages par ans, dû principalement à l'amélioration des techniques d'élevage suite à l'accès à l'appui conseil, le mono sexage et l'alimentation des poissons ainsi que l'adoption de l'élevage mono sexe de tilapias mâles qui accroît significativement les rendements car les mâles ont un taux de croissance de 50% plus élevé que celui des femelles à cause de la forte prolificité des femelles qui pratiquent l'incubation buccale, les empêchant ainsi de manger durant cette période.

Mis à part le cas des grandes fermes, qui sont très rare dans la zone du projet, la main-d'œuvre utilisée dans la pisciculture est principalement familiale. Comme pour les autres filières, la main-d'œuvre familiale a été prise en compte dans les budgets de production des différentes espèces de poisson au taux de 2500 FCFA/jour. Les dépenses d'investissement prises en compte dans les budgets de production concernent l'aménagement des étangs (nouveaux), la réhabilitation des étangs (existants), les infrastructures d'accompagnement et le petit outillage. Elles sont évaluées à leur valeur totale à l'année où l'investissement est réalisé et leur remplacement est prévu en fonction de leur durée de vie estimée. Les dépenses d'exploitation concernent les alevins, l'aliment, les fertilisants

3. Selon la revue à mi-parcours réalisée en 2013, le rendement de la variété bété bété de l'igname, introduit par le PDAEF, atteindrait 5 t/ha par cycle de production par rapport à une projection de 8 t/ha à la conception du PADEF.

organiques, le transport des intrants, la commercialisation et la main-d'œuvre. Les produits d'exploitation ont été calculés dans les budgets de production en prenant en compte la production vendue et l'autoconsommation.

II. Evaluation des prix financiers

En République du Congo, les prix des produits et intrants agricoles sont librement déterminés par le marché, selon la loi de l'offre et de la demande. Le Congo étant membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), sa politique commerciale est largement déterminée par les règlements de l'union douanière régionale. Grâce à la politique monétaire prudente conduite au niveau régional par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et à une politique fiscale modérée, le taux d'inflation a été maîtrisé depuis 2013 à 2,5% (inférieur à la norme communautaire de 3%). La hausse des prix des produits alimentaires a été maîtrisée en deçà de 4% grâce à une amélioration des conditions de transport qui ont facilité l'acheminement des produits locaux vers les marchés. En ce qui concerne les prix d'achat et de vente, ainsi que les coûts de transport des produits, ils sont estimés, sur base des unités de mesures locales, car il n'existe présentement pas de système de pesage des produits agricoles. Les prix des produits retenus dans l'analyse financière correspondent à ceux qui sont payés aux petits producteurs (prix de marché). Ils ont été collectés par la mission auprès des producteurs dans les villages et dans les différents rapports et documents consultés.

III. Analyse des résultats

En se basant sur la méthodologie et des hypothèses définies ci-dessus et en considérant un taux d'actualisation de 14%, le tableau des résultats récapitulatifs ci-dessous indique que l'ensemble des filières appuyées par le PADEF présente une valeur Actuelle Nette positive, excepte le maïs qui ne s'est pas révélé rentable (Ratio cout Bénéfice 0,31).

Le tableau : la synthèse des résultats de l'analyse financière du PADEF.

A)		PRODUCTION									
F I N A N C I A L A N A L Y S I S	PY	Farm modes'net incremental benefits -NIB (in FCFA)									
		Manioc Rouis	Manioc Cossette	Boutures (Agri-multiplicateurs)	Soja	Maïs	Igname	volaille	pisciculture	Banane	CMEC
		188 000	196 620	938 000	472 750	61 200	529 900	-587 413	1 178 328	-21 602 000	0
		805 000	1 112 745	1 082 500	833 000	192 400	756 350	479 823	3 154 100	28 587 500	23 777 900
		805 000	982 995	959 600	1 133 500	177 950	568 375	650 485	2 787 100	28 315 500	23 777 900
		670 500	1 056 995	1 071 100	1 313 500	297 950	855 875	589 979	2 750 100	28 512 500	23 412 900
		767 500	982 995	959 600	1 173 500	217 950	668 375	601 383	3 120 100	28 315 500	19 976 000
		805 000	1 105 495	1 082 100	1 313 500	297 950	855 875	515 135	2 787 100	28 587 500	23 161 900
		670 500	981 995	958 600	1 173 500	217 950	668 375	615 135	2 750 100	28 240 500	23 412 900
		805 000	1 105 495	1 082 100	1 313 500	297 950	855 875	615 135	3 120 100	28 587 500	23 777 900
		670 500	981 995	958 600	1 173 500	217 950	668 375	615 135	2 787 100	28 315 500	19 976 000
		767 500	1 066 995	1 081 100	1 313 500	297 950	855 875	615 135	2 750 100	28 512 500	23 412 900
B/C NPV (FCFA) @ 14%		1,04 3 453 407	1,29 4 701 969	1,02 5 277 841	1,11 5 450 932	0,31 1 086 131	1,40 3 677 793	1,39 2 005 896	1,75 13 652 039	6,69 104 478 015	2,24 99 285 692

L'activité des CMEC qui présente à la foi une Valeur actuel Nette (VAN) de 86 milliards de FCFA et un ratio bénéfice-cout de 2,24. Ce qui indique que chaque FCFA investi dans le CMEC procure un chiffre d'affaire de 2,24 FC et rapporte un bénéfice additionnel de 1,24 FCFA. Cette forte rentabilité est dû au fait que la forme mutuelle utilise une approche de volontariat bénévole, sans couts pour ces membres de conseil d'administration. Ce qui pose déjà un problème de motivation et de durabilité de fonctionnement des caisses.

De toutes les filières appuyées par le PADEF, la banane est financièrement la plus rentable avec une VAN estimé à et un ratio Bénéfice-Cout de 1,83 comparativement aux deux formes commercialisé du manioc, qui sont le manioc Cossettes et la patte rouie, qui présentent des VAN respective de 4,7 millions de FCFA et de 3,5 millions de FCFA et, un ratio bénéfice-coût de 1,24 et 1,04 respectivement. Les cultures de diversification, notamment l'Igname et le soja se sont également révélées rentables.

Pour ce qui est de la production animale, la volaille reste l'activité financièrement plus incitative, avec un ratio bénéfice-cout de 3,05, comparativement à ceux de Pisciculture et de la pêche artisanale qui sont estimés à 2,19 et 0,32 respectivement. La pisciculture présente tout de même une VAN de 15 millions de FCFA, montant supérieur à celle de l'aviculture qui est évalué à près de 8 millions de FCFA.

C. ANALYSE ÉCONOMIQUE

I. Méthodologie et hypothèses

Pour évaluer la viabilité économique du projet, nous avons procédé à l'analyse économique, qui analyse les activités proposées du point de vue de la communauté dans son ensemble et de l'économie nationale. Comme pour l'analyse financière, cette analyse se repose sur la comparaison entre la situation avec projet la situation sans projet et nous avons utilisée pour cela l'analyse coûts/bénéfices aux prix de référence⁵.

L'analyse économique a été conduite pour une période de 20 ans, correspondant à la durée de vie estimée des avantages générés par le projet. Elle est effectuée en prix constants de 2017 en utilisant un taux de change de référence de 667 FCFA pour 1 dollar des Etats-Unis, calculé sur la base des données de la Banque Mondiale (WDI)⁶ en utilisant la formule suivante :

$$SER = OER \cdot \frac{[(M + Tm) + (X - Tx)]}{(M + X)}$$

Où (i) SER représente le taux de change de référence, (ii) OER le taux de change officiel, (iii) M la valeur des importations, (iv) Tm les taxes sur les importations, (v) X la valeur des exportations et (vi) les taxes sur les exportations.

Les prix financiers et les flux des coûts et avantages ont été convertis en valeurs économiques, d'une part en éliminant les taxes, subventions et autres transferts et en utilisant le taux de change de référence pour la conversion en monnaie locale de la part du coût du projet en devise, et d'autre part en utilisant des coefficients de conversion spécifiques au niveau des budgets de production et des comptes d'exploitation.

En outre, il a été pris en compte le coût supplémentaire à prendre en charge sur le budget de l'Etat après la période d'exécution du projet, pour assurer le suivi/évaluation et l'appui conseil ainsi que les couts engagé par les petits exploitants agricoles, les petits aviculteurs et pisciculteurs. Le cout sur le budget de l'état est estimé à 146 millions de FCFA par an, équivalent à la moitié du coût économique de la composante relative à la coordination, le suivi évaluation et la gestion des savoirs au cours de la dernière année d'exécution du projet.

Le coût financier du projet a été transformé en coût économique au moyen du logiciel Costab qui a déduit des coûts financiers les taxes et les provisions pour hausse des prix et a appliqué un taux de change de référence 667 FCFA pour un dollar des Etats-Unis pour la conversion en FCFA de la part du coût en devise (prime de change de 11%).

Sur la base des projections de la Banque Mondiale, il a été calculé un coefficient de conversion spécifique par la méthode des prix de parité à l'importation. Certains produits ne faisant partie de la projection de la Banque mondiale, nous avons utilisé la moyenne des produits agricoles retenu. Ce coefficients sont repris dans le tableau ci-dessous.

Standard Conversion Factor (SCF) for INPUT	0,66	SCF	1,86
Standard Conversion Factor (SCF) for exported outputs	1,05	SCF	1,05
Shadow Wage Rate Factor (SWRF)*	0,70	SWRF	1,96
Shadow Conversion Factor	2,81	SCF	0,70

Les corrections liées aux externalités environnementales ont été calculées, en estimant le bilan carbone du projet à l'aide du logiciel EX-ACT et un cout social du Carbone de 5\$/tonne. Le tableau ci-dessous résume le bilan carbone du projet.

Tableau : Bilan Carbone du PADEF

⁵ Prix de marché modifiés de façon à mieux refléter des valeurs sociales ou économiques ("Shadow prices").

⁶ World Development Indicators

Nom du Projet	PADEF-RC		Zone climatique	Tropical (Humide)				Durée du Projet (en années)		20	
Continent	Afrique		Type de sol dominant	Sols à argiles 1:1				Surface totale (ha)		8016000	
Composantes du projet	Flux bruts			Répartition du blian par type de GES					Résultats par an		
	Sans	Avec	Bilan	CO ₂			N ₂ O	CH ₄	Sans	Avec	Bilan
	Tous les GES en tCO2eq			Biomasse			Sol	Autre			
Positif=émission / négatif=puits											
Changements d'Usage											
Déforestation	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Boisement	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Autres CUT	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Agriculture											
Annuelle	-173 471	-205 666	-32 194	0	-50 750		4 381	14 175	-8 674	-10 283	-1 610
Pérenne	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Riz	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Patûrage & bétail											
Patûrage	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Bétail	488 067	545 471	57 405				34 022	23 382	24 403	27 274	2 870
Dégradation et gestion	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Intrants & Investissements	0	0	0			0	0		0	0	0
Total	314 596	339 806	25 210	0	-50 750	0	38 403	37 557	15 730	16 990	1 261

Un taux d'actualisation de 6,5% a été utilisé afin de refléter le coût d'opportunité du capital social au Congo. Ce taux est la moyenne des taux d'intérêt fixés par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) pour les avances aux trésors publics nationaux⁷.

II. Coûts et bénéfices économiques

Toutes les composantes du coût du projet ont été prises en compte dans l'analyse économique. Les montants correspondant aux subventions, d'une part au profit des bénéficiaires pour l'acquisition des intrants et équipement agricoles et l'aménagement liés à l'exploitation ainsi que les formations, ont été déduits du coût du projet afin d'éviter une double comptabilisation car ces dépenses ont été prises en compte dans les budgets financiers des filières. Les montants relatifs aux ressources à mobiliser par les bénéficiaires pour compléter les subventions du projet ont également été déduits du coût du projet car ils sont aussi pris en compte dans les budgets de l'analyse financière.

Les bénéfices économiques quantifiables considérés dans l'analyse économique concernent l'augmentation des rendements et des quantités des ventes, l'amélioration de la qualité du produit saisi par le prix de vente.

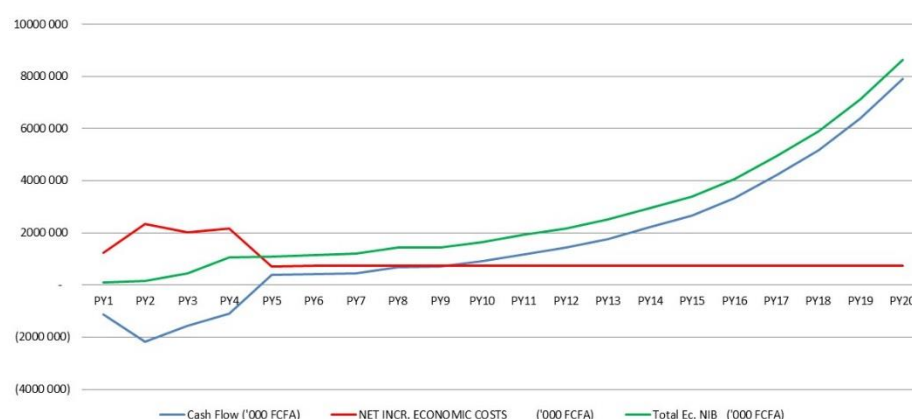
Sur la base des hypothèses susmentionnées, les bénéfices économiques nets additionnels obtenus à l'échelle des exploitations type ont été agrégés suivant le nombre d'exploitations retenues en lien avec les cibles retenues dans le cadre logique pour aboutir aux bénéfices économiques totaux pour chaque type d'exploitation et aux bénéfices économiques globaux du projet.

⁷ Source : BEAC, Décision du Comité de politique Monétaire n° 01/CPM/2014 du 08 juillet 2014. Il est à noter que le Congo n'a pas récemment émis d'obligations publiques.

Analyse des résultats et de la de sensibilité

Au coût d'opportunité du capital de 6,5%, le PADEF se montre économiquement rentable, avec une Valeur actuelle nette actualisé (VAN) estimé à près de 9,5 milliards de FCFA, soit 14 millions de \$ E-U et un taux de rentabilité interne économique (TRIE) de 16 %. Bien que ces chiffres soient en dessous des prévisions lors de conception et de la revue à mi-parcours du Programme, suite au fait que plusieurs activités n'ont pas été délivrées, ces résultats économiques restent très satisfaisants, d'autant plus que ce programme apporte à l'économie congolaise des gains économiques certains. Le graphique ci-dessous résume l'évolution du cash-flow économique du projet.

Graphique : Evolution du Cash-Flow économique du PADEF



Bien que légèrement inférieur aux TRIE de la conception (17%), le TRIE qui annule la VAN à l'achèvement est également très satisfaisant du fait qu'il reste supérieur au Taux d'intérêt de 14% appliqué dans le pays par des banques commerciale. En définitif, les résultats économiques du PADEF, à son achèvement, devrait normalement se conforter davantage si on intégrait certains bénéfices non pris en compte dans les calculs en raison de l'insuffisance de données pour leur évaluation. Il s'agit notamment de l'amélioration des conditions de vie des ménages et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, grâce à l'accroissement des revenus et des disponibilités alimentaires, des effets induits des actions de renforcement des capacités sur d'autres types d'activités économiques exercées par les bénéficiaires et des effets multiplicateurs sur le secteur transformation des produits, notamment sur les femmes et les jeunes.

L'analyse de sensibilité, résumé dans le tableau ci-dessous indique une bonne robustesse des résultats obtenus.

Tableau : Résultats des tests de sensibilité

F)						
SENSITIVITY ANALYSIS (SA)						
		Δ%	Link with the risk matrix	IRR (%)	NPV ('000'FCFA)	NPV (USD)
Base scenario				16,0%	9 494 659,98	15 514 150,29
Project benefits	-10%	Combination of risks affecting output prices, yields and adoption rates		12,7%	5 556 344 485,96	9 078 994 258,10
Project benefits	-20%			10,5%	3 389 488 350,39	5 538 379 657,50
Project costs	10%	Increase of input prices or construction material		12,9%	14 003 222 282,40	22 881 082 160,79
Project costs	20%			11,2%	12 180 017 259,23	19 901 988 985,68
1 year lag in ben.		Risks affecting adoption rates and low implementation capacity		11,0%	4 096 904 915,03	6 694 289 076,84
2 years lag in ben.				7,8%	1 099 803 677,03	1 797 064 831,75

Même dans l'hypothèse d'une baisse des bénéfices du projet de 20% ou un accroissement des couts du projet de 20%, le TRIE du PADEF demeure supérieur par rapport au coût d'opportunité économique du capital de 6,5% appliqué dans le pays et la VAN supérieure à 20 milliard de FCFA

(5,5 millions de \$ E-U). Le retardement des bénéfices du projet de 2 ans n'affecte pas la viabilité économique du projet.

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Appendix 5: Environmental social and climate impact assessment (detailed analysis)

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Appendix 5: Environmental social and climate impact assessment (detailed analysis)

Au moment de l'achèvement du PADEF, l'étude des impacts environnementaux et sociaux n'avait pas été conduite. Toutefois, au vu de la nature des activités conduites, nous sommes limités à faire un screening du bilan carbone utilisant l'outil Exact de la FAO, en utilisant les superficies atteintes par le projet et l'élevage de volaille. Les résultats détaillés sont soutenus dans les tableaux et graphiques ci-dessous:

Tableau : Bilan carbone à l'achèvement du PADEF

Nom du Projet		PADEF-RC		Zone climatique		Tropical (Humide)			Durée du Projet (en années)			20	
Continent		Afrique		Type de sol dominant		Sols à argiles 1:1			Surface totale (ha)			8016000	
Composantes du projet	Flux bruts			Répartition du bilan par type de GES					Résultats par an				
	Sans	Avec	Bilan				N ₂ O	CH ₄	Sans	Avec	Bilan		
	Tous les GES en tCO ₂ eq			CO ₂									
	Positif=émission / négatif=puits			Biomasse			Sol	Autre					
Changements d'Usage													
	Déforestation	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	
	Boisement	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	
	Autres CUT	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	
Agriculture													
	Annuelle	-173 471	-205 666	-32 194	0	-50 750		4 381	14 175	-8 674	-10 283	-1 610	
	Pérenne	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	
	Riz	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	
Patûrage & bétail													
	Patûrage	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	
	Bétail	488 067	545 471	57 405				34 022	23 382	24 403	27 274	2 870	
Dégradation et gestion													
		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	
Intrants & Investissements													
		0	0	0			0	0		0	0	0	
Total													
		314 596	339 806	25 210	0	-50 750	0	38 403	37 557	15 730	16 990	1 261	
Par hectare													
		0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Par hectare et par an													
		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

Les calculs montrent que le PADEF a eu un bilan carbone positif ? Les émissions du PADEF seraient de 25 210 t CO₂ eq. Ces émissions sont constituées principalement de N₂O, CH₄ et CO₂. Le bilan de l'activité de production végétale serait un bilan Carbone négatif. Les techniques culturales diffusées ont permis de séquestrer 205 666 t CO₂ eq et d'émettre 173 471 t CO₂ eq soit un bilan carbone de - 32 194 t CO₂ eq. Les activités d'élevage ont eu un bilan carbone de 57 405 t CO₂ eq, car elles ont émis, par la déjection de volaille, 545 471 t CO₂ eq, (dont 34 022 t CO₂ eq de NO₂ et 23 382 t CO₂ eq de CH₄) contre 488 067 t CO₂ eq dans la situation sans projet.

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Appendix 6: Dates of supervision mission and follow-up missions

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Mission	Date Completed
Supervision Mission 1	25 May 2014 - 15 June 2014
Impl. Sup/Follow Up Mission 1	25 May 2014 - 15 June 2014
Impl. Sup/Follow Up Mission 2	10 August 2014 - 30 August 2014
Supervision Mission 2	15 December 2014 - 10 January 2015
Impl. Sup/Follow Up Mission 3	18 February 2015 - 28 February 2015
Supervision Mission 3	18 May 2015 - 06 June 2015
Impl. Sup/Follow Up Mission 4	02 August 2015 - 19 August 2015
Mid-Term Review 1	09 November 2015 - 14 December 2015
Impl. Sup/Follow Up Mission 5	27 June 2016 - 06 July 2016
Supervision Mission 4	29 May 2017 - 16 June 2017
Impl. Sup/Follow Up Mission 6	11 November 2018 - 25 November 2018
Impl. Sup/Follow Up Mission 7	-

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Appendix 7: Terms of Reference of the completions review mission

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Appendix 7: Termes de Référence de la mission de revue de l'achèvement du PADEF

TO: Martin Lisandro
Directeur
Division Afrique de l'Ouest et du Centre

FROM: Hanafi Abdelhaq Directeur Pays
République démocratique du Congo et
République du Congo

CC: Membres de la mission achèvement PADEF
République du Congo

DATE: 11 mars 2019

SUBJECT: République du Congo (RC): Prêt FIDA n° 851-CG – Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADEF). Mission d'achèvement- Termes de Référence:

Composition de la mission

Noms	Spécialisation/role	Présence
Abdelhaq Hanafi	Country Director Team Leader / IFAD	28 mars – 12 avril
Ephraïm B. Gubandja	Country Program Officer, Co-Leader, IFAD	28 mars – 12 avril
Michel Disonama	Consultant national/international, Agro-économiste, Chef de mission et Analyste économique, financier et	25 mars – 15 avril
Dieudonné Kazadi	Consultant Finances, analyse fiduciaire IFAD	28 mars – 12 avril
Jean Pierre Ilanga	Consultant Passation des marchés IFAD	28 mars – 12 avril

Equipe du PADEF

Benjamin DIRA	Coordonnateur National, PADEF.	28 mars – 12 avril
Charles LOUKANOU	Responsable administratif et financier, PADEF	28 mars – 12 avril
Judith Ibarra	Responsable Suivi-évaluation et programmation	28 mars – 12 avril
Marcel NZEMBA	Spécialiste Agropastoral.	28 mars – 12 avril
Arnaud H. BOUNGOU	CAPSE en charge des activités de microfinance, de pêche et pisciculture.	28 mars – 12 avril

Equipe du Gouvernement

A désigner	Représentant du Ministère de l'Agriculture, élevage et pêche	28 mars – 12 avril
A désigner	Représentant Ministère des Finances	28 mars – 12 avril
A désigner	Représentant Ministère des infrastructures	

I. Le contexte général

1. Le Congo, qui compte 4,6 millions d'habitants en 2015, tire 60% de son PIB, 90% des exportations et 80% des recettes de l'État du pétrole. L'exploitation minière, les produits forestiers et la construction ont également contribué à une croissance économique de 2,6% en 2015, selon la Banque mondiale. Le pays s'urbanise rapidement et ses deux plus grandes villes,

Brazzaville et Pointe-Noire, hébergent plus de la moitié de la population. Bien que largement couvert par les forêts tropicales, presque un tiers du Congo est constitué de terres arables.

2. Le taux de pauvreté national a été réduit de 50,7% en 2008 à 46,5% en 2011. En ce qui concerne l'indice de développement humain, le Congo se classait au 13ème rang sur 54 pays africains et 132 dans le monde, avec une cote de 135 et est classé dans le rang de pauvreté moyenne. Mais dans les zones rurales, où vit un tiers de la population, la pauvreté atteint 70%.
3. L'agriculture représentait 35% de l'emploi mais seulement 3,4% du PIB en 2011, selon la Banque mondiale. Quinze pour cent des ruraux se livrent à la pêche et à l'aquaculture. Les personnes sans emploi ni terres et les jeunes et les femmes, qui sont les principaux producteurs et transformateurs agricoles, sont les plus vulnérables à la pauvreté.
4. Malgré la présence de ressources et de potentialités importantes, plus de la moitié de la population congolaise vit dans des conditions difficiles du fait de: (i) la faible productivité liée aux difficultés d'accès aux intrants de production, à l'information et aux technologies, et à la quasi absence de services d'appui; ii) l'enclavement, l'inorganisation de la commercialisation; (iii) la carence des infrastructures et services de base; (iv) le manque d'emplois rémunérateurs pour les jeunes et les femmes; (v) le manque d'accès à des services financiers de proximité adaptés; vii) la faiblesse générale des capacités du secteur privé, des services techniques, des organisations paysannes et de l'administration locale en charge du développement.
5. Lors de la formulation du PADEF, (2011-2012), les conditions macroéconomiques, institutionnelles et politiques sont favorables pour garantir la réussite d'une opération dans le secteur agricole. Le pays a achevé sa période de transition politique; il a adopté sa stratégie de réduction de la pauvreté, qui accorde une place importante au secteur rural pour relancer l'économie ; il a élaboré des stratégies sectorielles essentielles (transport, développement agricole), a conclu des accords avec les institutions de Bretton Woods et a accédé à l'initiative PPTE en 2006.
6. Le secteur agricole constitue le principal moteur de la croissance économique en milieu rural et dispose de nombreux atouts: une forte demande intérieure et externe pour les produits vivriers, animaux et halieutiques, un grand potentiel d'accroissement de la productivité, des conditions agro-écologiques favorables permettant une grande variété de productions, une importante disponibilité en terres agricoles et en main d'œuvre.

II. La théorie du changement et le cadre stratégique du Programme et Théorie du Changement

7. La théorie du changement du PADEF peut se résumer ainsi: Il est possible de sortir des dizaines de milliers de petits producteurs agricoles de la pauvreté, d'améliorer leurs conditions matérielles, leurs revenus et leur situation nutritionnelle, en investissant de manière ciblée dans la levée de principales contraintes surmontables et dans la valorisation des atouts exploitables dont ces petits producteurs disposent.
8. Au regard, de l'analyse des contraintes et potentialités dans le pays, des besoins des groupes cibles et des interventions en cours dans le secteur sur financement du FIDA et d'autres bailleurs, le Gouvernement et le FIDA ont convenu de se concentrer sur les actions suivantes: a) la consolidation des capacités de production des petits producteurs, en se focalisant sur les cultures ayant un fort potentiel commercial, et à travers des actions de recapitalisation pour relancer l'élevage, la pêche et la pisciculture; b) la mise en relation durable des producteurs avec le marché et l'amélioration des conditions de collecte, de stockage et de transformation des productions, selon une approche filière, en appuyant la mise en place d'entreprises de commercialisation des produits (agricoles, animaux, halieutiques ; c) le désenclavement des bassins de production et l'amélioration de l'accès aux marchés; d) le renforcement des capacités des acteurs locaux, et notamment celles des organisations de producteurs (OP), des acteurs des filières de commercialisation et des services d'appui.
9. En l'occurrence, le Programme interviendra dans les 10 départements actuellement couvert par les 3 Projets de Développement Rural (PRODER) du FIDA. Les localités pauvres et présentant des potentialités agricoles, et des densités de populations optimales seront ciblées. Les interventions répondront aux besoins de la petite exploitation avec un impact direct sur les

revenus et la sécurité alimentaire. Un ciblage direct permettra d'adresser les préoccupations des femmes et jeunes à travers des activités spécifiques.

10. Il est espéré à la fin du programme, une amélioration de l'indice d'accumulation des biens de 15 000 ménages bénéficiaires directs, une réduction de la malnutrition infantile chez les garçons et les filles, et une augmentation du revenu des producteurs ciblés.

Cadre stratégique

11. Le **Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF)** est approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA le 21 février 2012 sous le n° 851-CG. Il est entré en vigueur le 03 juillet 2013 pour une durée de 5 ans. Le Programme est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche qui en est le maître d'ouvrage et qui a délégué la mise en œuvre à une Unité de gestion de programme (UNGP) qui a été mise en place en janvier 2013. Elle coordonne ainsi le PADEF et le prêt OPEP 1295 P de l'OFID, en appui au PRODER 3 qui a été prorogé deux fois et dont l'achèvement est prévue pour le 30 septembre 2018.
12. Au plan opérationnel, la mise en œuvre des activités de terrain est sous la coordination des Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) qui sont renforcées par des équipes de facilitation d'appui terrain qui mettent en œuvre et gèrent au quotidien les activités du PADEF. Ces équipes sont constituées chacune d'un facilitateur et d'un aide-comptable pris en charge par l'UNGP en tant que prestataires de service.
13. L'objectif général du PADEF est **d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs), ainsi que certains acteurs (commerçants, entrepreneurs ruraux hommes et femmes) impliqués dans les métiers artisanaux liés à l'agroalimentaire dans les filières retenues par la création des emplois durables.**
14. L'objectif de développement du programme est d'améliorer les capacités de production, de transformation et de commercialisation des petits producteurs dans les filières porteuses (manioc, maïs, banane plantain, igname, volaille, ovins et caprins, pêche et pisciculture) au niveau des 10 départements.
15. Les objectifs spécifiques issus de la révision du cadre logique produiront les effets escomptés suivants :
 - (i) la productivité et la production des filières ciblées sont améliorées,
 - (ii) l'accès des petits producteurs à des marchés transparents des produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées est renforcé, et
 - (iii) la capacité des organisations paysannes à fournir des services à leurs membres et aux communautés pour accroître leur participation aux processus de développement est accrue.
16. Les objectifs du Programme seront atteints à travers la mise en œuvre de quatre (4) composantes alignées sur les objectifs spécifiques du COSOP programme d'options stratégies d'intervention du FIDA pour le Congo de 2010 à 2014, et animées chacune par des spécialistes thématiques. Il s'agit de :
 - (iv) Composante 1 : Appui à la production végétale, animale et halieutique, qui est animée par un Spécialiste Agropastoral (SAP) et un Spécialiste Pêche et Pisciculture (SPP),
 - (v) Composante 2 : Appui à la conservation, transformation et commercialisation, qui est animée par un Spécialiste en Infrastructures (SI) pour le volet « accès aux bassins de production », le SAP pour les volets CA et IPCI et le SPP pour les CCP ;
 - (vi) Composante 3 : Renforcement des capacités, est animée par le Spécialiste Filières et Renforcement des Capacités (SFRC) et
 - (vii) Composante 4: Coordination, suivi du programme et gestion des connaissances, est sous la responsabilité du Coordonnateur National.
17. En matière de revues, le PADEF a bénéficié, depuis son démarrage de quatre supervisions et d'une revue à mi-parcours qui a eu lieu en juin 2015 et a suscité une réorientation et une définition plus précise de ses missions. Toutefois en 2016, des difficultés structurelles n'ont pas permis au programme de réaliser les deux supervisions recommandées et une seule supervision a eu lieu en juin 2017.

18. La mise en œuvre du PADEF a été renforcée par deux assistances techniques régionales qui ont effectué respectivement deux missions de terrain et ont produits chacune une documentation devant servir d'outils d'aide à la décision opérationnelle pour ces deux initiatives.
- La 1^{ère} est relative à l'initiative FAO-FIDA sur « le développement des capacités des filières manioc et poisson » avec respectivement l'appui à la mise en place des centres d'affaires (CA) et des centres communautaires de pêche (CCP).
 - La 2^{ème} est liée à l'initiative FIDA-Université de Greenwich basée sur « l'amélioration des performances dans l'Industrie du manioc (IPCI) ».
19. La mission de supervision de juin 2017 a recommandé l'accélération de la mise en œuvre des volets liés à la transformation et à la consolidation des organisations paysannes et des caisses mutuelles d'épargne et de crédit, de manière à préparer la pérennisation des acquis du projet à son achèvement prévu en septembre 2018. Une très petite partie de ces recommandations ont été mises en œuvre du fait que le PADEF a subi de plein fouet la suspension du portefeuille du FIDA en République du Congo qui s'est étalé du 30 janvier 2018 au 19 janvier 2019, soit 12 mois jour pour jour. Ainsi, le programme s'est achevé dans un contexte où il n'était pas possible ni de structurer, ni de superviser, ni moins encore de renforcer les dernières activités devant préparer la sortie du programme.

III. Objectifs de la Mission d'achèvement du Projet,

3.1. Objectif global de la mission

L'objectif global de la mission d'achèvement est d'évaluer la performance globale et spécifique du PADEF par l'identification des résultats obtenus, l'appréciation de l'impact atteint sur les différents groupes cibles et la formulation des principaux enseignements tirés de la mise en œuvre du programme pour l'amélioration des programmes en cours et futurs.

3.2. Objectifs spécifiques de la mission

20. Les objectifs spécifiques de la mission sont :

- a. Documenter les conclusions sur lesquelles a débouché le processus d'achèvement du projet, en partant de l'analyse des rapports de supervision, la revue à mi-parcours et des rapports intermédiaires et le rapport final d'achèvement produits par l'Unité de gestion du projet
- b. Identifier, décrire et quantifier les changements, résultats et l'impact du projet, et produire un cadre des résultats final actualisé du projet
- c. Identifier et présenter dans le rapport, quelques illustrations vivantes qui permettent de décrire et de démontrer les changements produits par le PADEF
- d. Identifier les principaux acquis du projet à consolider, pérenniser, capitaliser, répliquer et ou mettre en échelle et les moyens et activités à mettre en place par le Gouvernement pour y parvenir
- e. Apprécier la viabilité financière et économique du projet et la comparer aux calculs de rentabilité et de faisabilité effectués lors de la conception et de la revue à mi-parcours
- f. Analyser la performance de toutes les parties prenantes au projet notamment l'UGP, le Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche, le Ministère des finances, les démembrements provinciaux et sectoriels du Ministère de l'Agriculture, Elevage et pêche, les institutions de recherche et développement, les directions centrales des ministères impliqués, les services départementaux, les organisations faitières des producteurs, et le FIDA
- g. Décrire et expliquer les contraintes rencontrées et les circonstances atténuantes
- h. Identifier la stratégie de désengagement ainsi que les activités prévues après la clôture du projet notamment pour consolider et pérenniser les acquis, et répartir les responsabilités des parties prenantes
- i. Décrire les principaux enseignements à tirer de la mise en œuvre du projet
- j. Envisager, avec le recul et l'expérience, ce qui aurait pu être fait différemment et si une autre approche aurait permis d'obtenir de meilleurs résultats et/ou un impact plus marqué
- k. Préparer la clôture administrative et financière du projet

IV. MISSION DES CONSULTANTS

4.1. Consistance globale de la mission

21. La mission examinera sur la base des critères classiques d'évaluation, l'impact, la pertinence, l'effectivité, l'efficacité, l'efficience des activités et l'adéquation de l'approche de mise en œuvre du projet pour l'atteinte des résultats attendus. Elle devra aussi examiner la durabilité des résultats et impacts ainsi que les conditions de pérennisation des acquis du PADEF. Elle devra aussi se pencher sur les thématiques transversales du ciblage, genre et autonomisation des femmes, de l'inclusion des peuples autochtones, de la nutrition, de l'environnement et changement climatique, ainsi que de l'entrepreneuriat des jeunes. La mission identifiera et analysera également les innovations induites par le projet et la pertinence et la possibilité de leur reproduction à plus grande échelle.

22. L'impact du projet sera apprécié selon les 4 domaines d'impacts ciblés par le FIDA:

- a) Revenus et avoirs nets des ménages: Les revenus des ménages permettent d'évaluer le flux des avantages économiques individuels ou collectifs, alors que les actifs se rapportent à un stock d'éléments ayant une valeur économique. L'analyse doit inclure une évaluation des tendances en matière d'égalité (hommes-femmes, jeunes-adultes, peuples autochtones, handicapés, ...) observées au fil du temps.
- b) Capital humain et social et autonomisation: Inclut l'évaluation des changements survenus dans l'autonomisation des individus, la qualité des organisations et institutions locales ainsi que les capacités individuelles et collectives des pauvres, et en particulier la mesure dans laquelle certains groupes spécifiques comme les jeunes sont inclus ou exclus du processus de développement.
- c) Sécurité alimentaire et productivité agricole: Changements dans le domaine de la sécurité alimentaire, en relation notamment à la disponibilité, la stabilité, l'accessibilité économique et l'accès à la nourriture et à la stabilité de cet accès; l'évolution de la productivité agricole étant pour sa part mesurée en termes de rendement; la nutrition est liée à la valeur nutritionnelle de la nourriture et la malnutrition infantile.
- d) Institutions et politiques: Conçu pour évaluer les changements survenus sur le plan de la qualité et de la performance des institutions, des politiques et du cadre réglementaire qui ont une incidence sur les conditions de vie des pauvres.

23. L'analyse d'impact devra répondre au moins aux quatre questions ci-après:

- L'initiative a-t-elle eu l'impact prévu sur le groupe cible?
- Dans quelle mesure les revenus des bénéficiaires ont-ils changé du fait du projet?
- Comment les avoirs nets des ménages ont-ils changé du fait de l'intervention?
- Quels changements ont été apportés à la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages et comment s'expliquent ces changements?

24. La pertinence :

- Les objectifs du projet sont-ils conformes aux principaux objectifs du FIDA et du gouvernement visant à promouvoir le développement agricole durable ainsi que les besoins des populations rurales pauvres?
- La conception du projet était-elle appropriée (par exemple, en ce qui concerne les composantes, les allocations financières, les arrangements institutionnels, etc.) pour atteindre les objectifs de l'intervention? et
- Le projet a-t-il été modifié pendant la mise en œuvre pour tenir compte des changements du contexte et assurer qu'il conserve sa pertinence?
- Dans quelle mesure la réalisation des objectifs du PADEF coïncident avec les besoins des bénéficiaires et du pays, les priorités du Fonds et les politiques des partenaires et des donateurs?.
- Quelle est la cohérence entre la conception du projet et la réalisation de ses objectifs?
- Pertinence du ciblage des stratégies adoptées : la réalisation des objectifs tels que conçus ont-ils abordé le problème de l'inégalité entre les sexes et de genre?

25. L'effectivité

- Le taux de réalisation physique des activités
- Le taux d'exécution financière
- Le respect des délais et du chronogramme
- La recherche des éléments de surcoût éventuel et de leurs causes
- Vérification, le cas échéant, de l'application des clauses convenues avec les différents partenaires/prestataires (signature des conventions, déblocage des fonds, conditions suspensives, délais de mise en œuvre, ...)

26. L'efficacité :

- Dans quelle mesure les objectifs du projet et de ses composantes ont-ils été atteints d'un point de vue à la fois quantitatif et qualitatif?
- En particulier, quels changements du contexte global (par exemple, cadre légal, situation politique, dispositif institutionnel, chocs économiques, troubles civils, etc.) ont affecté ou sont susceptibles d'affecter l'exécution du projet et ses résultats globaux? et
- Quels sont les facteurs relatifs à la conception et à l'exécution du projet qui expliquent les résultats estimatifs en termes d'efficacité?
- Existe-t-il des alternatives valides?

27. L'efficience:

- Le taux de rentabilité économique au moment de l'évaluation est-il comparable à celui qui avait été calculé lors de la conception?
- Quel est le coût du prêt par bénéficiaire (tant au moment de la préévaluation qu'à celui de l'évaluation) et est-il comparable à celui d'autres opérations financées par le FIDA (ou par d'autres donateurs) dans le même pays ou dans d'autres pays? Quels sont les coûts totaux de gestion du projet par rapport aux coûts totaux du projet et sont-ils comparables à ceux de projets similaires?
- Avec les moyens dont le programme avait disposé, aurait-il pu obtenir plus de résultats?
- Certaines actions ont-elles été plus dévoreuses de moyens financiers et humains pour de maigres résultats?
- Explication d'éventuels surcoûts et retards observés

28. Durabilité des avantages

- Les activités du projet bénéficient-elles de l'engagement, de la participation et de l'appropriation des communautés locales, des organisations de base et de la population rurale pauvre, et les démarches retenues sont-elles techniquement viables?
- Existe-t-il une indication claire de l'engagement du gouvernement après la date de clôture du prêt, en ce qui concerne par exemple l'allocation de fonds à certaines activités, les ressources humaines disponibles, la continuité des politiques favorables aux pauvres, les approches de développement participatives et l'appui institutionnel?
- Quelle est la probabilité que les avantages apportés par le projet persistent après sa clôture et quelle est la résistance probable des activités économiques aux risques après la fin du projet?
- Quelle est la capacité des organisations paysannes, des structures locales non-étatiques et des structures étatiques à poursuivre et voire, faire croître les activités, les acquis et les investissements du projet?

29. Ciblage, genre et autonomisation des femmes et entrepreneuriat des jeunes

- Quelles sont les réalisations du projet en matière de promotion de l'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes? Il s'agit de déterminer si des changements ont été apportés: à l'accès des femmes et des jeunes aux ressources, avoirs et services; à l'influence des femmes sur la prise de décision; à la répartition de la charge de travail au sein du ménage; à la santé des femmes, aux compétences, aux revenus et à la nutrition; aux relations entre les sexes au sein des ménages, des groupes et des collectivités dans la zone du projet; etc.
- Quel pourcentage des ressources du projet a été investi dans des activités visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes et est-il comparable à d'autres projets financés par le FIDA?

- Dans quelle mesure le projet a-t-il défini et suivi des résultats ventilés par sexe pour s'assurer que les objectifs en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes étaient atteints?
- La structure d'exécution du projet était-elle adéquate pour soutenir la mise en œuvre effective des objectifs en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes et des jeunes?

30. inclusion des peuples autochtones

- L'enquête de référence du projet a-t-elle inclut une documentation sur les systèmes alimentaires autochtones, le régime foncier applicable aux terres et aux territoires et sur la situation et les organisations , et autres éléments concernant les peuples autochtones?
- Le cadre logique et la stratégie du projet ont –ils prévu des résultats, des activités et des stratégies spécifiques en faveur des peuples autochtones suite aux éléments mentionnés ci haut??
- Si oui, quelles activités ont –été menées et quels résultats et/ou changements ont-elles produits?
- Ces activités comprennent-elles des initiatives ciblées à l'intention des femmes et des jeunes autochtones, portant notamment sur le développement des compétences, le dialogue entre générations, la formation au leadership, la participation à la prise de décisions et l'accès accru à des techniques appropriées
- Ces activités ont-elles permis d'apprécier et renforcer le rôle joué par les femmes autochtones dans les systèmes alimentaires traditionnels, en s'assurant de leur participation pleine et efficace à tous les projets, dans le cadre d'une série d'initiatives ciblées
- Quelles leçons peut-on tirer de la mise en œuvre de ces activités?
- les peuples autochtones sont-ils représentés au sein du comité de pilotage du projet et/ou ont-ils participé aux missions de conception et de supervision
- Le projet a-t-il constitué une approche de gestion des savoirs concernant les peuples autochtones, dont le but sera la génération de savoirs et leur documentation ? si oui, comment fonctionne-t-il?
- Le consentement préalable, libre et éclairé a-t-il été prévu et réalisé pour des activités du projet ciblant ou affectant des populations autochtones?

31. Nutrition

- Le projet a- t-il été conçu et/ou a-t-il développé des activités sensibles à la nutrition?
- Quels résultats et changements ont été apportés par la mise en œuvre de ces activités?
- En quoi cela a-t-il impacté la situation nutritionnelle des couches les plus vulnérables?
- Quels efforts et actions supplémentaires seront-elles nécessaires pour consolider ces activités?

32. Environnement, ressources naturelles et changement climatique

- Dans quelle mesure, le projet a-t-il adopté des approches/mesures en faveur de la restauration ou de la gestion durable des ressources naturelles (par exemple renforcement des services éco-systémiques, appui à la formation et à la vulgarisation en faveur d'une gestion efficace de l'environnement et des ressources naturelles, adoption de technologies appropriées/nouvelles)?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il renforcé la capacité des institutions et des groupes communautaires à gérer les risques environnementaux (par exemple comment les facteurs liés à la gouvernance façonnent la
- gestion des ressources naturelles, influence des incitations et des mesures de dissuasion en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles et de l'amélioration des moyens de subsistance reposant sur des ressources naturelles)?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à réduire la vulnérabilité environnementale de la communauté et a-t-il renforcé la résilience pour une gestion durable des ressources naturelles

contribuant à la réduction de la pauvreté (par exemple certains facteurs comme l'accès aux technologies, l'information/sensibilisation)?

- Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à la durabilité environnementale et sociale à long terme (par exemple en évitant la surexploitation des ressources naturelles, la perte de biodiversité
- Quelles activités relevant spécifiquement de l'adaptation le projet prévoyait-elle, le cas échéant, et quels ont été leurs effets sur les populations rurales pauvres?
- Quels étaient les montants et la nature des fonds alloués à l'adaptation aux risques liés au changement climatique?
- Quels sont les facteurs les plus importants qui ont aidé les populations rurales pauvres à restaurer la base de ressources naturelles et l'environnement qui ont été ou ont pu être affectés par le changement climatique?

33. Innovations et reproduction à plus grande échelle

a. Innovations:

- Quelles sont les caractéristiques de l'innovation ou des innovations promues par l'intervention?
- Sont-elles cohérentes avec la définition de ce concept adoptée par le FIDA?
- Les actions en question sont-elles réellement novatrices ou sont-elles déjà bien établies ailleurs, mais nouvelles dans le pays ou la zone du projet?
- A-t-on eu recours à des dons pour promouvoir l'innovation?

b. Reproduction à plus grande échelle:

- Quels sont les éléments qui ont été utilisés pour justifier la reproduction à plus grande échelle et les innovations promues avec succès ont-elles été documentées et partagées pour faciliter la reproduction à plus grande échelle?
- Le FIDA a-t-il pris les devants en s'engageant dans des activités de partenariat et de concertation sur les politiques pour faciliter l'adoption des innovations réussies?
- D'après les éléments dont on dispose, ces innovations ont-elles été reproduites à plus grande échelle et, dans l'affirmative, par qui? Dans le cas contraire, quelles sont les perspectives au moment de l'évaluation qu'elles puissent être et soient effectivement reproduites à plus grande échelle par le gouvernement, d'autres donateurs ou le secteur privé?
- Quelles étaient/sont les modalités de reproduction à plus grande échelle?

34. **Points d'attention:** La mission devra accorder une grande importance à l'analyse des aspects suivants : (i) les filières (production, stockage, transformation, commercialisation): manioc, igname, aviculture, pêche et pisciculture, (ii) la micro-finance rurale, (iii) le Système d'Information sur les Marchés, (iv) renforcement des capacités, (v) la capitalisation et la gestion des savoirs pour un meilleur transfert en phase de mise à l'échelle; (vi) la structuration des acteurs des filières. Chaque membre de la mission devra renseigner toutes les tâches ci-dessus et aussi passer en revue les indicateurs de SE et de gestion des savoirs des filières dont il a la charge et faire des recommandations, après triangulation avec les autres membres de l'équipe, pour leur prise en compte dans le renseignement du SYG RI.

4.2. Etendue spécifique de la mission de l'expert agroéconomiste, chef de mission

35. Le consultant chef de mission sera en charge de ;

- La coordination de la mission et l'organisation des membres de la mission
- L'analyse du rapport provisoire d'achèvement du projet préparé par l'UGP et l'élaboration de son contenu
- L'analyse du contexte politique, économique, culturel et institutionnel ayant influencé la mise en œuvre du programme
- L'analyse du montage institutionnel du projet et son influence sur la mise en œuvre du projet
- L'analyse des critères classiques (impact, pertinence, effectivité, efficacité, efficience et durabilité) du programme ainsi que les mesures pratiques à mettre en place pour consolider et pérenniser les acquis

- L'analyse des résultats et impacts du programme sur la base des données du système de suivi-évaluation, de l'enquête ORMS/socio-économique d'achèvement, avec une emphase sur les thématiques transversales évoquées dans l'étendue globale de la mission
- La vérification qualitative des résultats et impacts du programme au niveau des aspects agronomiques (rendements, adoption de itinéraires techniques, adoption des variétés et semences, superficies emblavées, récolte.), Halieutiques (captures, facteurs de production, circuits de commercialisation), aspects de chaîne de valeurs (transformation, stockage et mise en marché).
- L'analyse des aspects novateurs et de la reproduction du programme ou de certains des éléments les plus probants. Cette analyse devra faire le lien avec le PD-PAC en cours de mise en œuvre et le processus de formulation d'un nouveau COSP et d'un nouveau programme d'investissement en préparation par le FIDA et le Gouvernement
- L'analyse des performances des partenaires
- La facilitation de l'atelier d'achèvement du programme
- La rédaction du rapport final d'achèvement du programme

4.3. Etendue de la mission de l'analyste économique et financier

36. Le consultant analyste économique, financier sera en charge de :

- Conduire l'analyse économique et financière du programme sur la base des modèles d'exploitation qui seront validées avec le chef de mission. IL s'agira notamment d'établir un Taux de rentabilité interne (TRI) du projet et de le comparer avec celui établi lors de la conception, dans le but d'apprécier la viabilité économique du projet en tenant compte de l'évolution du contexte social et économique, et de la variation des coûts unitaires de certains facteurs du programme et leur impact sur les quantités d'investissements effectivement mis en place;
- L'analyse économique des différentes stratégies d'intervention du projet (i.e. Multiplication et diffusion des semences et boutures, appuis aux Caisses mutuelles d'épargne et de crédit, systèmes de crédits mis en place...) et d'en tirer les principaux enseignements par rapport à l'accès au financement et aux intrants
- L'identification, la sélection et l'analyse socio-économique approfondie d'un nombre limité d'activités phares qui permettent d'apprécier l'impact du projet sur les bénéficiaires

4.4. Etendue de la mission de l'analyste fiduciaire

37. Le consultant analyste fiduciaire aura pour mission d'assurer la clôture administrative et financière du projet par:

- L'analyse de l'adéquation entre les projections prévisionnelles des ressources financières établies à la conception du programme et la revue à mi-parcours, et les coûts effectifs du programme par composante, par bailleur et par catégorie de dépense. Proposer une explication des dépassements et/ou des sous consommations éventuels.
- La description et l'analyse de la gestion financière et fiduciaire du programme sur la base de l'autoévaluation du programme, de la compilation des constats des missions de supervision, de la revue à mi-parcours, des missions d'audit et des missions d'appui techniques et fiduciaires. Il s'agira de présenter les principaux constats, les recommandations, les mesures mises en œuvre et leur effet sur la performance du système financier et administratif, la trésorerie et les délais de mise en œuvre du programme;
- L'état de décaissement du programme par catégorie des dépenses, par composante et par bailleur de fonds, et une analyse de la performance en termes de décaissements, pour alimenter l'analyse d'efficacité du programme
- L'analyse des capacités et des performances fiduciaires des principaux partenaires du programme
- L'établissement de la situation administrative et financière du projet à l'achèvement en s'appuyant sur les données du SAF. Cette situation devra comprendre, entre autres: (i) l'inventaire complet des immobilisations, des équipements et des mobiliers du projet (Localisation, état, quantité, valeur d'acquisition, valeur résiduelle); (ii) Rapprochement des

comptes bancaires; (iii) Situation des contrats des staffs de projet en identifiant les litiges éventuels réglés et non réglés (iv) la situation des contrats avec les partenaires et prestataires du projet (iv) l'état des engagements en passif et en actif du projet (v) les soldes des financements de chaque bailleur de fonds (vi) la liste de tous les investissements réalisés par le projet, avec leurs valeurs, le plan de gestion, l'identité des propriétaires/promoteurs/bénéficiaires et un échéancier d'amortissement/maintenance(vii) l'état des lieux de tous les rapports narratifs et financiers, et tous les rapports de mission et de supervision établies pendant la durée du projet; (viii) le plan d'archivage physique et électronique de tous les documents du projet.

- La rédaction d'un document de travail reprenant tous les aspects de sa mission et qui fera partie intégrante du rapport de mission

4.5. Durée et déroulement de la mission

La mission se déroulera en 12 jours et en deux grands temps, du 28 au 12 mars 2019 selon le programme indicatif ci-après

Période	Activité	Lieu
28 mars au 10 avril 2019	Visites sur terrain	Sites à préciser par le projet (voir programme mission terrain)
10 au 11 avril 2019	<ul style="list-style-type: none"> - Aide-mémoire - Rédaction du rapport 	Brazzaville
12 avril 2019	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier d'achèvement 	Brazzaville

Programme des descentes de terrain

Le programme provisoire de la mission de terrain se présente comme suit :

Période	Destination	Transport	Activités	Site	observation
28 au 30 mars 2019	Pool	Véhicules	Parcs à bois, aviculture	▪ Sites : Mboko, Louingui	Nuit à Kinkala
31 mars au 3 avril 2019	Cuvette et Cuvette Ouest	Véhicules	CCP Okombé Parcs à bois Champs d'igname	▪ Site : Okombé ▪ Site : Femmes d'Ately ▪ Site : Groupement igname (axe Okoyo – Boundji)	Nuit à Oyo
4 au 7 avril 2019	Plateaux	Véhicules	Parcs à bois Producteurs d'igname ; Caisse	▪ Site : Caisse de Djambala ; ▪ Site : Groupements manioc ▪ Site : Groupements Igname ▪ Site : Mucuna ▪ Site : Quelques ménages	Nuit à Djambala
7 au 10 avril 2019	Bouenza - Niari	Véhicules	Parcs à bois Producteurs d'igname ; Pisciculteurs Caisses	▪ Site : Caisses : Bouansa et kimongo ▪ Site : Femme active ▪ Site : Makouamazambi ; ▪ Site : Pisciculteur de Bouansa ;	Nuit à Madingou

V. DOCUMENTATION

La liste de la documentation à fournir par le projet :

- 1) Rapport de conception du PADEF
- 2) Accords de financement (FIDA, OFID) y compris pour le PRODER 3
- 3) Rapports narratifs et financiers annuels
- 4) PTBA des différentes années
- 5) Rapports de supervision
- 6) Rapport de revue à mi-parcours 2015
- 7) Plans de passation de marchés de toutes les années
- 8) Plan de communication et gestion des savoirs
- 9) Plan de trésorerie
- 10) Plan de suivi-évaluation
- 11) Plan des jalons de 100 jours
- 12) Manuel des procédures actualisé
- 13) Rapport provisoire d'achèvement et d'auto-évaluation
- 14) Lettre de suspension du portefeuille
- 15) Lettre de levée de suspension

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Appendix 8: List of person met and mission's programme

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Appendix 8: List of person met and mission's programme

Nom	Sexe	Titre/structure	Village District
BOUITY JAKUES	M	Conseiller Agricole Ministre d'Etat et Ministre d'Agriculture	Brazzaville
Mpandou Pierre	M	Directeur des Etudes et de Planification/Ministère de l'Agriculture	Brazzaville
ODJOLA CHRISTIAN	M	Coordonateur projet Agences/Ministère de l'Agriculture	
DIRA BEJAMIN	M	Coordonateur National/ PADEF	Brazzaville
CHARLES LOUKANOU	M	Responsable Administratif et Financier/PADEF	Brazzaville
JUDITH IBBARA	F	Responsable Suiviévaluation et Programmation/PADEF	Brazzaville
MARCEL NZEMBA	M	Spécialiste Agro-pastoral	Brazzaville
Arnaud H. BOUNGOU	M	CAPSE/PADEF	Brazzaville
BAZABANA JEAN JACQUES	M	CONSULTANT RAPPORT D'ACHEVEMENT/PADEF	Brazzaville
NZOMBI ROMUALD	M	Directeur Départemental de Niari/Ministère de l'Agriculture	Dolisie
PASSIMONA	M	Président du Groupement Makoua Manzambi	Dolisie
ANGALA MELANIE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
ANGALA NORBERT	M	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
NGABALA CRACK	M	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
BANGULI KERVANIE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
DOUNUAMA DEBORAH	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
DOUNUAMA GILBERT	M	PRESIDENT/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
DOUNUAMA DENISE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
OKO EUGENIE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
ATIPO PIERRE	M	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
MBOL HURCEL	M	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
LIKIBI SEBASTIEN	M	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
NGUIE NADINE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
NGAVALA FAYETTE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
OKO GISELE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
NGUINKO CELINE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
EDZIE FLAVIEN	M	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
ELIELIE VERONIQUE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
ELIELIE DELVIE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
ASOPIA MIREILLE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
BANGOULI DANIEL	M	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA
NDION VIVIANNE	F	Membre/FAMIDO	NGOBANA/GAMBOMA

NGATSI FELIX	M	ELUNA "PRODUIT ET RAVITAIL	NGO
YOYO ALIDA	F	MENAGE	NGO
NGODZILI JULIELLE	F	MENAGE	NGO
MPO-DARI	M	MENAGE	NGO
AMOUALA PASCALINE	F	MENAGE	NGO
MFOUROU STEVE	M	MENAGE	NGO
NKOURE DANIEL	M	MENAGE	NGO
MFOUROU NADEGE	F	MENAGE	NGO
OLONO BETILLE	F	MENAGE	NGO
NTSIMPA PEPERPETUE	F	MENAGE	NGO
MOUDZALA VARTAN	M	MENAGE	NGO
GOUPE ALIDA	F	MENAGE	NGO
NGAKONO NADEGE	F	MENAGE	NGO
NGAKONO PARFAITER	M	MENAGE	NGO
NIENGUIE JULE	M	MENAGE	NGO
NGIEFIRI	M	MENAGE	NGO
NGAKONO BIENVENU	M	MENAGE	NGO
AMOUALA PASCALINE	F	MENAGE	NGO
NGAMBOU APPOLINAIRE	M	MENAGE	NGO
MPOUWA DANIEL	M	PA	NSA
STEPHIE OMBA	F	GERANTE CMEC	DJAMBALA
MBANIA FIDELINE	F	CAISSIERE /CMEC	DJAMBALA

Congo

Agricultural Value Chains Support Development Programme Project Completion Report

Appendix 9: Final wrap-up/stakeholder workshop findings

Document Date: 05/06/2019
Project No. 1100001583
Report No. 5068 - GH
Loan ID 1000004125

West and Central Africa Division
Programme Management Department

This document will be publicly disclosed unless there is written dissent on its disclosure by the Borrower at the time of this document submission to IFAD or no later than the project closing date.

Appendix 9: Compte rendu de la réunion de restitution du Rapport d'achèvement du PADEF

Sur invitation du coordonnateur National du PADEF, il s'est tenu, samedi 12 avril 2019, une réunion conjointe (Gouvernement et FIDA) de restitution du rapport d'achèvement du PADEF. Trois points étaient inscrits à l'ordre du Jour: (i) Présentation des principales conclusions du rapport d'achèvement, (ii) Discussions (iii) Divers :

1. *Présentation des principales conclusions et recommandations du rapport d'achèvement*

Pertinence du projet : A son achèvement le rapport d'achèvement constaté que la pertinence du projet est très satisfaisante. Les activités et les produits délivrés par le projet sont alignés à la priorité nationale contenue dans le PND 2012-2017. Les filières manioc, banane pisciculture et aviculture, appuyées par le PADEF, sont aussi retenues comme priorité du Pays dans le nouveau PND qui vient d'être validé et ratifié par le parlement. Les activités financées sont également en ligne avec les priorités des bénéficiaires ainsi que des PTF y compris le FIDA, car retenu dans le COSOP.

Efficacité du projet : le rapport d'achèvement a jugé l'efficacité du PADEF « modérément satisfaisante ». La quasi-totalité des indicateurs des objectifs spécifiques et des produits affiche un niveau de performance modérément satisfaisant. Les volets production agricole et production avicole de la composante Appui à la production ont atteint les résultats attendus. En dépit du retard enregistré dans la mise en oeuvre des activités, la sous-composante Accès aux bassins de production a permis la réhabilitation de 100 km de pistes rurales, 248 km de voies navigables secondaires et la construction de 45 ouvrages de franchissement. La composante Renforcement des capacités a réhabilité les bâtiments des DDA/E/P dans la Sangha et le Pool. Elle a formé et recyclé des cadres des DDA/DDE dans les 10 départements et les membres des GIEC. Elle a redynamisé/consolidé les 29 caisses hérités des Proders et créé 1 caisse, construits 9 bâtiments de caisses, pourvu en équipement, mobilier de bureau et finalisé les travaux de construction de 5 caisses de la zone sud.

Efficience du Projet : L'efficience du projet a été jugée insuffisante. Le taux de décaissement du Prêt du FIDA, de 99%, est satisfaisant. Par contre le taux de décaissement de 38% des fonds de contrepartie du gouvernement est insatisfaisant. En outre le décaissement par composante est très déséquilibré. Les composante 1 et deux ont eu un taux de décaissement de moins de 50% alors que les composante 3 et 4 ont largement dépassé le budget prévue.

Impact : le principal impact du PADEF est très visible sur le manioc. Le projet a significativement amélioré le rendement du manioc et de l'igname et a contribué à sauver la filière manioc de l'attaque massive de la mosaïque au niveau national.

Durabilité : les GIEC et les CMEC ainsi que l'implication des Service étatique déconcentré est le socle de la durabilité du PADEF. Mais le fait que les Unions et le réseau de CMEC ne sont pas en place et que les CMEC n'ont pas encore leur agrément menace leur durabilité.

Les principales leçons apprises lors de mis en oeuvre du projet sont:

Les principales forces du programme sont: i) la poursuite de l'opérationnalisation des GIEC et leur implantation dans des zones déficitaires; ii) l'implication des DDA/E/P et des CSA dans la mise en oeuvre des activités du Programme; iii); iv) l'émergence d'au moins 10 GIEC leaders dynamiques dans chacun des 10 départements; iv) la présence des jeunes motivés dans les 10 départements prêt à se lancer dans l'entretien des pistes et voies navigables; v) la production d'un important stock de boutures saines de manioc, de semences d'igname et de rejets de bananier; vi) l'émergence dans les 4 départements concernés d'une catégorie de pisciculteurs et aviculteurs qui maîtrisent les bonnes pratiques d'élevage ; vii) l'émergence d'un modèle de caisse mutuelle d'épargne et de crédit.

228. les principales Faiblesses sont i) la sous-estimation des difficultés pour gérer un projet qui regroupe 3 autres projets, 5 accords de financement, 13 filières agricoles, dans 10 départements avec des conditions agro-écologiques différentes et la différence de saison entre la zone Sud et la

zone Nord particulièrement les départements de la Sangha et de la Likouala ; ii) La sous-estimation des coûts pour certaines activités du Programme et surtout les coûts de fonctionnement; iii) la non prise en compte de la situation agro-écologique de la Likouala surtout des zones inondables (Epéna) où les cultures développées par le Programme sont inadaptées; iv) La sous-estimation des effets du bitumage des routes nationales n°1 Brazzaville– Pointe/noire et n°2 Brazzaville-Ouesso; v) Le faible taux de réalisation de la composante Appui à Transformation et la commercialisation. Cette composante aurait permis de mieux organiser la commercialisation du manioc ainsi que de la banane plantain dans les départements de la Likouala et de la Sangha qui disposent d'énormes potentialités de production; vi) le non-respect du phasage des activités du Programme proposé dans le RPE c'est-à-dire réhabiliter les pistes et les voies navigables en année 2 pour faciliter l'accès aux bassins de production; vii) L'insuffisance des moyens logistiques dans la Likouala compte tenu du niveau d'enclavement des bassins de production (hors-bord, pirogues, motos adaptées au terrain); viii) Les difficultés dans le transport et le stockage des semences ;ix) l'accès difficile à certains bassins de production (surtout dans la Likouala avec la non réhabilitation de 400 km de voies fluviales).
Recommandation.

La mission d'élaboration du RAP formule a formulé les recommandations suivantes:

- Mettre en place et financer une Unité de coordination restreinte et transitoire (UCRT) pour la consolidation des acquis et la liquidation des engagements du PADEF : étant donné que l'achèvement et la clôture des activités du PADEF ne se déroulent pas selon les clauses établies dans l'accord de prêt et que la suspension des décaissements du FIDA ainsi que le non versement des fonds de contrepartie n'ont pas permis de réaliser les actions de consolidation nécessaires pour la durabilité des activités du PADEF.
- *Pour la conception du PADEF 2*
 - Appuyer les GIEC leaders dans la mécanisation agricole (utilisation des tracteurs et autres équipements), la transformation et la commercialisation ;
 - Promouvoir les cultures adaptées dans les zones inondables dans la Likouala (riz, maraîchage et autres) ;
 - Promouvoir l'aviculture villageoise et la pisciculture commerciale pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire ;
 - Dans la perspective d'apporter un appui aux populations autochtones. Il faudra au préalable réaliser une étude approfondie afin d'identifier les filières et les chaînes de valeurs susceptibles de générer des revenus substantiels aux populations autochtones en vue d'une meilleure insertion dans la dynamique économique locale et nationale ;
 - Avec le changement climatique certaines cultures (maïs, arachide, haricot et autres) sont de plus en plus difficiles à cultiver sans aménagements hydroagricoles et fertilisation des sols. Le PADEF 2 devra mettre l'accent sur la fertilisation des sols, les aménagements hydro-agricoles ;
 - Renforcer les capacités en équipements et moyen de transport les services déconcentrés du MAEP (DDA, CSA) pour qu'ils assurent le conseil agricole et le suivi des opérations techniques et garantir la durabilité des activités sur le terrain
- *Gestion de projets futurs.*
 - Recruter le personnel de l'UCP tout en s'alignant sur les salaires appliqués dans d'autres projets en cours au Congo afin de réduire les difficultés de recrutement qui retardent la mise en oeuvre des projets. Et surtout éviter les départs des cadres expérimentés formés par le FIDA dans d'autres projets où les salaires sont plus élevés (Banque mondiale, BAD et autres).
 - Renforcer les missions des facilitateurs qui seraient dans chaque département le relais du Responsable du suivi évaluation et de surcroît l'interlocuteur direct des Responsables des composantes techniques.
 - Créer une clause de flexibilité concernant les fonds de contrepartie du Gouvernement pour que leur non-versement n'entraîne plus de suspension du portefeuille dans l'avenir
- *Partenaires d'exécution.*
 - Impliquer les DDETP, les chefs de village, les sous-préfets dans le suivi des travaux de réhabilitation des pistes et des voies navigables ;
 - Recruter un contrôleur temporaire pour assurer de façon permanente le suivi et le contrôle de l'exécution des travaux de réhabilitation des pistes.

2. *Discussions*

Il ressort des discussions des participants pour les projets futures:

- La nécessité d'investir dans la Consolidation des acquis du PADEF et la conservation de l'image de marque du FIDA dans le pays.
- L'importance d'investir dans la transformation, stockage et conservation des produits agricoles, notamment le manioc.
- L'importance de la concentration des Investissements et de la réduction de la complexité des projets :
- L'importance d'introduire une flexibilité dans les conditionnalités des fonds de contrepartie.
- La nécessité d'investir à la fois dans le renforcement de l'offre et de demande des services financiers orienté vers l'agriculture commerciale et entrepreneuriale
- La nécessité d'adoption progressive des approches marchandes sur le matériel végétal et autres intrants agricoles.
- L'importance d'investir dans les approches qui accroissent la cohésion sociale et une meilleure inclusion des groupes vulnérables (jeunes, femmes, pygmées)
- La nécessité d'investir dans l'anticipation des effets de changement climatique. Investir dans une politique de gestion efficace et durable des ressources humaines.
- L'importance d'investir dans le renforcement des capacités de gestion fiduciaires des programmes.

3. *Divers*

RAS

Fait à Brazza ville le 12 avril 2019